

La Révolte des Gilets jaunes

niet  éditions



Nous encourageons la reproduction
totale ou partielle de cet ouvrage
à des fins non commerciales.



niet-editions.fr

nieteditions@riseup.net

Diffusion : hobo-diffusion.com

ISBN : 979-10-96195-09-1

LA RÉVOLTE DES GILETS JAUNES

**Histoire d'une lutte
de classes**

Collectif Ahou ahou ahou

2020



Introduction

Dans le monde capitaliste en crise depuis 2008, on ne compte plus les soulèvements. Après les révoltes dites « arabes », la fin des années 2010 a vu la paix sociale à nouveau battue en brèche dans de nombreux pays du globe : Algérie, Irak, Soudan, Chili, Liban, Iran, Hongkong, Équateur, Catalogne, etc. Partout des manifestations, des émeutes, des occupations de l'espace urbain. Partout des mouvements sans représentants ni encadrement, où se mêlent des revendications de dignité sociale et une contestation des systèmes politiques. Partout des prolétaires et des classes moyennes en voie de marginalisation qui se côtoient derrière une volonté commune de « déga-ger » des dirigeants que l'on regarde comme coupés du « peuple ».

La révolte des Gilets jaunes participe de ce mouvement mondial. Elle n'en a pas moins surpris tout un chacun, venant perturber les habitudes de la lutte des classes en France. Personne n'aurait imaginé que l'expression éclatée et virtuelle d'un ras-le-bol quant à l'augmentation des prix du gas-oil puisse donner lieu à un mouvement aussi profond et complexe. Soudain les conversations de bistrot autour de la thématique du « il faut que ça pète, il nous faut une bonne révolution » se sont transformées en un mouvement réel, réclamant la fin du mépris politique et des injustices relatives à la répartition de l'argent.

Faisant irruption le 17 novembre 2018, la protestation des Gilets jaunes s'est aussitôt emballée. On s'est alors imaginé faire tomber le pouvoir en jouant 1789. En décembre, des milliers de gens se retrouvaient sur des ronds-points et des axes routiers et, sûrs de leur bon droit,

bloquaient les flux de transport et levaient les barrières de péage. La police était submergée par l'extraordinaire détermination de manifestants qui prenaient possession des villes le samedi. Cet emballement insurrectionnel est rapidement retombé. Mais, à la surprise générale, tout au long de l'hiver et du printemps 2019, le mouvement des Gilets jaunes s'est poursuivi, dans une temporalité différente : celle d'une lutte au long cours. Malgré une répression féroce, cette lutte a constitué un réceptacle à des vécus, à des colères, à des élaborations collectives inédites.

Alors même que le mouvement était en cours, nous avons voulu en écrire l'histoire. C'est dès le début de l'année 2019, quand l'atmosphère, partout ou presque, était tantôt celle du pneu brûlé, tantôt celle du gaz lacrymogène, que nous nous sommes attelés à cet ouvrage. Bientôt, une sorte de vertige nous saisissait : quelle idée étrange en effet que de vouloir décrire un mouvement qui défiait la description, de vouloir analyser des pratiques, des actes, des formes politiques qui bien souvent s'y refusaient formellement, de vouloir même faire l'histoire d'événements qui se dérobaient à toute chronologie, qui sans cesse semblaient s'achever et sans cesse renaissaient de leurs cendres, quoique toujours avec une dynamique autre, une direction nouvelle, un sens différent. Les « actes » succédant aux actes, l'heure de clore cet ouvrage semblait sans cesse repoussée.

Au moment où nous écrivons ces lignes, en février 2020, l'affaire est-elle réglée ? Rien n'est clair : les chants des Gilets jaunes se font toujours entendre dans les manifestations, le port du vêtement fluo dans les luttes demeure répandu, et beaucoup même n'ont pas renoncé à une victoire – quel qu'en soit le contenu. Néanmoins, il ne fait pas de doute que nous sommes passés à « autre chose » : ce qu'on observe, à l'issue de ce mouvement

qui refuse de désarmer, c'est sa diffusion, c'est la *gilet-jaunisation* des luttes.

En ce sens, un regard rétrospectif sur le mouvement proprement dit est désormais possible. Qu'est-ce qui s'y est joué? Comment les contradictions entre les différentes composantes sociales et politiques des Gilets jaunes se sont nouées, dénouées, recomposées au fil des semaines? Comment pratiques et discours ont-ils évolué entre le mois de novembre 2018 et le printemps 2019? Que nous dit ce mouvement du cours de la lutte des classes?

Nous avons voulu écrire l'histoire des Gilets jaunes, mais le point de vue que nous portons sur cette révolte n'est nullement celui d'historiens. Nous n'aspirons à nulle neutralité prétendument objective. D'abord parce que, ce mouvement, nous y avons participé. Bien sûr, au début, comme beaucoup « à gauche », nous avons fait les pisse-vinaigre, nous nous sommes un peu pincé le nez, nous avons dénigré le « poujadisme » réactualisé. Mais bien vite il nous a fallu admettre que ce mouvement semblait abattre (et, souvent, avait *déjà* abattu) bien des murs que nous aspirions à démolir en vain depuis longtemps. Et, chacun dans sa région, chacun à son rythme, chacun à sa manière, nous nous sommes – avec plaisir, il faut le dire – jetés dans le maelström bouillonnant.

Nous sommes conscients que nous avons, parmi les Gilets jaunes, une position un peu étrange, qui a trait à nos positions politiques, à notre lecture politique du monde. Nous avons rejoint le mouvement, nous y avons participé, nous étions dans des collectifs, des manifs, des actions, des assemblées. Nous n'avons jamais cessé d'être des militants aux idées bien ancrées, porteurs de notre expérience des luttes passées. En ce sens, nous ne sommes donc pas vraiment des Gilets jaunes. Mais nous sommes encore moins des journalistes ou des sociologues.

Nous avons ici tenté de rendre compte et d'analyser, avec un recul temporel quasi inexistant, les bifurcations, les reconfigurations et les recommencements perpétuels du mouvement des Gilets jaunes. Nous l'avons fait avec une boussole en main : ce que nous avons cherché à débusquer dans ce fil historique, c'est la rupture soudaine dans l'ordre du monde, l'irruption du « débordement », le moment où brusquement quelque chose laisse à penser que, comme l'a dit Emmanuel Macron, « nous ne reprendrons pas le cours de nos vies ».

Le collectif Ahou ahou ahou, auteur de ce livre, est composé de quatre individus d'âge, de classe, de genre homogènes, géographiquement dispersés sur le territoire : l'un est de la région parisienne, un autre a vécu les événements surtout dans une grande ville du Sud-Est, le troisième s'y est trouvé mêlé dans l'arrière-pays toulousain ; quant au dernier, il n'a eu de cesse de passer d'une région à l'autre, quoique principalement centré lui aussi sur le Sud de la France. Le résultat, c'est que nos expériences, nos récits, et même nos analyses sont marquées au sceau de ce qu'on appelle notre vécu, qui diffère de par le degré de nos implications, nos implantations plus ou moins fortes dans un collectif local, nos perceptions urbaines ou rurales.

Ces vécus – qui, dans l'analyse, ont tendance à fusionner – infusent notre récit, mais ils n'en constituent pas la base essentielle. Car ce livre est aussi le résultat d'un travail sur des sources : pour écrire cette histoire des Gilets jaunes, nous nous sommes appuyés sur la presse, essentiellement locale. En particulier, nous avons épluché attentivement *La Provence*, *La Voix du Nord*, *Ouest-France* et le site de France Bleu.

De ces deux approches – le vécu et la documentation –, il découle une certaine distorsion géographique

dans la manière dont ce livre présente le mouvement. L'Occitanie, la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, la région parisienne, le Nord et le Grand Ouest sont ainsi surreprésentés dans notre appréhension des événements : il en sera davantage question ici que de l'Alsace, par exemple – ce qui ne veut pas dire qu'il ne s'est rien passé en Alsace.

Nous avons donc ici cherché à rendre compte des différentes séquences qui se sont succédé au cours du mouvement, des reconfigurations des rapports de force qui s'y sont joués, des contradictions qui s'y sont manifestées. Dans cet exposé, nous nous sommes permis quelques digressions théoriciennes pour tenter d'analyser ce mouvement en apparence confus et contradictoire dans le cadre de cette « lutte ininterrompue, tantôt secrète, tantôt ouverte » (Marx) entre les classes sociales antagonistes.

Mais ce récit global du mouvement, nous avons voulu le compléter par un certain nombre de « petits récits » annexes, qui sont autant de zooms visant à restituer de manière plus brute des moments de la lutte. Ces petits récits sont de deux natures, qui renvoient à nos deux approches du mouvement : d'une part des éclairages, essentiellement locaux, basés sur des coupures de presse ; d'autre part des comptes rendus subjectifs de moments de lutte, issus de notre expérience directe. Ces récits apparaissent dans le texte sous forme d'encarts, les uns relevant de la catégorie « presse », les autres de la catégorie « journal de lutte ». On remarquera que, si la presse domine au début du récit, les journaux personnels se font plus nombreux vers la fin. C'est que notre entrée dans la lutte s'est faite avec un certain retard ; mais cela reflète aussi la temporalité propre du mouvement : celui-ci est extrêmement intense en novembre-décembre 2018 ; puis,

en janvier 2019, il entre dans une deuxième phase où le temps est moins dense en événements. La révolte progressivement se meut en mouvement social, et notre récit traduit ce glissement.

Ce livre est ainsi constitué, comme la créature du docteur Frankenstein, de multiples morceaux cousus ensemble, parfois mal ajustés, parfois raccommodés de travers – et peut-être, ici ou là, avons-nous greffé une oreille en lieu et place du nez. Mais, comme la créature du docteur Frankenstein finit par se dresser et marcher, notre livre, nous l'espérons, *marche* aussi.

Nous avons voulu mettre au centre l'expérience directe, avec toute la bienveillance que nous éprouvons ; si nous avons pu parfois commenter, théoriser, intellectualiser à partir des combats en gilet jaune, nous n'oublions jamais que ce livre est bien peu de choses au regard de la lutte réelle.

Février 2020.

Vous constaterez que nous n'avons pas systématiquement féminisé ce texte. Nous sommes par ailleurs bien conscients que les femmes sont plus spécifiquement exposées que les hommes aux difficultés que nous imposent ce monde et que, dans la lutte des Gilets jaunes, elles étaient particulièrement présentes et actives.

1. Le surgissement
(17 novembre 2018)



« Colères » populaires

« Je suis très heureux de cette itinérance parce que je suis dans le pays, a lui-même confié le chef de l'État vendredi. Je capte plein de choses, plein de messages, plein d'enseignements, dont je ferai mon miel. » [...] « Va t'faire égorger, sale fils de p... ! » Emmanuel Macron hésitait à aller saluer une dernière fois quelques rares admirateurs ayant attendu sa sortie de l'hôtel de ville quand un individu a vociféré cette insulte à son adresse. Interpellé par les policiers qui l'avaient repéré, l'homme a été emmené au commissariat et placé en garde à vue. Avant de monter dans le fourgon, appelant sa compagne et lui brandissant un sac plastique, il a dégainé cette phrase magique : « Prends mon kebab, je pars en garde à vue ! »

La Voix du Nord, 9 novembre 2018.

En France, à l'automne 2018, un gauchiste plus ou moins farfelu qui aurait annoncé le « retour de la lutte des classes » et le surgissement prochain d'un mouvement social fort, secouant l'État de bas en haut et généralisant pour des mois le désordre en ville comme à la campagne, aurait été l'objet des railleries générales.

Jeune technocrate bon teint, le président Macron semble en effet solidement établi aux commandes d'un État qui tient plus que jamais tête aux luttes sociales. Sur ce terrain, les échecs succèdent aux échecs, au point que la victoire n'est plus vraiment envisagée comme un horizon possible. À peine la déroute en 2010 de la lutte contre la réforme des régimes spéciaux de retraites était-elle oubliée que le mouvement contre la loi Travail en 2016 s'achevait par une défaite. Au printemps 2018, le mouvement de grève perlée à la SNCF, tentative malhabile des syndicats pour reprendre un peu de poil de la bête, se solde à son tour par un échec.

Durant cette période, les gouvernements profitent de leurs victoires pour liquider les restes du vague « contrat social » qui les liait aux « corps intermédiaires ». Les syndicats ne parviennent pas à sortir du piège dans lequel, il faut le dire, ils se sont en partie eux-mêmes fourrés, et semblent condamnés à l'inertie et à la passivité, sinon à servir la soupe à une bourgeoisie toujours plus gourmande et pressée.

Loin des syndicats et de la culture de lutte de gauche, une autre colère sociale gronde et s'exprime depuis des années, menaçante, basée sur le ressentiment. Des pans importants de la France « périphérique », comme disent les sociologues, ont oublié le langage de la lutte des classes et se laissent aller à une « grogne » où se mêlent révoltes contre les « élites » et contre les « profiteurs » de la redistribution sociale. Prolétaires et petits-bourgeois se retrouvent dans ce langage et font constamment planer la menace d'un mouvement populiste tourné contre les « élites » et dont les premières cibles seraient les plus pauvres et les étrangers. Le Front national, devenu Rassemblement national, a reconfiguré son discours, le mâtinant de perspectives sociales, et il est plus fort que jamais, prêt à capitaliser sur les mouvements exprimant ce ressentiment.

Et ce qui semble fermenter en amont du 17 novembre 2018, c'est bel et bien un de ces mouvements d'humeur populaire « de droite ». On trouve des traces d'une « proto-colère » en gilet jaune dès le début de l'année 2018, dans le cadre de petits mouvements de contestation d'une mesure assez anodine ayant trait au Code de la route : le 9 janvier 2018, le comité interministériel de la Sécurité routière annonce la réduction de la limitation de vitesse de 90 km/h à 80 km/h sur les routes à double sens sans séparateur central. Cette réduction doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2018.

Immédiatement, le petit groupe Facebook de Dordogne « Vous en avez marre? C'est maintenant!! » est renommé « Colère 24 » et dirige dès lors essentiellement son action contre cette mesure routière. Son audience croît rapidement. D'autres groupes « Colère » voient le jour en France à cette période : vingt-cinq sont fondés avant février 2018¹. Ces groupes organisent ici ou là des manifestations : à Périgueux, le 27 janvier 2018, un cortège rassemble 500 personnes, qui parfois ont – déjà – revêtu des gilets jaunes recouverts de slogans de protestation ; à Bordeaux, 2 000 personnes défilent. Déjà on signale des blocages de barrières de péage.

On conteste lors de ces rassemblements les mesures routières proprement dites et le « racket » des radars automatiques, mais aussi déjà « les taxes », l'augmentation de la CSG, et plus généralement la politique de Macron. Les branches locales de la Fédération française des motards en colère y participent souvent ; elles mènent en parallèle des opérations de signalisation des radars fixes. Les partis d'extrême droite et les mouvances « patriotes » se délectent de cette mobilisation diffuse, socialement hétérogène mais aux revendications historiquement à droite de la droite : Dupont-Aignan ne courtise-t-il pas les « automobilistes méprisés » depuis de nombreuses années ?

Tout s'accélère en automne. Le gouvernement annonce en effet de nouvelles mesures visant à « encourager » la population à se doter de véhicules « non polluants », en particulier *via* la forte augmentation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) annoncée dans la loi de finances 2018, assortie de la suppression de l'exonération partielle de cette taxe dont jouissaient notamment les entreprises de transport.

1. www.lemonde.fr, 17 avril 2019.

Or, entre octobre 2017 et octobre 2018, le prix moyen du super à la pompe a crû de 15 %, celui du gas-oil de 23 %², et ce avant même la mise en œuvre de l'augmentation de la TICPE.

Le 10 octobre 2018, Éric Drouet, chauffeur routier à Melun (Seine-et-Marne), lance sur Facebook un appel au « blocage de l'économie » pour le 17 novembre. Progressivement, l'appel devient « viral » et se propage sur les réseaux sociaux. Mi-octobre, Drouet lance (avec sa mère !) le groupe Facebook « La France en colère ! », d'abord intitulé « Stop au carburant au prix de l'or » puis « Les automobilistes en colère ». Il entre en contact avec Priscillia Ludovsky, petite entrepreneuse initiatrice en mai 2018 d'une pétition également « virale » réclamant « une baisse du prix des carburants à la pompe », et ils appellent de concert à la mobilisation de novembre.

Qui est donc Éric Drouet ? Les vidéos qu'il diffuse sur internet, très populaires, sont tournées en général dans la cabine de son camion, son outil de travail. C'est un amateur de *tuning* et, avec sa Seat Cupra Léon (jaune, bien sûr), il dirige le principal club de *tuning* de Melun. Âgé de 33 ans, il n'a vraisemblablement aucune formation politique ou syndicale : ses messages sont simples, parfois confus, humbles. Sa popularité est de toute évidence liée au fait qu'il s'agit d'un authentique travailleur « désintéressé », « apolitique ».

En même temps que Drouet et Ludovsky apparaissent d'autres figures propulsées sur le devant de la scène par des médias en mal d'interlocuteurs. Leur point commun est d'avoir produit des vidéos qui font le « buzz ». Ils ont pour nom Jacline Mouraud (du Morbihan) et Frank Buhler (du Tarn-et-Garonne). La première est hypnothérapeute, accordéoniste, agente de sécurité,

2. *Le Point*, 16 novembre 2018.

et grande amatrice de théories farfelues. Son « coup de gueule » contre les taxes a été visionné plus de cinq millions de fois. Le second est un militant passé par tous les partis de droite et d'extrême droite, responsable de circonscription de Debout la France, le parti de Nicolas Dupont-Aignan.

Même si des revendications ayant trait à la « justice sociale » sont parfois évoquées, en particulier chez Drouet, ce qui ressort de leurs discours concerne surtout la question des taxes dont seraient écrasés les Français, quelle que soit leur condition, au bénéfice d'un État voleur et de son personnel politique parisien coupé des réalités, essentiellement occupé à s'engraisser. C'est en tout cas sur cette base que le Rassemblement national, les Républicains et Debout la France vont apporter leur soutien au mouvement : des millions de tracts dénonçant les « rackets fiscaux » en tout genre sont imprimés alors qu'approche le 17 novembre.

Répétitions générales

« Le gouvernement est à l'aube de quelque chose qu'il ne réalise pas... »

Un Gilet jaune de Saint-Dizier,

Le Journal de la Haute-Marne, 15 novembre 2018.

Pourtant, dans les semaines qui précèdent cette date, un observateur attentif verrait que ce qui fermente dans cette colère ne correspond pas tout à fait à une grogne populiste prêtant le flanc à des récupérations droitières.

Début novembre, Macron organise une semaine de commémoration de la fin de la Première Guerre mondiale dans l'est de la France. Ce voyage « mémoriel » est troublé, chaque jour, par l'irruption de gens très souvent porteurs de gilets jaunes, par des dialogues houleux avec

la population, alors même que tout est fait pour garantir la «sécurité» du président et éloigner d'éventuels indésirables.

Après Verdun le 6 novembre, le président est une nouvelle fois interpellé et traité de «président des riches» à Charleville-Mézières : «J'ai 57 ans, je suis jamais descendue dans la rue, jamais. Mais maintenant, avec vous, je suis obligée», lui assène une aide-soignante. Il est ensuite hué et chahuté à Maubeuge (Nord) le 8, lors de la visite d'une usine Renault, et le 9 à Albert (Somme). Au cours de cette transhumance, le 17 novembre est plus d'une fois évoqué comme une menace à ne pas sous-estimer, tandis qu'à plusieurs reprises des manifestants défilent et se heurtent aux barrages de la police. Macron cristallise une colère qui dépasse la question des taxes et de l'essence. Il se dégage de ces «rencontres» un sentiment de ras-le-bol général, né de l'impossibilité croissante de boucler les fins de mois. Face à cette colère, le président, droit dans ses bottes, assure qu'il tiendra bon dans la voie des réformes.

Pendant que Macron se fait insulter dans le Nord-Est de la France, des «répétitions générales» du 17 novembre s'organisent, à mesure que foisonnent les appels et que se multiplient les groupes locaux. Ces groupes sont parfois l'occasion pour des leaders plus ou moins autodéclarés d'attirer l'attention des médias : c'est le cas par exemple de Fabrice Schlegel, à Dole (Jura), entrepreneur «plutôt de droite» selon la presse locale, qui tient en main le groupe Facebook «De l'essence de la contestation», lequel rassemble alors 46 000 membres, chiffre impressionnant puisqu'il équivaut à deux fois la population de la ville. Ce petit patron quittera le mouvement le 23 décembre, las de «la gauche de la gauche» et des «blocages pour le blocage».

À certains endroits, les actions (tractages, opérations escargot, barrages filtrants) commencent dès le week-end du 10 novembre. Au Neubourg (Eure), où le «leader»

local est un élu du Rassemblement national, une de ces « répétitions » donne lieu à plusieurs blocages successifs, tous évacués par les forces de l'ordre : rond-point, zone commerciale, galerie marchande. Là, on annonce déjà des actions jusqu'au 20 novembre. De telles scènes se répètent et se multiplient un peu partout en France, surtout le 15 et le 16 novembre.

Dans la semaine qui précède le 17, les gens se réunissent sur des parkings, près des gares, pour organiser ce qu'on ne nomme pas encore l'Acte 1, tant du point de vue des blocages que des questions « sécuritaires » : on élabore ainsi des « chartes de bonne conduite » ou des « règlements », ou encore on se dissocie préventivement d'éventuels « casseurs ». Ils sont souvent des dizaines voire plus d'une centaine, sur la base d'appels relayés sur les groupes Facebook locaux. La préparation du 17 – désordonnée mais convergente – émane de formes d'auto-organisation à la base. On est loin du modèle des consignes syndicales suivies à la lettre lors des journées d'action ou de la simple répercussion mécanique des vidéos qui font le buzz (Drouet, Mouraud, etc.). On ne s'aggrave pas à cette journée, on la construit.

Cette auto-organisation est entretenue involontairement par l'État lui-même. Les préfetures, qui cherchent évidemment des « responsables », voient dans les administrateurs de pages Facebook des interlocuteurs : elles les poussent à déclarer les points de rassemblement. Mais, alors que les autorités insistent en même temps sur le fait qu'un rassemblement illégal est réprimé par la loi, cette pression aboutit à l'inverse de l'effet recherché : ceux qui sont érigés en représentants se dégagent de toute déclaration, par peur d'être tenus pour responsables de ce qui se passerait. D'après le ministère de l'Intérieur, moins de 15 % des rassemblements du 17 novembre sont déposés en préfeture.

Même si les revendications fiscales semblent au centre du discours – et sont en tout cas relayées complaisamment par la presse – il se dégage, en fond, une petite musique sourde mais plus inquiétante, peut-être, pour le gouvernement : ce dont on se plaint, ce n'est pas seulement des taxes, mais aussi des bas salaires qui n'augmentent pas, de la misère sociale, des sacrifices consentis, des rêves de vacances depuis trop longtemps ajournées, des promesses de cadeaux de Noël qu'on sait qu'on ne tiendra pas, etc. En somme, de ne vouer sa vie qu'à la survie, que l'on soit travailleur, chômeur ou retraité.

Le 17 novembre

Dès l'aube, sous le froid soleil de ce samedi 17 novembre, des centaines et bientôt des milliers de péages autoroutiers, de zones commerciales, de ronds-points sont occupés³. Au fil de la matinée, chaque ville, petite, moyenne ou grande, voit se déverser des Gilets jaunes bien décidés à « tout bloquer ».

Partout, ce sont les grandes surfaces et leurs zones commerciales qui sont les cibles privilégiées. De nombreux grands magasins baissent le rideau. Les manifestants affirment souvent vouloir, par ces blocages, priver l'État des rentrées fiscales générées par la grande distribution ; il s'agit aussi, bien sûr, de bloquer l'accès aux stations-service, pour les mêmes raisons. Du reste, les zones commerciales sont, avec les péages d'autoroute, les rares points qu'il est utile de chercher à bloquer un samedi dans une petite ville de province, sauf à vouloir bloquer le centre-ville et ses commerces – ce qui se produit, mais encore très anecdotiquement.

3. Le ministère de l'Intérieur parlera de 2 034 points de blocage.

La plupart de ces rassemblements se déroulent « dans le calme », comme aiment à le dire les policiers. Les automobilistes et les routiers coincés réagissent généralement bien, klaxonnent et mettent en évidence leur propre gilet de sécurité sur le tableau de bord pour afficher leur soutien. On annonce cependant le décès, non loin de Grenoble, d'une manifestante tuée par une voiture qui forçait un barrage. On dénombre environ 400 blessés au long de la journée, la plupart renversés par des automobilistes excédés ; mais ces brefs moments de tension laissent la place à une ambiance globalement détendue et gaie. Il flotte souvent comme un esprit de partenariat entre les gendarmes et certains Gilets jaunes qui « gèrent » la sécurité.

Il faut toutefois faire mention d'affrontements avec les forces de l'ordre un peu partout en France – et en Belgique –, en général sur les autoroutes et aux postes frontaliers. Ces affrontements parfois spectaculaires sont considérés comme assez anecdotiques et très rarement mentionnés par les médias ou par le gouvernement. On assiste pourtant à des scènes violentes sur tout le territoire, en des lieux peu coutumiers de ce type de pratiques : dans de petits centres urbains, voire en rase campagne autour de certaines autoroutes. Ce sont de premiers contacts houleux entre les forces de l'ordre locales, en général non préparées, et les habitants du coin, qui soudain s'avèrent « prêts à en découdre », comme on dit : un inattendu rapport de tension entre les flics et ceux qui sont d'habitude leurs voisins, leurs camarades de pétanque ou de bistrot.

À Paris, le boulevard périphérique est bloqué dès le matin. Éric Drouet avait appelé à marcher sur l'Élysée ; des milliers de personnes, y convergeant, se heurtent à la police : les affrontements, que personne ne semble souhaiter, sont dès lors inévitables. Nous reviendrons plus loin sur cet étonnant premier samedi parisien.

Mais c'est pour l'heure en province, sans doute, que les choses sont le plus sidérantes. Les autoroutes sur lesquelles aucun véhicule ne circule donnent une impression de fin du monde. Non loin, pourtant, des centaines de ronds-points sont occupés, inaugurant une pratique durable. Les barbecues se mettent en place, et de premières « infrastructures » sont installées : banderoles, tables de palettes...

Un peu partout, des automobilistes et des chauffeurs routiers bloqués s'arrêtent, descendent et se joignent au mouvement. C'est par exemple le cas de Kopp Johnson, livreur toulousain ayant grandi dans le quartier du Mirail, qui, coincé sur un rond-point de Castres (Tarn), y trouve la matière à une chanson sur les Gilets jaunes, reprenant les motifs de protestation (« J'ai voulu mettre l'essence... Trop cher ! J'ai payé les taxes... Trop cher ! ») et scandant « Macron démission » en guise de refrain. Le morceau devient presque aussitôt un tube, repris des gares de péage aux cours de récréation.

Le sentiment d'irruption d'une force collective s'accomplit en direct. On se regarde – soi-même et les autres Gilets jaunes – sur les chaînes d'information en continu, qui pour le moment traitent le mouvement avec une sorte de condescendance bienveillante. Un peu partout, des Gilets jaunes font la navette entre les différents points de blocage du département, transmettant simplement les nouvelles et les encouragements. L'impression de participer à un événement historique, ne serait-ce que par le nombre des blocages, par leur impact et par leur généralisation, est immédiate.

Le 17 novembre deviendra instantanément, et pour longtemps, la référence unique, l'« acte » fondateur du mouvement qui va suivre. On cherchera à le répéter, à l'égaliser ; on aura du mal à comprendre et à accepter que

ce qu'on a réussi une fois, on ne puisse pas le reproduire... C'est que la rencontre de ces centaines de milliers de «gens», sortant souvent protester pour la première fois, génère un incroyable sentiment de puissance, d'unité «populaire». Ce sentiment, loin de s'étioler, se renforce au contraire à mesure que l'événement lui-même s'éloigne, lui conférant progressivement un caractère presque mythique ou mythologique.

De l'«automobiliste-vache-à-lait» au «peuple»

*Ras-le-bol de travailler pour mettre du gas-oil
pour pouvoir aller travailler.*

Propos recueilli sur un rond-point, Ariège, décembre 2018.

Le soir du 17 novembre, il paraît évident pour tout le monde que ce qui se passe n'est pas réductible à une grogne poujadiste. Les petits patrons du transport ou du bâtiment, commerçants trop taxés, etc., sont bel et bien présents, et ils se font entendre. Mais ils sont mêlés aux autres, à ceux qui galèrent non pas pour «faire de l'argent», mais bel et bien pour survivre – les prolétaires. À ce stade, le mouvement des Gilets jaunes est un mouvement interclassiste. Et les contradictions entre les différentes conditions sociales de tous ces gens qui entrent en lutte sont mises en sourdine, recouvertes par un sentiment de «tous ensemble», une identité commune : peu ou prou, celle de l'automobiliste travailleur, la base fédératrice qui donne sa «couleur» au mouvement. Par la suite, cette identité s'estompera parfois mais restera toujours présente, sans cesse réactivée, évoquée comme unificatrice. Or elle ne correspond nullement aux identités politiques habituelles. Ni classe sociale ni corporation, c'est un regroupement qui présente l'avantage

de pouvoir agglomérer à peu près tout le monde, sauf la grande bourgeoisie et peut-être les catégories les plus urbaines qui, volontairement ou non, ont moins l'usage de la voiture.

La surreprésentation des travailleurs de la campagne ou des petites villes par rapport à ceux des quartiers populaires, liée à ce rapport à l'automobile, suffit pour que beaucoup à gauche dénoncent un ramassis de « franchouillards » supposément xénophobes. Ce qui semble impensable début novembre, c'est que le ressentiment qui s'exprime puisse produire autre chose qu'une mobilisation éphémère faisant le lit de la réaction. Las d'être toujours désignés par les bourgeois comme des beaufs brutaux et avinés, les concernés, eux, « découvrent » spontanément cette évidence : ils sont « le peuple », c'est-à-dire une agrégation de statuts, de conditions, de différences et de misères qui, réunies, produisent un commun.

Ce qui compte, c'est de ne pas faire étalage de ces différences, de ne pas briser cette « unité » naissante dont on sent bien qu'elle est précieuse – et fragile. Les Gilets jaunes sont de droite, de gauche, petits patrons, artisans, autoentrepreneurs, ouvriers, employés, chômeurs. Leur mouvement n'a pas de programme politique ni de représentants. Pour tout le monde, à ce stade, c'est une force : une manière de considérer que chacun peut s'y joindre, sur la base d'un vécu fait de souffrance sociale qu'aucun discours politique n'est en mesure d'incarner. Le « commun » s'établit d'abord et avant tout sur l'ouverture de la parole, sur la prolifération des récits de vie personnels : cette parole qui s'affiche sur le dos des gilets fluo à travers les milliers de messages individuels et de slogans revendicatifs⁴. Chacun, en son nom, raconte les fins de mois

4. Voir *Plein le dos*, éditions du Bout de la ville, 2020, d'après le journal de rue *Plein le dos*, compilation de photos de slogans inscrits sur les gilets.

difficiles, l'isolement, les galères de la vie quotidienne, les ex-maris qui ne payent pas leur pension... Car beaucoup de Gilets jaunes sont des femmes, et des femmes qui travaillent dans les secteurs typiques de la division sexuée du travail – où il s'agit moins de produire des marchandises que de reproduire la main-d'œuvre qui les produit. Des femmes qui sont soumises à une exploitation de type domestique au foyer, assignées à résidence pour élever leurs enfants, des femmes prolétaires d'un type particulier dont la voix portera fort dans le mouvement.

Le 7 du mois, je touche mon salaire, et le 10, j'ai plus rien. Le reste du temps, je reste cloîtrée chez moi à manger ce que j'ai acheté. Voilà! [...] Les vêtements de la petite, on me les donne, c'est exceptionnel que je les achète. Mes seules sorties, c'est en forêt, j'ai pas les moyens de faire autre chose.

Élodie, Gilet jaune de Nemours, France Inter, 21 novembre 2018.

L'expression éclatée mais convergente de cette subjectivité sociale achève de mettre fin à l'idée que nous sommes en présence d'un mouvement réactionnaire, xénophobe, «petit-patronal», cherchant à réactiver la communauté nationale d'antan – même si bien sûr cette tendance travaille en son sein.

Ce glissement dans la perception des Gilets jaunes atteint alors les auteurs de ce livre.



[Journal de lutte]

«**Nous, le peuple, les Gilets jaunes.**»

Je m'arrête un matin, le 19 novembre, au rond-point de la piscine de S. [dans le Sud-Ouest]. Il n'y a pas grand monde. Presque tous les véhicules, voitures, camions, bus, klaxonnent. Beaucoup s'arrêtent au milieu de la chaussée pour discuter quelques minutes avec ceux qui sont sur le terre-plein; les autres

automobilistes ne râlent même pas. Ça doit être terrible, à la longue, ce concert de klaxons.

Une femme m'offre un Nescafé et commence sans préambule à me raconter sa vie. De manière frappante, c'est sa condition de pauvre qu'elle dit, dans chaque détail matériel, le manque d'argent, la difficulté d'accès aux soins dont elle a besoin, le rapport aux gendarmes, et le manque d'argent, encore et encore. Il y a comme une revendication fière de l'identité de pauvre ; nous, le peuple, les pauvres : les Gilets jaunes.

Derrière le peuple, la lutte des classes

Ce peuple a un ennemi qui rassemble tout le monde : l'État, perçu comme le responsable du « racket ».

Les Gilets jaunes disent *grosso modo* qu'ils veulent pouvoir vivre dignement de leur travail sans se voir ponctionnés. Ils pointent tous azimuts : les prix trop élevés du fait des taxes, une redistribution de l'impôt qui ne profite qu'aux élites, le fait de devoir payer toujours plus pour pouvoir aller bosser en voiture (amendes en tout genre, péages autoroutiers, etc.). En apparence, il s'agit d'un langage libéral, opposé à la manière dont l'État intervient dans la circulation de l'argent. Rien qui touche au salaire, sinon l'idée abstraite que le SMIC est trop bas – mais la chose est perçue comme relevant d'une fixation des prix par le gouvernement davantage que comme un rapport entre travailleurs et employeurs. Le peuple contre l'État : il s'agit là d'une représentation éloignée d'une vision de classe.

Pourtant, il convient de regarder au-delà, et cela mérite un petit détour théorique sur la manière dont l'État intervient dans la distribution des revenus. Car ce que les prolétaires en gilet jaune attaquent, plus ou moins consciemment, c'est bel et bien le caractère injuste de cette intervention.

Les rapports de distribution sont organisés en France depuis les années 1950 (au moins) de telle manière que les travailleurs les plus pauvres ou ceux évincés du marché du travail bénéficient de la redistribution par l'État d'un peu du surproduit collectif. L'Insee affirme que 42 % des ménages français bénéficient de cette redistribution, sans même tenir compte des allocations chômage et des pensions de retraite. Et les choses ont beaucoup changé ces dernières années : entre 2012 et 2018, la part des revenus dits « de transfert » (les allocations sociales) dans le revenu total des 10 % les plus pauvres est passée d'environ 40 % à 70 %⁵. L'État verse ainsi près des trois quarts du revenu des pauvres, et même davantage si l'on tient compte du chômage et des retraites. Pour les pauvres, la dépendance à l'État est donc totale, et la moindre augmentation (par exemple du carburant) suffit à faire s'effondrer des budgets ficelés à l'euro près.

Il y a plus : ces « revenus de transfert » sont l'objet d'une pression constante de la part des capitalistes. Car l'État ne les produit pas : il faut donc bien les prendre quelque part – dans les poches des capitalistes ou dans celles des travailleurs. Sur ce terrain-là, celui de l'« impôt », se joue aussi une intense lutte entre les classes dont l'État est le pivot. Les capitalistes veulent payer le moins possible ; les travailleurs constatent que leurs revenus baissent, non pas parce que leurs salaires diminuent, mais parce que tout devient plus cher. Dans ce rapport à trois, les classes ne sont pas face à face, comme dans les luttes pour le salaire, mais l'enjeu reste le même. L'augmentation de la taxation des produits massivement consommés par les prolétaires, de même que la réduction drastique des services publics dont ceux-ci bénéficient, aboutit indirectement à diminuer le coût de la reproduction

5. Insee, *France, Portrait social*, éditions 2012 et 2018, disponibles sur internet.

de la main-d'œuvre pour les capitalistes. Ceux-ci n'ont alors pas besoin de baisser les salaires pour maintenir ou augmenter leurs taux de profit : l'État, dès lors qu'il est devenu le médiateur universel du revenu, s'en charge discrètement.

C'est ainsi que la question des « revenus de transfert » ne concerne pas seulement la catégorie des plus pauvres : pour la catégorie immédiatement au-dessus, un peu trop vite qualifiée de « classe moyenne », le constat d'un appauvrissement est le même ; il fait planer la menace permanente de sombrer à son tour dans la misère complète.



[D'après diverses agences statistiques de l'État]

Des chiffres

La bourgeoisie étudie attentivement les pauvres. Ses statisticiens font même de la prospective pour voir ce que ça ferait d'augmenter ou de diminuer telle ou telle variable. Et les chiffres sont parlants : au cours des dernières années, la part consacrée aux « dépenses contraintes » dans les budgets des travailleurs n'a cessé d'augmenter. Ce phénomène correspond bel et bien à une baisse des revenus, à une attaque sur le prix du travail.

Revenus

- *Le revenu annuel moyen disponible avant redistribution est passé de 25 708 euros en 2011 à 25 930 euros en 2017 (+1 % à peine). Il s'agit d'euros courants ; or l'inflation cumulée sur la période est d'environ 7 %. Donc le revenu moyen disponible avant redistribution diminue.*
- *Le montant moyen des redistributions annuelles est passé sur la même période de 1 711 euros (2011) à 1 610 euros (2017), soit -5,9 %.*
- *Si l'on regarde les 10 % les plus pauvres, on constate une baisse considérable du niveau de vie (25 %) avant redistribution*

(4 232 euros en 2011, 3 260 en 2017). Cette chute importante a été tant bien que mal compensée par une augmentation de 15 % des revenus de la redistribution. En gros, en 2017, les pauvres touchaient 3 260 euros moyens annuels (!) avant redistribution et 6 900 euros moyens annuels de prestations (en 2011 : respectivement 4 232 et 5 956 euros). En d'autres termes, la part des revenus de transfert par rapport au revenu total pour ces 10 % les plus pauvres a presque doublé (source : Insee).

Dépenses

- **Voiture** : en 1992, l'âge moyen des acheteurs de voitures neuves était de 44 ans ; en 2018, il est de 56 ans (source : AAA Data). Sept salariés sur dix vont travailler en voiture ; 10 % à Paris, mais 82 % à Hénin-Beaumont par exemple. Un tiers des salariés travaillent dans leur commune de résidence ; pour les deux tiers restants, la voiture est le mode de déplacement dans 89 % des cas. Et 14 % des salariés (3,3 millions de travailleurs) font plus de 25 kilomètres pour aller au travail : un rapide calcul montre qu'ils font au moins 11 000 km par an, et si l'on considère une moyenne de 6,5 litres aux 100 km et un prix du carburant de 1,5 euro le litre, on obtient environ 1 100 euros annuels rien que pour aller au travail (sans parler des dépenses d'entretien du véhicule) ; or ces gens sont rarement payés plus que les autres (source : Insee Focus n° 143).
 - **Logement** : en 1970, 11 % du revenu moyen des locataires est dévolu au loyer ; 1980 : 11 % toujours ; 1990 : 16 % ; 2000 : 20 % ; 2010 : 23 %. Cette part a plus que doublé depuis les années 1980, en moyenne de tous les locataires. Un chiffre peut compléter ces données : de 2008 à 2018, l'indice des loyers a augmenté de 8,4 % (source : Insee, Enquête nationale logement, 2013).
- Les 10 % les plus pauvres de la population consacrent en 2013, aides déduites, 42,1 % de leurs revenus au logement (contre 31,4 % en 2001). Le logement coûte quatre fois plus cher aux

pauvres qu'aux riches (10,8 % du revenu pour les 10 % les plus aisés). Dans le quart le plus pauvre de la population, les locataires consacrent 40,7 % de leurs revenus au logement, contre 18,7 % pour les propriétaires. Les accédants à la propriété décrochent la palme avec 48 % du revenu (source: Observatoire des inégalités, décembre 2017, à partir des données de l'Insee).

En cumulant les dépenses « pré-engagées » (logement, assurance, téléphone, etc.) et les dépenses « incontournables » (manger, s'habiller, se soigner, etc.), on arrive à 87 % du revenu des 10 % les plus pauvres, soit un « reste-à-vivre » d'environ 80 euros en moyenne, avec lesquels il faut encore se déplacer, rembourser ses crédits, etc., comme le relevait le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans son rapport de septembre 2012.

De ce point de vue, le caractère prolétarien du mouvement apparaît flagrant dès les premiers moments de blocage. Certes, dans cette lutte démarrée sur les chapeaux de roue, exempte au départ de structures handicapantes comme les syndicats, fraîche et dure comme aux premiers temps du capitalisme, les gens s'en prennent spontanément à la distribution et non à la production. Mais s'attaquer à la distribution, c'est bel et bien se battre pour le niveau de sa subsistance, de sa reproduction en tant que prolétariat. Donc c'est bien se battre pour le prix de la force de travail, objet sempiternel de la lutte entre les classes. Dans ce cas de figure, on a l'État qui s'interpose pour prendre les coups – et pour les donner.

En simplifiant à l'extrême : l'État abaisse le prix de la force de travail (hausse des taxes sur le gas-oil, diminution des allocations et suppression de l'impôt sur la fortune tout ensemble) ; les travailleurs s'en prennent à l'État en lui disant : « Rends l'argent. »

Un invraisemblable sentiment de légitimité

Mais, à ce stade, la lutte des classes est encore dissimulée sous l'idée fantasmagorique du peuple. Et ce peuple se sent pousser des ailes.

Le pouvoir, en amont du 17 novembre, traite les Gilets jaunes avec infiniment plus de pincettes que n'importe quel mouvement de protestation syndical – c'est qu'il a face à lui un ensemble social encore mal identifié. Il affirme comprendre la détresse et la colère ; il envoie les gendarmes sur les points de blocage, moins pour réprimer que pour éviter les altercations routières. Pourtant, sûrs de leur bon droit, les Gilets jaunes du 17 novembre sont scandalisés par le mépris dont fait preuve le pouvoir à l'égard de leur mouvement, car ils s'attendaient à être entendus immédiatement. Ce « peuple » des petites gens qui galèrent va désormais s'opposer aux « élites » qui les ignorent. Et cette identité populaire, fédératrice car non excluante, donne aussitôt au combat des Gilets jaunes une légitimité surprenante. Dès lors qu'on se considère le peuple, n'est-on pas de toute façon légitime ?

Circule ainsi dans les lieux de rassemblement une vision politique un peu naïve, basée sur l'histoire officielle de la Révolution française et des républiques successives telle qu'on l'enseigne à chaque écolier, consistant à considérer les gouvernants comme « au service » du peuple, comme ses « employés ». S'ils sont incompetents, corrompus ou simplement s'ils témoignent du mépris vis-à-vis de ce peuple, ils doivent être renvoyés. C'est ainsi que les Gilets jaunes reprennent à leur compte les symboles de la nation, en premier lieu drapeaux tricolores et *Marseillaise*. Pour la gauche, ces attributs incarnent chauvinisme et nationalisme ; pour les manifestants, on mettra un peu de temps avant de le comprendre, ils signifient avant tout que « le pays », c'est eux et non les gouvernants.

Cette « belle unité du peuple » qui rejoue 1789 donne aux Gilets jaunes une fraîcheur étonnante, qui tranche avec les mouvements sociaux des décennies précédentes. Là où des activistes d'ultra-gauche, concevant à bon droit leurs actions comme plus ou moins clandestines, s'entouraient de précautions inouïes pour des résultats finalement assez faibles, les Gilets jaunes, mus par cet invraisemblable sentiment de légitimité, secouent dès le 17 novembre les cadres de l'action politique. Dégagés par ailleurs – pour l'heure – du poids des organisations syndicales ou partisans, ils réinventent, ou pensent réinventer (ce qui revient au même), des modes d'action comme le blocage de routes ou l'affrontement avec les forces de l'ordre. La plupart d'entre eux « manifestent » en effet pour la première fois.

Parfois ces premières « sorties » se traduisent par de petites émeutes, pour lesquelles personne n'était préparé, mais lors desquelles l'inventivité tactique et la combativité mettent à mal les forces répressives, pas davantage préparées. C'est aussi que, souvent, les Gilets jaunes n'ont pas peur, au contraire de bien des militants « chevronnés » qui ont en général une expérience amère de la répression policière.

C'est d'ailleurs souvent en scandant « La police avec nous ! » que les Gilets jaunes chargent les cordons de flics ou les contournent gaiement. Ce rapport contradictoire avec les forces de l'ordre ne subsistera ensuite essentiellement que dans les discours ; le 17 novembre, ce qu'il faut remarquer, c'est que les gens sont si sûrs de leur légitimité qu'ils ne comprennent pas que les CRS ne les rejoignent pas aussitôt, sur la base d'une communauté de vécu (la pauvreté matérielle) et d'appartenance au « peuple ». C'est ce même sentiment de légitimité qui les fait refuser d'obéir aux tentatives de canalisation policière ou aux injonctions à se disperser : avec une insolence de

sales gosses, les gens ne se laissent pas faire, et l'insubordination qui se fait jour ce samedi est destinée à durer...



[D'après une vidéo glanée sur internet]

Paris, 17 novembre 2018

Quelques dizaines d'individus descendent les Champs-Élysées. Ils chantent La Marseillaise, ils crient « Macron démission ! » Une douzaine de policiers des compagnies de sécurisation et d'intervention cavalent autour d'eux pour tenter de les stopper. De manière répétée, ils forment une ligne en amont de la foule, mais ils sont à chaque fois débordés sur leurs flancs. Certains Gilets jaunes semblent beaucoup s'amuser à feinter les flics. Ils passent et crient « Ouaaais ! La rue, elle est à nous ! » Les flics suent et s'agacent. Ils ne sont pas casqués, ils ne sortent pas leur équipement de manif et leur technique de contention consiste à écarter les bras en ligne et à pousser.

Plus tard et plus loin, les flics sont en ligne et bloquent les Gilets jaunes. Les gens crient « La police avec nous ! La police avec nous ! »

Une femme de 30 ou 40 ans invective les flics : « On s'bat pour vous aussi, laissez-nous passer ! On n'est pas des casseurs, sérieusement, on se bat pour le peuple français. On est là pour tous ceux qui crèvent de faim, nos enfants et tout, vos parents, vos enfants. Vous y pensez ? Laissez-nous passer, on fait rien de mal ! »

Un Gilet jaune lui demande alors de parler pour son live Facebook, d'expliquer pourquoi elle est là. Elle ne cesse d'être plus furieuse et elle harangue la foule : « Mais parce qu'on est en train de crever. On vit pas, on survit en France ! C'est une honte ! On veut virer Macron : Macron, démission ! Nos grands-parents, ils sont retraités, ils ont travaillé toute leur vie, ils arrivent même plus à vivre ! Moi, je travaille, j'ai deux enfants, le 15 du mois, on sait même pas comment nourrir nos enfants ! C'est une honte, ce qui se passe ! Non mais stop !

Et maintenant, on est le peuple français et on est fier et lui, on va le virer! Qu'il aille se faire enculer! C'est notre pays! C'est pour nos enfants, et nos petits-enfants, et nos grands-parents, nos parents qui nous ont élevés! C'est pas pour lui, qu'il aille se faire enculer!»

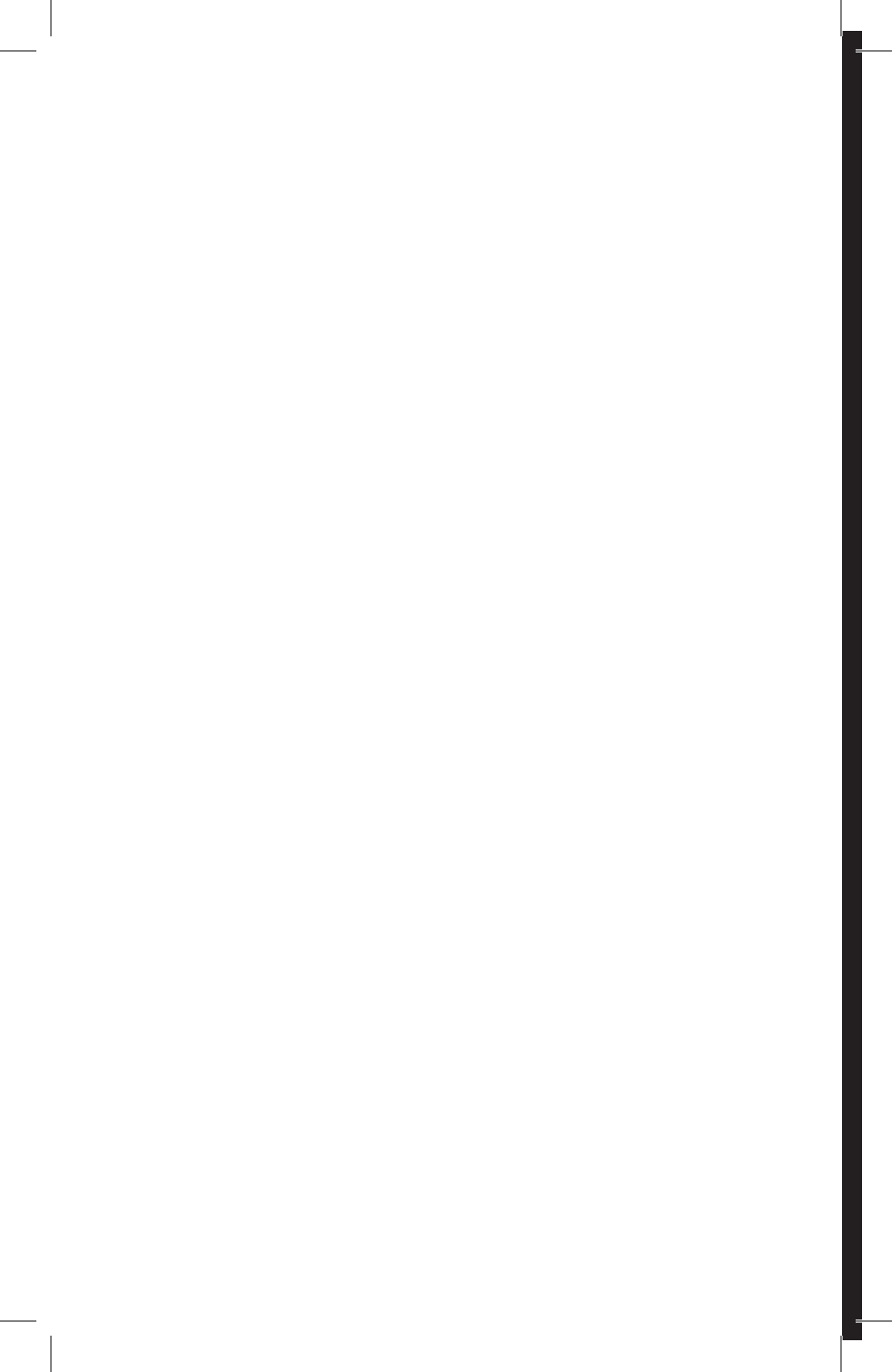
La foule se fait plus compacte. Elle enveloppe les flics, dont les positions deviennent aussi éparpillées que celles des Gilets jaunes. Aucune ligne ne sépare les uns des autres. Un type, se filmant lui-même avec son portable, s'improvise orateur: «Je m'appelle Bachir, j'ai 37 ans, j'habite à Créteil. Je suis non violent, je suis fonctionnaire depuis quinze ans, je vais taper personne, je vais casser sur personne, j'y vais pacifiquement! Faut qu'on essaie d'être calmes, parce que c'est vrai qu'on est un peu échauffés par tout ce qu'il se passe, c'est normal! Mais on est des citoyens, on n'est pas des politiciens, on n'est pas des islamistes, on n'est pas des gens de Le Pen, on s'en fout, on est des citoyens aujourd'hui! [Il se dirige sur les flics.] Maintenant, Messieurs, excusez-nous, on aimerait bien voir M. le président, il a dit qu'il nous recevrait. Si je passe pas là, je passerai ailleurs! [À la foule] Je viens de passer trois barrages, ne dites pas que c'est pas possible! Ils nous frapperont pas si on les touche pas! Au pire y en aura un qui va manger. [Il lève le bras en l'air.] Je suis prêt à me sacrifier!!! Ils sont combien, là? Ils sont cent, on est quatre mille! On est dix mille! Allez, on y va!!!»

La foule hurle en levant les bras. Les flics reculent.

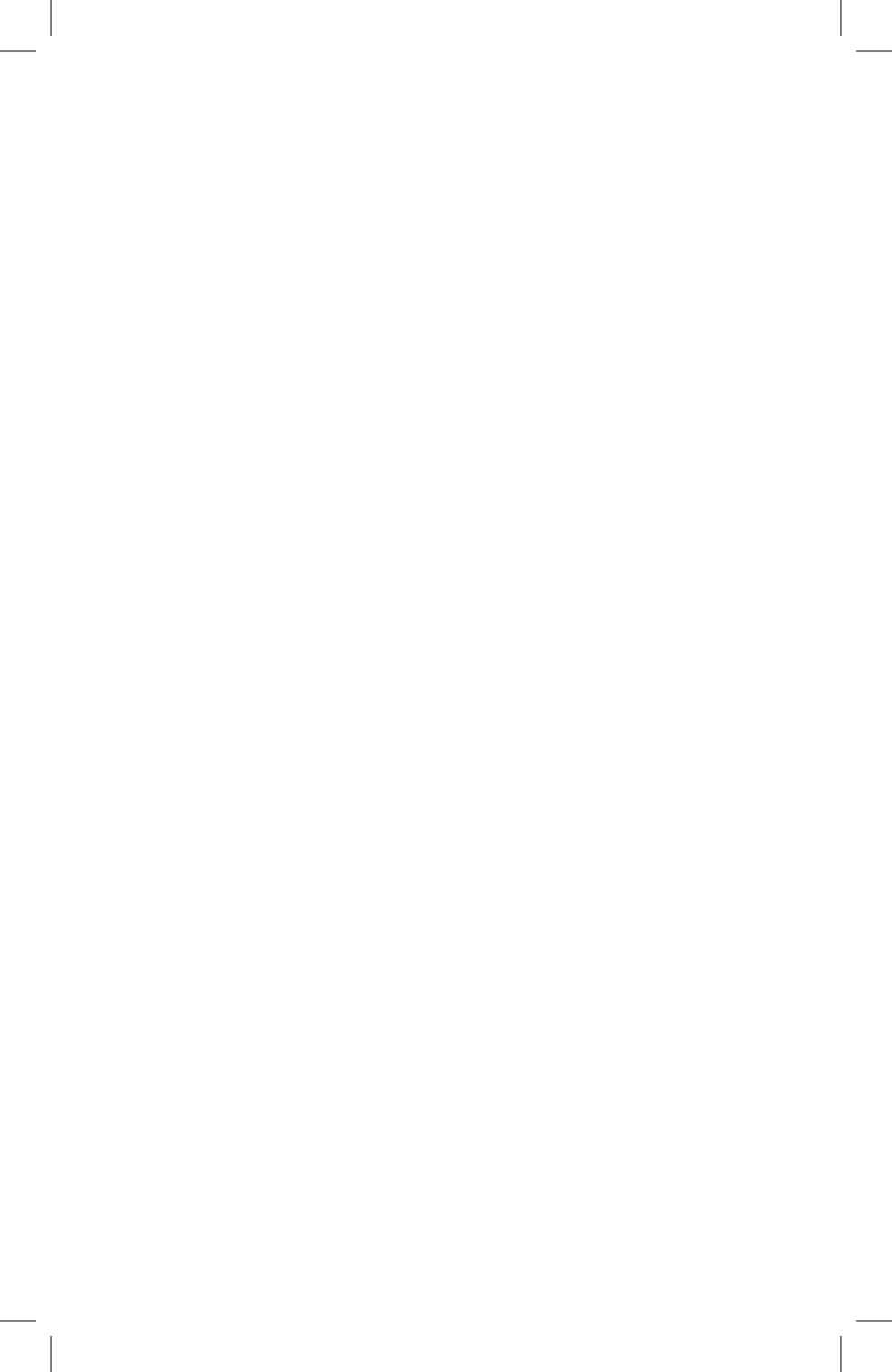
Par grappes, des gens courent, se regroupent, parviennent à proximité de l'Élysée. Les flics leur courent après. Ils écartent les bras pour stopper les gens, ils s'essoufflent, ils crient «Arrêtez! On va vous gazer!»

Rien n'y fait. Alors ils gazent. Gendarmes mobiles et CRS affluent, ils revêtent les casques, sortent les matraques et retrouvent leur agressivité spontanée. Les gens, scandalisés, hurlent «Honte sur vous! Honte sur vous!!!»

Ces manifestants pensent-ils vraiment qu'ils vont être reçus à l'Élysée par le président? Que la police va les laisser marcher sur l'Élysée sans s'interposer parce qu'ils sont pacifiques? L'idée peut paraître absurde, mais elle est clairement au centre de la formation d'une puissante force collective. Le 17 novembre 2018, à Paris, ces gens ne sont pas là pour affirmer leur présence en attendant quelque changement à terme: sans doute pris dans l'émulation collective, ils s'attendent à renverser quelque chose. La semaine suivante, ils seront de retour, avec la même détermination. Cette fois, ils s'équiperont pour résister aux gaz.



2. L'énervement (17 novembre - 1^{er} décembre)



De la journée au mouvement

La flashmob citoyenne annoncée, manifestation sans lendemain d'un mécontentement diffus, s'est « transformée » en une journée de lutte aux formes diverses mais parfois assez dures. Si, souvent, les groupes de Gilets jaunes avaient déjà prévu d'éventuelles prolongations, la presse tablait avant tout sur une « journée » unique. Sur les ronds-points, les gens eux-mêmes semblent étonnés de ne pas être immédiatement entendus, de ne susciter que l'indifférence du pouvoir, en dépit de leur évidente force collective. Ils décident logiquement de ne pas en rester là. La répression subie sur les Champs-Élysées leur confirme qu'ils ont « tapé juste » et ne fait que les encourager à revenir, le lendemain ou la semaine suivante. La journée du 17 novembre donne ainsi le jour à un *mouvement*, celui des Gilets jaunes.

Certains des « leaders nationaux » comme Drouet avaient annoncé que le « relais » serait pris dès le lundi par les routiers, puis par les chauffeurs de taxi, les infirmières, etc., dans une sorte de « mouvement perlé ». En fait, ce qui se produit, c'est la perpétuation des formes du 17 novembre. C'est en général sur les ronds-points et les autres lieux de blocages que se décide, le soir du 17, la prolongation de l'occupation et des actions : à la nuit tombée, il reste deux cents points de blocage, selon le ministère de l'Intérieur. Un peu partout, des Gilets jaunes s'organisent pour passer la nuit sur place et, dès le dimanche matin, ils reprennent les blocages, réinvestissant en masse les axes de circulation, en particulier autoroutiers : de nombreux tronçons ferment ; des péages sont rendus gratuits. À Rennes, la préfecture avait fermé la rocade : des dizaines de bloqueurs y passent la nuit et y demeurent le dimanche.

À Caen, c'est un millier de personnes qui investissent un échangeur avant d'être évacuées à coup de gaz ; au Boulou, à la frontière espagnole, la circulation est complètement bloquée ; une action parking gratuit a lieu à Disneyland Paris.



[Extrait de *La Voix du Nord*, 20 novembre 2018]

Le 18 novembre à Saint-Martin-lez-Tatinghem

Une centaine de Gilets jaunes envahit le rond-point de TSA à Saint-Martin-lez-Tatinghem près de Saint-Omer pour empêcher les camions de l'entreprise Transports Saint-Arnould de quitter le dépôt. La société est encerclée, de nombreuses rues aux abords sont bouclées, fermées par des barrages de feu. Les panaches de fumée sont visibles depuis des kilomètres. Les Gilets jaunes sont déterminés. Ils vont gagner la partie. Vers 23 heures, la direction de l'entreprise demande à ses conducteurs de rester au dépôt pour des raisons de sécurité. Pour les Gilets jaunes, le blocage de l'entreprise, encerclée, ne suffit pas. Regroupés au rond-point de TSA, ils vont également arrêter tous les poids lourds en provenance de la rocade et des départementales vers Boulogne et vers Calais et Dunkerque. Vers 4 heures, sur chaque axe, il faut compter jusqu'à 250 m de file qui n'aura de cesse de grossir au fil de la journée. Vers 13 heures, plus de 300 camions étaient recensés. Sans compter les 250 camions de TSA bloqués au dépôt.

Le soir du 17 novembre, Édouard Philippe passe à la télévision, sans faire d'annonce. Drouet, lui, appelle à monter à Paris pour un « Acte II » le samedi suivant, le 24 novembre. Il s'agit dès lors pour ceux qui le peuvent (retraités, chômeurs et poseurs de RTT) de maintenir la pression jusque-là, avant de frapper à nouveau un grand coup tous ensemble.

Le lundi 19, alors que les péages gratuits sur les autoroutes sont maintenus un peu partout, débute un blocage des dépôts de carburant, tandis que reprennent massivement des barrages à l'entrée des centres commerciaux et des plateformes logistiques. Le maintien de l'ordre semble dépassé ; la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) fait part dans un communiqué de ses inquiétudes quant aux possibles conséquences économiques des blocages et demande au gouvernement d'assurer la liberté de circulation et de travailler.

Le mardi 20, alors que les blocages se poursuivent, la tension semble monter. Il y a des affrontements dans les régions de Caen, de Rennes, de Saint-Brieuc. Le péage de Virsac, près de Bordeaux, est saccagé dans la nuit. La police évoque des difficultés assez grandes et des phénomènes d'agrégations incontrôlables, comme cette « émeute de cité » qui aurait éclaté à Douai (Nord) au cours d'une opération de déblocage.

Dans la semaine du 17 au 24 novembre, le pays est gagné par un mouvement de blocage massif, spontané, inédit dans sa forme, auquel le pouvoir ne s'était pas préparé. On compte des centaines de points de blocage, mobiles, changeants, imprévisibles. Les actions se conjuguent en une grande variété d'occupations, de barrages plus ou moins filtrants, d'opérations escargot, de péages gratuits, parfois dans la même journée. De premières pénuries sont signalées, surtout des stations-service en rupture d'approvisionnement, mais également des supérettes privées de fruits et de légumes, bloqués à la frontière espagnole, par exemple.

Les forces de l'ordre interviennent un peu partout, parfois « dans le calme », mais parfois aussi avec une grande violence. Les points de blocage sont évacués apparemment selon une logique de priorité : ce sont en premier lieu les principaux axes de circulation qui sont

« libérés », comme les ports et les dépôts de carburant. Les zones commerciales, les péages ouverts, les ronds-points attendront. La police et surtout la gendarmerie se trouvent confrontées au retour incessant des bloqueurs. À peine chassés d'un endroit, ceux-ci s'en vont bloquer le rond-point voisin, puis le centre commercial, avant de revenir le soir « reprendre » l'autoroute, etc.



[D'après *Sud-Ouest*]

Le péage de Virsac (Gironde), sur l'A10, au nord de Bordeaux

Le 17 novembre, à Bordeaux, les points de blocage principaux sont les deux ponts du périphérique bordelais, et les autoroutes A62, A63 et A10. Le tout paralyse à peu près totalement l'agglomération.

La barrière de péage de Virsac est au beau milieu de ce bourg de mille habitants, que l'autoroute coupe littéralement en deux. Le péage est occupé dès 9 heures ; il n'est pas bloqué mais rendu gratuit. La police cherche à l'évacuer en l'aspergeant de gaz lacrymogène à partir de 17 heures : ce sont déjà les premiers affrontements et les premières interpellations. À 22 heures, il y a pourtant encore quelques centaines de Gilets jaunes. Le préfet annonce avoir « souhaité que la fluidité des grands axes soit assurée, essentiellement ceux du trafic de transit avec l'Espagne ». En fin de compte, reconnaît-il pourtant, c'est l'intervention des forces de l'ordre qui amène à fermer l'autoroute, la nuit, sur plus de 30 kilomètres. Le dimanche 18, les Gilets jaunes reviennent et retrouvent une cinquantaine de personnes qui ont dormi sur place. Leur nombre gonfle vite : il y a deux mille personnes dimanche après-midi. On tronçonne des arbres, on arrache des grillages et des barrières, on monte des sortes de barricades. Après quelques gaz dans l'après-midi, le péage est évacué le soir, mais les deux points de blocage principaux, pont d'Aquitaine et péage de Virsac, sont « repris » le lundi 19, et il y a encore un

bon millier de personnes sur l'autoroute. Nouvelle évacuation en fin d'après-midi.

Les pratiques se durcissent alors. Dans la nuit de lundi 19 à mardi 20 novembre, la barrière de péage est incendiée: des gens, « après avoir forcé l'entrée des locaux techniques (local de travail et galerie de circulation du personnel), ont saccagé et mis le feu aux installations, entraînant des dégâts matériels très importants », selon Vinci, qui déplore « saccage, vols et pillage ». Le mardi, il reste logiquement peu de monde sur place, mais l'infrastructure est inutilisable pour plusieurs jours. Le site, nettoyé dans la semaine, s'apprête à rouvrir, quand, le samedi 24 novembre, il est à nouveau repris par un millier de Gilets jaunes. Les gens y passent la nuit, quoique sachant l'arrivée des gendarmes, au matin, inéluctable. Évacué encore le dimanche matin, le péage a connu de nouvelles dégradations, selon Vinci. La répression s'accroît: entre dimanche et lundi, on compte dix-huit interpellations et gardes à vue pour entrave à la circulation; les procès donneront plus tard lieu à de lourdes condamnations.

La fin du paternalisme

Avant le 17 novembre, le gouvernement avait adopté une position équivoque, tout à la fois diabolisant les blocages à venir (« S'il y a un mort, [...] ce ne sera pas l'État qui sera en responsabilité », prévenait déjà, le mardi 13 novembre, le ministre de l'Intérieur Castaner, sur BFM-TV) et considérant avec une sorte de bienveillance paternaliste ces braves gens refusant l'effort fiscal qu'on leur demande au nom de la planète. On parle surtout au sommet de l'État d'un défaut de « pédagogie » pour faire comprendre aux gens les réformes nécessaires. Au cours des premiers jours du mouvement, le gouvernement campe sur ses positions. Il ne fait aucune concession et traite les Gilets jaunes par une compassion de plus en plus agacée. En

réalité, il espère régler la question par la répression. Certes, le mouvement bénéficiant du soutien de l'opinion publique, il s'agit de faire en sorte d'opérer dans la discrétion. Bien qu'on n'en parle guère, cette répression est pourtant déjà massive : le mercredi 21 novembre, le même ministre de l'Intérieur donne des chiffres assez considérables – 745 personnes interpellées et 599 placées en garde à vue en quatre jours. Le 22 novembre, dans une circulaire à destination des magistrats – qui ne sera rendue publique que plus tard –, le ministère de la Justice réclame une « réponse pénale systématique et rapide » aux actions de blocage. Les juges n'avaient d'ailleurs pas attendu pour enclencher la machine répressive : le premier Gilet jaune incarcéré est un soudeur de 32 ans, condamné par le tribunal correctionnel de Strasbourg à quatre mois de prison ferme pour mise en danger de la vie d'autrui et entrave à la circulation. Il avait, le 17 novembre, formé une chaîne humaine sur l'autoroute A 35 et traversé le terre-plein central avec quatre autres Gilets jaunes. Mais le désordre se répand. Il déborde la France métropolitaine. À la Réunion en particulier, il semble très vite hors de contrôle : l'île est à peu près totalement bloquée et livrée à l'émeute.



[D'après Réunion La Première]

La lutte à la Réunion

Il y a, sur cette île volcanique, une seule route vraiment importante, qui en fait le tour; l'essentiel du trafic se déroule sur sa portion ouest. Il suffit donc de bloquer cette « route du littoral » en quelques points pour congestionner tout le trafic, et donc empêcher presque toute circulation. Le 17 novembre, une vingtaine de blocages routiers se mettent en place. Il y a dans la nuit des incendies de véhicules et des affrontements avec les gendarmes à Saint-Denis. Le lendemain, les barrages sont vio-

lemment attaqués par les forces de l'ordre et les affrontements se généralisent à toute l'île, donnant lieu à des pillages.

À partir du lundi 19 novembre, les blocages paralysent totalement l'île, en particulier ceux des ports, de l'aéroport et des dépôts pétroliers. Les écoles sont fermées, de même que certaines administrations. Chaque soir (mais aussi en pleine journée), de violents affrontements ont lieu, avec des pillages et des incendies de commerces et de voitures. Le préfet décrète le mardi un couvre-feu nocturne exceptionnel. Ce climat de vive tension se prolonge toute la semaine. Une partie du port de Saint-Denis est incendiée ; les cargos sont déroutés vers l'île Maurice.

Le samedi 24 novembre, une véritable « marée humaine » déferle sur Le Port, mais l'ambiance est globalement à la détente, après que la ministre des Outre-mer, Annick Girardin, a annoncé sa venue prochaine. La nuit est relativement calme : « pas de pillage ou de gros incendie »... Mais le mouvement reprend un peu de vigueur le lundi 26, malgré l'annonce de la baisse locale du prix des carburants : on recense encore quarante points de blocage, la réouverture prévue des écoles est empêchée. L'intersyndicale de l'île, assez puissante, déclare rejoindre le mouvement, et les « Cirés jaunes », des marins-pêcheurs, bloquent le port : les « militants » sont prêts à se charger des négociations. Le court séjour de la ministre est tout de même très chahuté : elle a du mal à s'exprimer plus de quelques minutes sans que les perturbations n'obligent à l'exfiltrer. Cependant, ce sont peut-être ses minces promesses (hausse de la prime d'activité, baisse des frais de santé, suspension de la hausse de la CSG) qui apaisent presque entièrement le mouvement. Les derniers irréductibles qui bloquaient toujours Le Port sont évacués le lundi 3 décembre, donnant lieu à de derniers violents affrontements qui se prolongent toute la nuit.

Si on ne sait pas exactement qui sont les participants aux émeutes et aux pillages, les Gilets jaunes des barrages routiers

réunionnais ne semblent pas être des sous-prolétaires, mais plutôt la tranche sociale juste au-dessus : des gens qui travaillent, durement touchés par l'inflation et menacés de paupérisation. Si, à la Réunion, le carburant est à peu près au même prix qu'en métropole, les gens sont considérablement plus pauvres. Ils subissent aussi le poids du scandaleux « octroi de mer », taxe sur les produits importés pouvant monter à 60 %, qui de fait les réserve aux plus riches (souvent les Z'oreilles). Pour rappel, des mouvements durs contre la cherté de la reproduction sociale ou du carburant ont eu lieu, ces dernières années, à la Guadeloupe et à la Martinique en 2009, à Mayotte en 2011, déjà à la Réunion en 2012, en Guyane en 2017.

Et puis il y a la Belgique. Moins massif et limité à la Wallonie, le mouvement des Gilets jaunes s'y énerve rapidement : blocages, pénuries d'essence, affrontements avec la police, pillages, agressions de journalistes.



[D'après la presse belge]

Le mouvement Gilets jaunes en Belgique

Le 16 novembre 2018, quelques centaines de Gilets jaunes belges décident de lancer le mouvement dans leur pays en bloquant l'accès à quelques sites de stockage d'essence, principalement en Wallonie, où le pouvoir d'achat est moindre qu'en Flandre. Ainsi, la région sinistrée de Charleroi semble être le point chaud de la contestation. À Feluy, situé à 20 kilomètres de Charleroi, le dépôt pétrolier Total est vigoureusement bloqué le 20 novembre : des barricades sont érigées, des arbres coupés pour obstruer les accès, l'autoroute est paralysée et un camion-citerne est même incendié par les manifestants. Les 23 et 24 novembre, les manifestations des Gilets jaunes à Charleroi se transforment en petites émeutes avec leurs lots de casse et de pillages de magasins.

... Le 25 novembre, des blocages ont encore lieu sur les routes de Belgique, notamment sur différents points de la frontière avec le Luxembourg. Le 8 décembre, près d'un millier de Gilets jaunes étaient à Bruxelles pour manifester dans le quartier des institutions européennes: 450 personnes sont arrêtées. Le 11 décembre, les Gilets jaunes de Feluy bloquent à nouveau l'autoroute.
 ... Le gros du petit mouvement en Belgique semble finir début janvier 2019.

Très vite, dès la fin de la première semaine du mouvement, le paternalisme du gouvernement laisse la place à une stratégie de décrédibilisation. On va dès lors montrer à la partie de la population inquiète et demandeuse d'ordre les Gilets jaunes comme des beaufs, racistes et homophobes, incivilisés et en proie à des instincts non maîtrisés, prêts à tout saccager aveuglément. Bref, une communication contre-révolutionnaire assez classique, consistant à ériger en monstruosité sociale les « classes dangereuses ».

Les médias, au départ enchantés d'avoir affaire à des gens qu'ils pouvaient considérer avec bonhomie, avec condescendance, en vue de leur faire consommer leur propre image de braves citoyens chantant *La Marseillaise* en se plaignant des taxes, changent de récit dès lors que les gens manifestent leur propre autonomie en tant que dominés. Les incidents les plus révoltants, pourtant extrêmement limités en nombre, sont ainsi montés en épingle et leur récit est diffusé en boucle sur les médias et sur internet: une automobiliste noire est insultée, une autre est forcée d'ôter son voile, des migrants clandestins sont livrés à la police⁶. Il n'en faut pas plus

6. On remarquera, du reste, que livrer des clandestins aux forces de l'ordre est un comportement plutôt valorisé moralement, d'ordinaire. Il n'est pas

pour disqualifier l'ensemble du mouvement des Gilets jaunes, devenu en quelques jours, à en croire les médias, un mouvement d'extrême droite – alors qu'il n'est jamais qu'habité par les mêmes tentations qui traversent la société dans son ensemble.

Mais ces gesticulations semblent en décalage avec un mouvement spontané au sein duquel les pratiques sont extraordinairement convergentes : les Gilets jaunes sortent dans la rue pour bloquer. Un mouvement est né et porte un rapport de force tangible : les Gilets jaunes veulent faire céder le pouvoir, concrètement et rapidement. Il n'est donc pas question de cesser avant d'avoir obtenu une évidente victoire.

Le blocage et le rond-point

*Est-ce que les Gilets jaunes vont réussir à changer la vie ?
Une infirmière, songeuse : « En tout cas, ils ont changé ma vie. »*

Le Monde, 15 décembre 2018.

Les opérations de blocage sont mobiles et incessamment reconduites. Au cours des deux premières semaines du mouvement, le gouvernement assurera plusieurs fois avoir repris le contrôle de la situation. En réalité, les gens non seulement reviennent, mais changent de cibles. En sus des zones commerciales et industrielles, des raffineries et des zones portuaires, les centres des impôts et d'autres institutions publiques voient également leur fonctionnement perturbé. Mouvement de travailleurs automobilistes, les Gilets jaunes s'attaquent

inutile de rappeler que c'est le comportement inverse – venir en aide aux clandestins – qui est puni par la loi. Il paraît donc assez hypocrite de la part des médias de soudain fustiger cette dénonciation.

tout particulièrement à des cibles accessibles en voiture, à l'extérieur des villes, là où se concentrent les nœuds de circulation et la logistique de distribution des marchandises.

Une journée de lutte typique ressemble alors à une promenade entre zone commerciale, rond-point filtrant, barrière de péage, préfecture, etc. Ces barrages mobiles, qui ne nécessitent pas la présence de milliers de personnes, sont assez aisés à mettre en place : on se donne rendez-vous le matin, avec la certitude, en fonction du nombre, de trouver quelque chose à bloquer. Ils mettent à mal la capacité de réaction des forces de l'ordre, en permanence contraintes de jouer au chat et à la souris avec les « manifestants ».



[D'après *Ouest-France*]

Des journées d'action pléthoriques

Le Mans, jeudi 22 novembre 2018

Dans la zone du Monné, où se trouve la plateforme Carrefour Supply, les premiers Gilets jaunes s'installent dès 4 heures. Délogés par la police vers 9 heures, ils reviennent aux alentours de 11 heures, avant d'être à nouveau délogés et d'investir un nouveau rond-point. Vers 18 h 30, ils sont une quarantaine à investir la gare et à tenter d'envahir les voies. La police les bloque. À 20 heures, ils sont environ trois cents sur le parking du centre Leclerc, à Allonnes : les plus motivés se rendent ensuite aux abords du dépôt de pétrole de la zone industrielle sud du Mans. Cette longue journée se termine par des affrontements avec la police.

Lannion, samedi 24 novembre 2018

La journée, débutée par un rassemblement en centre-ville, se poursuit par le blocage de stations-service, une action devant les

... grilles du centre des finances publiques, l'interpellation du député
 ... *Éric Bothorel, plusieurs interventions dans les supermarchés,*
 ... *avant de finir sur les ronds-points pour de nouveaux filtrages.*

Les blocages de dépôts de carburant, au début de la semaine du 19 novembre, provoquent l'épuisement de quelques stations, en particulier dans le Sud-Est. Au cours de la semaine suivante, c'est plutôt dans l'Ouest que se concentrent les blocages de dépôts pétroliers : Rouen, Le Mans, et en particulier Lorient, où se constitue une alliance entre Gilets jaunes et patrons du BTP et d'entreprises de transport routier, lesquels protestent contre la fin prévue de l'exonération de la taxe sur gas-oil non routier. Le blocage du port et du dépôt, débuté mardi 27, se poursuivra jusqu'au week-end, engendrant un début de pénurie en Bretagne. Et, à des niveaux plus locaux, nœuds industriels et axes routiers stratégiques subissent une pression continue.



[D'après *La Voix du Nord*]

Zones industrielles et usines paralysées dans le Nord de la France

En bloquant les zones industrielles et les zones d'activités, mais aussi les camions de pièces détachées ou les sous-traitants, les manifestants parviennent pendant deux à trois semaines à bousculer l'économie locale. Le 20 novembre, au moins une dizaine de sites industriels sont bloqués : Feignies, Capécure, Carvin, le CRT de Lesquin, le dépôt pétrolier d'Haulchin, Renault Douai, MCA et la boulangerie industrielle Menisseg, Amazon, Roquette, la sucrerie de Lillers... Les flics viennent à chaque fois débloquent rapidement. La production de l'usine Toyota de Douai est également fortement perturbée ce même jour, alors qu'à Lens la zone d'activité est totalement paralysée

et rien n'est produit de la journée : « Nous, on veut bloquer l'économie, notre but n'est pas de bloquer les routes mais les usines, les industries et les centres commerciaux », explique à cette occasion un Gilet jaune. La grosse zone d'activité Artoipole d'Arras accuse aussi le coup : d'après la préfecture, 1 500 des 3 000 travailleurs des soixante entreprises de la zone y ont été mis au chômage technique.

[D'après *La Provence*]

Un mois et demi de blocage de la RN 113 à Arles

Si, depuis le 17 novembre, la préfecture tente de débloquent systématiquement cet axe stratégique, c'est que c'est la seule route qui permet aux transporteurs de relier l'Espagne à l'Italie : « C'est sûr qu'on n'a pas choisi cet endroit au hasard, il y a des milliers de camions qui passent ici chaque jour. Ça représente des millions d'euros pour l'économie », explique début décembre l'un des Gilets jaunes qui occupent le rond-point sans discontinuer. Le Medef local s'alarme : « Tous les approvisionnements des entreprises de la zone nord du pays d'Arles sont interrompus, les liaisons commerciales routières avec Avignon et Nîmes sont impossibles et vont entraîner sous peu des mises en arrêt de la production. Des milliers de livraisons sont retardées ou annulées, avec des préjudices commerciaux considérables. » Le 24 novembre, la manifestation sur la RN 113 permet de bloquer les flux une nouvelle fois, et les flics d'Arles demandent du renfort à ceux de Marseille pour débloquent, générant de violents affrontements qui se répèteront ensuite parfois plusieurs fois par semaine jusqu'à début janvier.

Au-delà de ces sites « stratégiques », les autres cibles de blocage ne sont pas choisies non plus au hasard ; elles rendent compte de l'imaginaire qui a cours dans la lutte. Comme l'explique un Gilet jaune dans *La Provence* du 19 novembre, il s'agit de « bloquer Carrefour pour

pénaliser l'État) : ce qui sous-tend le blocage des zones commerciales et industrielles, c'est le projet d'attaquer l'économie comme pourvoyeuse de revenus par le biais des taxes et des impôts. Les Gilets jaunes identifient, dans ce combat, les grandes enseignes à cette « mauvaise économie », déracinée et déshumanisante – au contraire de la « petite économie », locale et fragile, qu'il ne faut pas pénaliser. Ils attaquent le capitalisme dans ses symboles évidents, à partir de ses manifestations les plus immédiatement immorales – la misère dans une société d'abondance où les riches se gavent. Mais il y a aussi sans doute un peu plus : frappés de plein fouet par les mesures impactant leur « pouvoir d'achat », les Gilets jaunes se défendent comme consommateurs empêchés en frappant la circulation des marchandises. Avec des subtilités locales dans le choix des cibles. Ainsi, devant le Carrefour de Paimpol, dans les Côtes-d'Armor, le porte-parole des Gilets jaunes locaux assure qu'ici « on incite les automobilistes à aller faire leurs courses à Intermarché », un magasin plus proche des aspirations des Gilets jaunes d'après *Ouest-France*.

Le projet explicite de bloquer l'économie, auquel les Gilets jaunes sont dans leurs pratiques de fait confrontés, va produire, comme nous le verrons, d'importants tiraillements dans le mouvement.

Dans la foulée de la pratique du blocage, dans son moment même, se sont constitués les lieux de regroupement, de rencontre, de sociabilité des Gilets jaunes. Les ronds-points périurbains (et, dans une moindre mesure, les péages d'autoroute) deviennent les lieux d'une occupation permanente qui s'organise progressivement malgré les rigueurs de novembre, le cœur battant du mouvement, sa base arrière, son symbole approprié par tous.

De premières cabanes de palettes ou de bâches plastiques protègent des braseros et abritent jour et nuit

quelques dizaines de Gilets jaunes. Parfois, les commerces avoisinants approvisionnent les occupants. Chacun est invité à s'arrêter et à partager un café, un peu de sociabilité. Une culture des ronds-points voit doucement le jour, sans qu'on en prenne aussitôt la mesure : le rond-point est l'endroit où l'on s'organise, d'où l'on part en action ; c'est aussi l'endroit que l'on bloque lui-même, selon des modalités changeantes, du barrage filtrant au blocage dur ; c'est encore l'endroit où l'on est visible, qui très vite se couvre de banderoles et de tags revendicatifs. Rapport de force et sociabilité de lutte fusionnent ainsi dans un même espace, provoquant pour les Gilets jaunes en lutte un basculement soudain et profond du quotidien.

Simultanément, partout, les Gilets jaunes mutualisent leurs expériences de la vie quotidienne, et constatent qu'elles sont, du point de vue de la pauvreté matérielle, à peu de choses près semblables. Sur les ronds-points, les gens exposent leur misère, budget mensuel détaillé à l'appui, et la collectivisation de cette misère semble les délester enfin de l'humiliation vécue dans la solitude. L'investissement dans ce mouvement est à l'image de cette misère, souvent total : le quotidien étant une lutte, la lutte devient le quotidien. Le rond-point se transforme petit à petit en lieu de cette totalité, voué aussi bien à l'organisation du mouvement qu'à la vie de tous les jours. Alors qu'en semaine les ronds-points sont souvent investis en premier lieu par les plus isolés et les plus précaires, les Gilets jaunes revendiquent fièrement des pratiques d'entraide, souvent à mi-chemin entre la charité et la solidarité de lutte. Ils sont soutenus en cela par la multitude de gens qui, sans participer directement à la lutte, la soutiennent en amenant sur les ronds-points de la nourriture et toutes sortes de choses.



[D'après *La Provence*]

Le resto du rond-point d'Avignon-Nord (21 novembre)

« Samedi, lorsqu'on s'est mis à manger un morceau, installés sous nos bâches, des gens sont venus nous voir pour nous demander si on avait quelque chose pour eux. Ça a commencé par du café, puis des sandwiches, et le petit barbecue est devenu énorme », explique un Gilet jaune qui au départ ne faisait que passer. « Lorsqu'on a épuisé nos réserves, une souscription a été lancée. Avec les 150 euros récoltés, mon fils est allé remplir un chariot chez Auchan. Puis, ce matin, on a apporté cent cinquante pains au chocolat, et une centaine de pains. » Et ainsi de suite jusqu'à dimanche soir. « On a rencontré des tas de gens qui croient en quelque chose. Et j'espère bien que ce qui se passe ici permettra d'améliorer un peu la vie de mes enfants. » Trois jours plus tard, sur le même rond-point, un « resto » est ouvert pour les travailleurs pauvres : « On est solidaire avec ceux qui ont poursuivi le mouvement. On ne va pas aller vérifier en leur demandant des documents justificatifs. Mais cela concerne tous ceux qui travaillent et dont les salaires font qu'ils vivent dans la pauvreté, ont du mal à nourrir leurs enfants et à payer le loyer. »

Les camps de base s'étoffent. Progressivement, les premières cabanes vont apparaître, qui parfois évoquent la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Sur ces ronds-points occupés, le cours normal des choses se trouve radicalement bouleversé : il suffit de voir ces étonnantes photos où, autour d'un brasero, des gens de tous âges boivent des canettes sur de vieux canapés pourris posés à même la route recouverte de slogans.

Des segments de la société qui d'ordinaire ne se mêlent jamais se trouvent à s'organiser ensemble. Ici, une gare de péage sera « tenue » pendant trois semaines par des « teufeurs », en bonne intelligence avec le rond-

point voisin, pourtant notoirement peuplé de Gilets jaunes de droite. Là, des « alternos », sinon des « bobos », vont coexister avec des « gens du cru », des chasseurs, des motards. Ces catégories ne se fondent pas ; mais, de manière inattendue, elles cessent, au moins provisoirement, de s'opposer. Les présupposés idéologiques, le racisme, le sexisme n'ont évidemment pas subitement disparu dans le cours de la lutte. Pourtant, le sentiment d'être en train de faire la révolution secoue toute l'organisation sociale. Des gens différents sont amenés à coexister ; ils se joignent à la lutte tels qu'ils sont, porteurs souvent de préjugés ; mais c'est comme si ces préjugés, peut-être, passaient – momentanément – au second plan.

Les collectifs de lutte qui se montent sur les ronds-points sont souvent évoqués par les Gilets jaunes sous le prisme de la famille : les rapports de solidarité ici ignorent qui on est socialement ou les idées qu'on peut porter. Sur le rond-point, comme à un repas de Noël, on évite soigneusement d'amener des discussions qui fâchent.

Le blocage et l'unité

Pourtant, derrière l'image de l'unanimité bon enfant qui se dégage des ronds-points occupés, les Gilets jaunes, dans la lutte qu'ils mènent, ne cessent d'approfondir les divisions qui traversent la société.

Le blocage, en tant que pratique, et indépendamment de son efficacité réelle, s'avère mettre à mal la cohésion du « peuple », en révélant les différences de position au sein de la société : si les gens, comme pauvres, se découvrent un sort commun, les blocages, en affectant davantage ceux qui ont intérêt à la circulation rapide et ininterrompue du capital, éloignent nécessairement du mouvement certaines de ses composantes.

On l'a vu : le langage des Gilets jaunes renvoie à la fois à des revendications « petites-patronales » et à la lutte des classes. Mais quand certains disent : « On en a marre de payer pour les autres (les étrangers, les assistés) », d'autres disent plutôt : « L'État nous prend trop et ne nous donne pas assez », ce qui n'est pas tout à fait la même chose. De fait, une augmentation du coût du gas-oil pèse à la fois sur les entrepreneurs et sur tous ceux qui vont bosser en bagnole. Mais l'unité s'arrête là : pour les premiers, le gas-oil est une part du capital constant, un investissement nécessaire à la réalisation du profit ; pour les seconds, c'est un morceau de salaire qui s'envole. Les patrons, d'une manière ou d'une autre, vont récupérer cette charge ailleurs ; les travailleurs vont l'avoir dans l'os. En ce sens, derrière des revendications en apparence interclassistes et un langage visiblement commun vont se nouer des contradictions laissant apparaître des intérêts distincts.

L'unité des Gilets jaunes est ainsi mise à mal par la pratique du blocage dur, producteur de conflictualité. Dès la première semaine, d'importants tiraillements se manifestent, et la rengaine selon laquelle il faut veiller à ne pas « embêter les gens » se fait jour au sein du mouvement. Faisant appel à l'unité, elle produit des effets : globalement, les blocages et les barrages filtrants de routes sont abandonnés progressivement la deuxième semaine – « pour ne pas pénaliser ceux qui travaillent ».

Mais la pratique même du rapport de force est amenée à reconduire en permanence cette tension entre ceux qui voient dans les Gilets jaunes un groupe de pression citoyen et ceux qui se projettent dans la lutte par le blocage. Cette ligne de fracture divise les Gilets jaunes selon des sensibilités qui traversent les positions sociales ou politiques. Au cours des délibérations sur les ronds-points s'affrontent souvent une ligne « dure », pour

l'extension des blocages, et une tendance modératrice, effrayée d'un possible effritement de la popularité du mouvement en cas de « radicalisation ». Cette deuxième tendance se traduit par une volonté de dialoguer avec les autorités et d'aller à la rencontre des commerçants pour ne pas perdre leur soutien. Quand des propositions « raisonnables » de ce type sont rejetées par l'assemblée – comme d'autres plus offensives du reste –, il n'est pas rare qu'elles soient malgré tout menées à bien par leurs partisans. La matrice de l'unité produit donc des forces « centripètes » et « centrifuges ». En un certain sens, la dissension ne semble pas produire à ce stade de divisions, mais au contraire de la multiplication, ou tout au moins de l'addition.

Ceux qui portent de manière assumée et virulente la ligne modératrice appartiennent à la frange sociale la plus respectable du mouvement, constituée de petits patrons, de commerçants, mais aussi de toutes sortes de gens attachés à l'ordre et à la « liberté » de travailler. Elle se désolidarise immédiatement des blocages ayant un impact important sur la circulation. Or ces individus se voient souvent, du fait de leur position sociale dominante, comme les cadres naturels du mouvement. Se sentant soudain débordés par des gens qui leur sont socialement inférieurs, ils vont ainsi déployer une grande énergie pour tenter de reprendre le contrôle, au travers de comportements autoritaires. Mal va leur en prendre : il apparaît très vite que le mouvement des Gilets jaunes porte en lui une aspiration fondamentale à l'horizontalité. Le peuple qui est sorti sur les ronds-points s'oppose avec virulence au fait que quiconque l'encadre ou parle en son nom. Le commun qui l'anime étant un vécu partagé de l'injustice qui se déploie dans une agrégation de subjectivités distinctes, les Gilets jaunes refusent obstinément de se constituer en un corps politique organisé. Cette « lutte dans la lutte »,

considérée sous l'aspect de la division sociale, demeure le plus souvent un hors-champ du mouvement. C'est sur cette base du refus de la représentation que les discours des Gilets jaunes légitiment, de fait, un rapport de force interne au mouvement basculant en faveur du désordre. En faveur, en fait, de la tendance prolétarienne.

Au cours de la deuxième semaine, le mouvement va nettement s'échauffer, prenant entre autres pour cible, avec une virulence étonnante, ceux qui voudraient négocier en son nom – et qui sont les mêmes que ceux qui voudraient le pacifier.

Gilets jaunes et « casseurs »

« [Ceux qui ont recours à la violence] restent des Gilets jaunes de cœur, car ils nous défendent, il ne faut pas les considérer comme des casseurs mais comme des combattants de notre liberté. [...]

Dans chaque révolution, il y a des gens qui vont en première ligne. »
Albert, Gilet jaune de Feluy (Belgique), RTBF, 21 novembre 2018.

Le 24 novembre, c'est l'« Acte II ». À nouveau, des foules massives revêtent leurs gilets jaunes et investissent les axes de circulation, produisant des sortes de manifs-blocages. Les Gilets jaunes se concentrent toujours dans les zones périurbaines et sur les autoroutes, mais il y a aussi des manifestations et des émeutes dans plusieurs villes de France : Calais, Lyon, Tours, etc. C'est dans la capitale, vers laquelle un appel à converger a largement tourné, que la situation est la plus tendue : les quartiers parisiens attenants aux Champs-Élysées sont le théâtre d'affrontements du matin au soir. L'ambiance, moins joyeuse que le samedi 17, est aussi plus déterminée. Des barricades sont dressées ; les forces répressives, pourtant mieux préparées, sont à nouveau mises à mal. Les affrontements se prolongent

jusqu'à la nuit tombée, essentiellement du côté de la place de l'Étoile, créant un bazar impressionnant.

La colère est montée d'un cran. Le mépris et la « désinformation » dont s'estiment victimes les Gilets jaunes les endurent à la fois dans leur mécontentement et dans leur défiance vis-à-vis des médias comme vis-à-vis des « élites déconnectées ». Les chaînes de télévision, de toute façon suspectes de « confisquer » la parole des gens, sont accusées d'être de simples relais du pouvoir et sont l'objet de la colère, à commencer par BFM-TV, dont le traitement médiatique du mouvement était pourtant, à l'origine, des plus bienveillants. Ce même 24 novembre, des journalistes de cette chaîne sont pris à partie dans la manifestation toulousaine et hurlent à la « tentative de lynchage ».

Face à cette exaspération du mouvement, la communication officielle poursuit l'évolution déjà amorcée : certes, les Gilets jaunes sont dans leur majorité de braves gens, mais parmi eux se mêlent des éléments illégitimes et extérieurs à la société, qui sèment le désordre. Les « vrais » Gilets jaunes sont donc sommés de se dissocier. Diverses figures-repoussoirs sont mobilisées. Sur le thème des « fachos », la communication gouvernementale se décline à l'envi, fustigeant les « séditieux », « l'ultradroite », accusant Marine Le Pen d'être à l'initiative de l'émeute « factieuse » dont on n'aurait pas vu d'équivalent depuis le 6 février 1934⁷. Cette flèche en direction de la droite force

7. Le 6 février 1934, dans un contexte de montée en puissance de l'extrême droite antiparlementaire en France comme en Europe, une manifestation d'anciens combattants et des ligues d'extrême droite vire à l'émeute place de la Concorde; la police tire et fait entre 15 et 30 morts. Cet événement, qui a entraîné presque aussitôt la chute du gouvernement et les émeutes analogues quoique réduites des jours suivants, a aussi suscité une contre-mobilisation des forces de gauche –CGT, CGT-U, SFIO, PCF–, prémisses de la constitution du Front populaire. Il a en tous cas marqué durablement la vie politique française et en est venu à servir de référence sitôt que ceux qui battent le pavé sont (ou semblent) « de droite ».

ses figures politiques à rappeler qu'ils sont toujours pour l'ordre. La figure du « black bloc » est également de sortie, pour le moment encore en sourdine : les militants d'ultra-gauche, supposés naturellement extérieurs aux Gilets jaunes, « infiltreraient » les manifestations dans le but d'en « découder », comme on dit, avec la police.

C'est cependant la catégorie du « casseur » qui, reprise par tous, se plie le plus mal à la réalité. Le casseur est un méchant « hors de la société » assez grotesque : volontiers « marginal », éventuellement alcoolique, quelquefois « de banlieue », en tout cas dépolitisé, il se mêle à la brave foule avec des objectifs dénués de toute rationalité – la destruction, le saccage aveugle et la violence. Cette figure a pour fonction de forcer les militants politiques « respectables » à la désolidarisation quasi rituelle vis-à-vis des pratiques de confrontation directe. Or, avec les Gilets jaunes, c'est un peu plus compliqué.



[D'après *Le Monde*]

Le désordre des catégories

À Paris, le 24 novembre, les Gilets jaunes se retrouvent autour des Champs-Élysées dès le petit matin. Personne ne se rend au Champ-de-Mars, lieu de rassemblement proposé par la préfecture. De petits cortèges submergent les beaux quartiers du huitième arrondissement, bloquant la circulation. Du monde ne cesse d'affluer sur les Champs et, à 10 heures, la police, cette fois lourdement équipée en anti-émeute, envoie les gaz. Les gens résistent, dressent des barricades, utilisent des barrières de chantier pour se défendre, allument des feux. Beaucoup portent des masques et des lunettes de protection.

À propos de ces gens combattifs et équipés pour résister aux gaz, dont la masse ne se dissocie nullement, Le Monde du 26 novembre 2018 s'interroge. Alors que le port du gilet jaune avait tendance à être mis en avant par les médias pour distin-

... *guer les « vrais » Gilets jaunes (sous-entendu les « gens ») des « autres » (les casseurs, les factieux, les voyous, ceux qui ne se comportent pas comme des gens normaux), les journalistes constatent que cette distinction visuelle ne fonctionne plus.*

Y aurait-il de faux Gilets jaunes en gilet jaune ? Auquel cas, le gilet jaune pourrait alors devenir un déguisement pratique pour infiltrer les gens. Pourtant rien n'est sûr. Le Monde repère ainsi « des casseurs – certains portant des gilets jaunes, mais dont on ignore s'ils font partie du mouvement », tout en s'interrogeant : « Sont-ils des extrémistes extérieurs au mouvement ? Ou des “gilets jaunes” violents voulant en découdre ? »

Comment dire plus clairement (ou plutôt plus confusément) que la tendance à l'affrontement est produite au sein même du mouvement, sans être générée par tel ou tel de ses segments ? Cette radicalité s'évertue à invalider les catégories médiatiques.

Mais le mouvement des Gilets jaunes lui-même s'interroge sur son propre énervement, qui va *crescendo* au cours de la semaine du 24 novembre au 1^{er} décembre. Alors que les opérations de blocage se poursuivent, les déblocages par la police entraînent de plus en plus fréquemment des affrontements, parfois très durs. Une quantité impressionnante de radars est sabotée. Des permanences d'élus commencent à être dégradées – et ce n'est que le début. L'éventail des pratiques ne cesse de s'approfondir dans le sens de l'illégalité ; et le champ de ce qui est perçu comme légitime, de s'élargir. Le lundi 26 novembre, cinq hommes sont condamnés par le tribunal de Laval, en Mayenne, pour le braquage d'une boutique Orange. « On voulait faire le buzz à l'occasion des Gilets jaunes », explique le plus âgé. « Ces téléphones valent cher. On voulait les prendre et les détruire. On voulait faire bouger les choses. Il y a trop d'injustices... » Un autre

ajoute, sûr de lui : « On voulait faire un trou dans la caisse de l'État. » Cette anecdote, clairement issue des marges du mouvement, dit quelque chose des « vocations » et des envies d'en découdre qui y fermentent.

Alors que le mouvement est basé sur le sentiment de sa légitimité, que peut-il dire de ses pratiques considérées comme « illégitimes » par le discours dominant ? Si, bien sûr, aucun discours « national » ne se dégage, force est de constater que, partout, les groupes de Gilets jaunes sont engagés dans une double dynamique de radicalisation de la lutte et de quête de respectabilité. Cette seconde tendance s'appuie sur l'emploi de la catégorie de « casseur »... aussitôt désamorcée par la première : l'opposition entre les gens légitimes et les « casseurs » prend un caractère exclusivement formel, cessant dès lors d'opérer comme une injonction à la désolidarisation. Un blocage se durcit, la police intervient sur un rond-point : les « schlagues⁸ » ou les jeunes sont accusés d'être responsables du bordel. Un péage est incendié, les gendarmes sont caillassés : on assure que les faits n'ont pas été commis par de « vrais Gilets jaunes ». C'est comme s'il fallait se livrer à une sorte d'exercice obligatoire d'autolégitimation, en totale contradiction avec la réalité des pratiques de lutte qui, pour être sans cesse changeantes, n'en sont pas moins à l'évidence toujours issues du mouvement lui-même : la répression se chargera de le confirmer, comme on le verra. Cet étonnant grand écart entre discours et pratiques va se perpétuer semaine après semaine, et il ne sera pas rare de rencontrer, au détour d'une manif, quelque Gilet jaune cagoulé, pavés en main, dénonçant « les casseurs ».

On peut voir dans ces apparentes contradictions quelque chose d'un peu schizophrénique, mais ce serait

8. « Personne sale, vile, ou inadaptée à son époque », propose le *Wiktionnaire*, www.wiktionary.org.

rester en surface des choses. Ce serait ne pas voir que le vocabulaire et le discours dominants imprègnent nécessairement les catégories de pensée de gens qui ne se sont jamais considérés « hors de la société ». Ce serait ne pas voir que des pratiques sont bel et bien rejetées dès lors qu'elles sont isolées dans des discours généralisants, mais comprises et soutenues dans des contextes précis, où la violence du pouvoir se manifeste de manière trop criante.

Aspirants représentants face au désordre

« On y va au talent. L'organisation, c'est pour les technocrates.

Pour manifester, pas besoin de s'organiser. »

Un Gilet jaune de Loudéac, *Ouest-France*, 20 novembre 2018.

L'extension du désordre accroît le malaise de ceux qui espéraient surfer sur le mouvement. Les soutiens de droite sont renvoyés à leurs contradictions dans leur rapport à l'ordre. Laurent Wauquiez, qui croyait tenir l'occasion de s'imposer comme le leader d'une (extrême) droite « populiste » et s'était fait filmer en arborant un gilet jaune, est obligé de se désolidariser de la « radicalisation » des Gilets jaunes. L'extrême droite officielle, qui avait prudemment préféré ne pas apparaître en première ligne, maintient, elle, une stratégie d'accompagnement attentiste : elle condamne les débordements tout en essayant de garder un pied dans le mouvement, à distance raisonnable, dans l'espoir de capitaliser sur son extinction. Ce qu'elle souhaite, bien plus que l'extension du désordre, c'est la transformation de la révolte en ressentiment, et la victoire de sa tendance citoyenne-pétitionnaire. Elle va être déçue.

Mais la double dynamique du blocage persistant et de l'extension des pratiques de confrontation met aussi en

crise les vellétés d'encadrement du mouvement au niveau local.

« Organisateur » autoproclamés de la sécurité lors des actions ou « animateurs » des groupes Facebook, notables locaux ou petits entrepreneurs (voire magouilleurs), militants avançant à couvert, « authentiques Gilets jaunes » : les profils de ces leaders sont divers. Au cours de la deuxième semaine, beaucoup vont tenter des manœuvres visant à structurer et à pacifier le mouvement : organisation de réunions, négociation avec les pouvoirs publics locaux, etc. En général, ces opérations aboutissent à miner la faible autorité qu'ils détenaient. De fait, quand ils appellent par exemple à une réunion en dehors du rond-point, ils sont amenés à rompre avec l'espace collectif du mouvement, espace d'exposition permanent inappropriable par quiconque. Ils introduisent une séparation entre lieux d'organisation et lieux de délibération et sont immédiatement suspects de vouloir confisquer la lutte pour leur profit propre, de basculer dans le camp des spécialistes de la politique, extérieurs au « peuple » et à son vécu.



[D'après *Le Populaire du Centre*]

Limoges. Un ancien flic, un DJ et un agriculteur face à une assemblée remuante

En Haute-Vienne, le 26 octobre, est créée la page Facebook « Blocage national contre la hausse du carburant (87) ». Dans les jours qui précèdent le 17 novembre, les « organisateurs » s'expriment médiatiquement et organisent une rencontre dans un café. Nous avons là Yvon Pasquet, policier retraité, Pierre Buonocore, ancien patron de boîte de nuit et DJ réputé célèbre à Limoges (il a collaboré avec Clara Morgane pour un film x en 2002), et Christophe Lechevallier, agriculteur qui a fait de nombreuses tentatives pour se retrouver sous les

feux des projecteurs – il participe à deux reprises à l'émission de télé-réalité L'Amour est dans le pré, avant d'être candidat malheureux aux législatives sous les couleurs du Modem, puis de rejoindre le FN et d'accueillir Marine Le Pen dans sa ferme pour un meeting.

Le 29 novembre, l'ancien flic et l'agriculteur sont reçus par le préfet. Le soir même, une réunion publique est organisée dans une salle pour « transcrire ce qui a été tracé et voir ce qui va se dire », dicit Pasquet. Les « représentants » sont à la tribune, et il y a environ deux cents personnes dans la salle. Mais les participants s'approprient la réunion comme une assemblée qui organise le blocage, et elle est houleuse. Les gens décident de cibler les institutions et les axes routiers, mais aussi, pour la première fois, l'accès aux centres commerciaux. Les représentants martèlent qu'il est important de « ne pas mettre des gens en difficulté, et notamment les commerçants qui souffrent du blocage ». Mais ils sont en minorité. Dans la salle, on évoque des « opérations-araignées », qui vont « rendre fous les flics ».

Le Populaire du Centre rend compte des propos tenus par les Gilets jaunes au cours de cette réunion publique : « “On va leur faire user de l'essence, prévient Bat’. On va monter d'un ton.” “On ne fera pas le premier geste, mais s'il faut se battre, on le fera”, envisage Dada. [...] “Il faut bloquer l'économie”, entend-on dans la salle. L'heure n'[est] pas à la modération, mais plutôt à la “révolution” dans certaines bouches. “Il y en a assez de déclarer nos mouvements. La préfecture ne doit pas nous dicter comment on mène nos actions”, s'indigne une manifestante. Une idée largement soutenue par des applaudissements. »

Le lendemain matin, Pasquet annonce « arrêter le combat collectif », avant, l'après-midi, d'envisager plutôt d'essayer de s'organiser sans les « radicaux ». « On va réorganiser une réunion ce soir. La radicalisation ne peut pas être une solution. Nous prônons toujours le dialogue avec l'État et les élus pour

faire remonter des revendications. Le but, c'est pas la révolution ou de faire plus de chômeurs en bloquant. »

Le samedi suivant, le 1^{er} décembre, c'est l'Acte III. Il y aura scission : alors qu'ont lieu un peu partout dans le département des opérations de blocage massives, très mobiles et ponctuées d'affrontements avec la police, les « représentants » ont organisé une « marche pacifiste » en centre-ville, qu'ils présentent officiellement comme une manière de se démarquer de la « minorité radicalisée ». « Notre objectif, c'est d'être auprès de la population gilet jaune de base et de favoriser le commerce dans la ville de Limoges... On pourra faire remonter nos demandes sans casser du mobilier urbain, sans pénaliser les gens », explique Pasquet. Mais ils tiennent visiblement mal leurs troupes. Alors que les représentants annoncent la dispersion, une partie du cortège se dirige vers le commissariat où sont détenus des Gilets jaunes arrêtés sur des opérations de blocage. Ils obtiennent leur libération, puis des affrontements éclatent. Le commissaire divisionnaire déclare : « Les porte-parole ne tiennent plus leurs troupes, il n'y a plus moyen de discuter. »

Cet exemple de leaders épousant le profil de la tendance la plus droitière et populiste du mouvement est sans doute archétypal. Mais la difficulté à exercer toute forme de leadership ou de contrôle sur le mouvement suit parfois un parcours plus sinueux, embarquant aussi des individus qui adoptent des positions en faveur du blocage « dur ».



[D'après Ouest-France]

Valse des référents Facebook à Concarneau

Sébastien Rigous, animateur et créateur du groupe Facebook « Les Concarnois en colère », appelle en fin de semaine à ne plus bloquer la ville alors que des opérations de barrage filtrant se poursuivent depuis mercredi 21 novembre. Satisfait d'avoir

réussi à mobiliser un millier de Concarnois le 17, il organise une réunion le vendredi 23 novembre pour, dit-il, « faire des propositions au préfet que nous souhaitons rencontrer ». En fait, il propose surtout de tout arrêter pour ne pas gêner les commerçants et les travailleurs. Or, coup de théâtre, il annonce dès le début de la réunion sa démission : « Cela devient complexe pour moi de gérer un groupe de 1730 personnes. Je ne peux plus suivre. Je me destitue de la place de leader. Je cherche quelqu'un pour me succéder. » On s'écharpe alors entre mous et durs. « On passe pour des sapins de Noël, faire coucou dans les ronds-points, ça ne sert à rien », disent les durs, qui finissent par obtenir gain de cause. Une nouvelle référente, Aurélie, est nommée le lendemain. Elle semble relayer la tendance « dure » : elle annonce que désormais les Gilets jaunes pratiqueront un blocage effectif des flux, et non plus un barrage filtrant comme c'était le cas jusque-là. Mais finalement, nouveau retournement : ce sera en fait bien un barrage filtrant. La tendance conciliatrice s'est-elle à nouveau imposée ? C'est sans doute un peu plus compliqué. Il semble bien que ce soient les modalités d'organisation et de représentation qui sont en train de devenir inopérantes, quelle que soit la tendance qui domine. Aurélie explique : « [L'éventuelle présence de "casseurs" et de militants d'extrême droite] est l'une des raisons pour lesquelles nous avons mis un terme à notre réunion, vendredi soir, au Cabellou. Elle était devenue improductive. Et c'est aussi pour éviter que notre groupe ne soit infiltré sur les réseaux sociaux par des personnes qui incitent à la haine que nous avons décidé de le fermer au public. » Les « décisions » portées par les référents se heurtent finalement à leur propre incapacité à cerner « qui est qui » sur le terrain.

Que négocier, avec qui ?

L'exemple de la Réunion montre que l'État est prêt à lâcher du lest pour tâcher de juguler la révolte. Pour le gouvernement, le temps des concessions approche aussi

en métropole. Mais, pour négocier, il faut des interlocuteurs : ceux-ci font cruellement défaut.

Ce n'est pas que les aspirants manquent, au contraire. À l'échelle nationale, huit « représentants » se désignent eux-mêmes et font savoir au gouvernement leur intention de le rencontrer. Parmi eux, Drouet et Ludovsky sont reçus le 27 novembre par le ministre de l'Écologie, de Ruy. Drouet filme clandestinement l'entrevue, qui par ailleurs ne débouche sur rien : le ministre déclare, dépité, que « leurs revendications vont très au-delà des questions de la transition écologique ». Le Premier ministre donne alors rendez-vous à ces huit pour le vendredi 30 novembre. Mais, sur les réseaux sociaux, les Gilets jaunes dénoncent vivement ces « récupérateurs », qui reçoivent des menaces, de sorte que seuls deux d'entre eux se rendent à Matignon. L'un ressort aussitôt faute d'avoir obtenu l'autorisation d'enregistrer l'entretien ; du second, on ne connaîtra jamais le nom.

Cette séquence démontre par l'absurde l'impossibilité de s'ériger en porte-parole du mouvement au niveau national. Il existe certes des figures médiatiques, comme Éric Drouet ou d'autres, mais sans pouvoir de représentation. Ceux qui ne comprendront pas cette règle implicite, ou qui l'oublieront, seront éjectés rapidement. La longévité des autres tient précisément au fait de refuser ce rôle que l'État aurait bien aimé qu'ils endossent. Ainsi Drouet colle-t-il – prudemment – au mouvement, l'accompagnant dans ses différentes phases : de sorte qu'il n'est à peu près jamais remis en cause. D'autres figures choisissent de se séparer de la lutte en cours pour mener leur propre barque : ainsi du Toulousain d'extrême droite Benjamin Cauchy, lequel fonde un mouvement « modéré » qu'il nomme « Les citrons » parce qu'ils « sont jaunes », qu'ils « n'aiment pas être pressés » et surtout qu'ils « ne veulent pas de pépin » (*sic*). On n'entendra plus guère parler de lui.

Il apparaît vite que si représentants des Gilets jaunes il doit y avoir, il ne faut pas les chercher parmi les aspirants négociateurs qui se pressent au portillon : ce sont bien plutôt ces myriades d'anonymes qui se saisissent de manière impromptue d'un micro qui leur est tendu pour évoquer leurs difficultés personnelles du quotidien sans aspirer à se positionner dans le champ politique. L'addition de ces témoignages et de ces récits de vie, où détresse et colère se mêlent, forme une parole de combat étonnamment collective.

Dans ces interventions, le contraste avec les mouvements sociaux précédents est encore une fois frappant : alors que les leaders syndicaux tâchent en général de se montrer « respectables » et « constructifs » dans leur communication publique, et sont souvent tournés en ridicule dans des simulacres de « débats » télévisés, les Gilets jaunes invités sur les plateaux de télévision se révèlent des adversaires coriaces. C'est que le sentiment de légitimité produit une sorte d'élan offensif tous azimuts. La pugnacité et la vigueur des interventions télévisées des Gilets jaunes sont étonnantes : face à des « experts » ou à des politiciens désireux de « parler politique », ils opposent leur expérience personnelle de pauvreté et exigent qu'on leur réponde sur ce terrain. Cette fusion du social et du personnel déstabilise jusqu'aux plus chevronnés des débatteurs.



[D'après la télé]

Les Gilets jaunes dans le poste

Les Terriens du samedi, C8, 15 décembre 2018

Une députée LREM de l'Eure : Les Gilets jaunes, c'est comme la vie de quartier, la vie dans les bistrots. Ce qu'on voit avec ce mouvement, c'est que les gens sont moins individualistes qu'on le dit.

Julie, agente de logistique et Gilet jaune : Cui, cui, les petits oiseaux et vive les Bisounours.

La députée [outrée] : Non, c'est la vie, Madame. Vous êtes une pessimiste ; moi, je suis optimiste. Moi, je crois en l'être humain ; vous, vous ne voyez que le néfaste.

Julie [de la haine dans les yeux] : Vous ne me connaissez pas, je ne vous permets pas de me juger ! Là, vous êtes en train de faire de la politique, machin, « je vous comprends », « j'ai fait ci, j'ai fait ça »... Aujourd'hui, y a rien qu'est fait ! On serait pas dans la rue, sinon ! On serait pas tous là sinon ! [Applaudissements]

Balance ton post!, C8, 16 décembre 2018

Une Gilet jaune, face à Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique : Je vous lance une invitation, puisque vous êtes en face de moi – mais si vous en voulez pas, vous inviterez vos collègues, y a aucun problème. J'aimerais bien prendre quelqu'un en stage à la maison, si, si, si, vraiment, un stage : pour se rendre compte de ce que nous vivons au jour le jour à la maison. J'ai un canapé clic-clac. [Hanouna tente de l'interrompre] Écoutez-moi, laissez-moi terminer, s'il vous plaît. Je suis assistante de vie, spécialiste Alzheimer, je travaille à domicile en CESU⁹, alors M. Macron, là, dernièrement, il nous a fait toute une sérénade. [...] Vous savez combien j'ai gagné en plus, de l'heure ? Parce que c'est honteux, quand même : c'est 0,17 centime de l'heure, d'accord ? [À Mahjoubi, qui n'en mène pas large] Le plein d'essence, il a augmenté de combien ? S'il vous plaît ? Alors là, ça me révolte, parce que je fais un plein d'essence par semaine. [Hanouna tente de l'interrompre] Attendez ! J'ai pas terminé ! Parce que M. Macron parle par le biais de son Premier ministre, parce qu'il a pas le courage de venir parler lui-même... Donc j'aimerais bien qu'il m'appelle, comme ça je pourrais lui expliquer de vive voix. [...] Je vais vous expliquer un truc : je suis en

9. Chèque emploi service universel.

instance de divorce depuis quatre ans, j'ai un ex-mari qui se désiste de tout règlement bancaire, d'accord... Trois banques, j'ai été voir trois banques. Les trois banques, vous savez ce qu'elles m'ont répondu ? « Mais non, on ne sait pas combien on va pouvoir vous saisir si vous divorcez ! » [...] [Hanouna tente de l'interrompre] Non, non ! Mais parce que c'est grave ! [Hanouna : Oui, oui, mais...] Monsieur Hanouna ! Cyril, pardon, 2 000 euros par mois, je gagne 2 000 euros par mois, j'ai 1 100 euros de mensualités, ces banques sont incapables d'aller saisir un co-emprunteur parce que la justice ne fait pas son travail depuis quatre ans dans une histoire de divorce, et je me retrouve face à des banquiers qui refusent un prêt de 20 000 euros pour que je puisse vivre décemment avec ma fille de 13 ans ! C'est inacceptable ! [Hanouna bafouille et bredouille.] Et là, pendant tout ce temps-là, on vous demande pourquoi vous êtes en colère !

Si on ne peut négocier avec personne, est-il possible de satisfaire des revendications, dans l'espoir d'apaiser au moins un peu le mouvement ? D'ailleurs, que veulent les Gilets jaunes ? Un mouvement hétéroclite, polymorphe, sans représentants, peut-il avoir des « revendications » ? À tout hasard, le 27 novembre, Macron annonce la tenue prochaine d'un « grand débat » sur la transition écologique et confie songer à la mise en place d'une taxe flottante sur les produits pétroliers : la taxe fluctuerait en fonction de l'évolution du prix du pétrole brut. Il est bien évident qu'il en faudrait bien davantage pour calmer les Gilets jaunes.

Étonnamment, le lendemain, le 28 novembre, une liste de quarante-deux « directives du peuple », envoyée à la presse à la suite d'un sondage réalisé sur internet auprès de 30 000 Gilets jaunes, connaît un écho important. Si on ne connaît pas son origine, il se trouve qu'elle

concentre l'attention des médias pendant quelque temps, et qu'elle est reprise sans y regarder de trop près par nombre de groupes locaux. Si beaucoup de Gilets jaunes s'y retrouvent, cette drôle de liste n'en devient pas pour autant une sorte de «plateforme»: on ne s'y agrège pas, on en reprend le cas échéant certains éléments seulement; ce seul fait mérite attention.

Le ton est assez comminatoire: «Députés, [...] obéissez à la volonté du peuple.» Les formulations assez naïves indiquent que la liste n'émane vraisemblablement pas d'un groupe politique rôdé à ce genre d'exercice: «Que des emplois soient créés pour les chômeurs», «Que les GROS payent GROS et que les petits payent petit.» C'est un curieux mélange: on y trouve pêle-mêle des revendications classiquement «de gauche» («sécurité de l'emploi» avec «plus de CDI», nationalisation du gaz et de l'électricité, etc.) et d'autres nettement «de droite» (restriction de l'immigration, soutien au petit commerce, paiement des heures supplémentaires des policiers, etc.). C'est d'ailleurs de ce fait qu'elles font parler d'elles.

Les revendications concernant l'immigration sont assez complexes: si on veut «renvoyer» les immigrés sans papiers chez eux, les autres doivent bénéficier d'un «bon accueil», être «intégrés» à la nation, en un mot se mêler aux autres travailleurs («nationaux»). Cette double revendication (renvoyer les clandestins et intégrer «dignement» les immigrés réguliers) porte la marque du nationalisme, ou en tout cas du souverainisme, mais dans une version assez compatible avec la doctrine de La France insoumise. Les mots semblent avoir été soigneusement pesés pour ménager la chèvre et le chou afin de contenter l'aile droite du mouvement par le rejet des immigrés sans braquer son aile gauche par la proposition de mettre en œuvre «une réelle politique d'intégration».

Mais l'essentiel tourne autour de la reproduction de la force de travail : salaires (hausse du SMIC), allocations (hausse du montant des pensions de retraite qu'il faut indexer sur l'inflation, de l'allocation adultes handicapés, de l'aide à la garde d'enfant, etc.), prix (logement, carburant, gaz, électricité, etc.), impôts (baisse de la TVA, rétablissement de l'ISF). Il y a enfin quelques éléments sur la démocratie, qui doit se « moraliser », et la revendication du référendum d'initiative citoyenne (RIC), promise à un avenir brillant. Le poids relatif de ces revendications ayant trait à la survie matérielle confirme que le mouvement annoncé comme soucieux de « justice fiscale » est au fond attaché à la « justice sociale ».

Cette unité de thèmes classiquement opposés révèle aussi une conscience nouvelle des rapports à l'État lui-même, tenu à la fois comme pouvant résoudre la situation catastrophique et comme son principal responsable. Pour certains sociologues, le concept d'« économie morale » doit être mobilisé : la révolte des Gilets jaunes serait une sorte de retour à une forme de révolte « pré-politique », à travers laquelle se manifesterait l'exigence de rétablir un contrat rompu entre le peuple et son État. Mus par un sentiment d'injustice, les gens souhaiteraient « simplement » remettre le monde à l'endroit. Ce renvoi à des formes de luttes pré-industrielles est alimenté, pour ces analystes, par le caractère « transclassiste » des Gilets jaunes.

Pourquoi pas ? C'est une manière d'analyser la subjectivité qui « fait commun » dans la lutte. Mais ce commun est en tension permanente. À la fin du mois de novembre, la lutte n'a pas encore atteint son point culminant ; elle n'est pas non plus allée au bout des contradictions de classe qu'elle porte comme la nuée porte l'orage. Celles-ci ne sont pas réductibles aux récits collectifs, produits de l'intersubjectivité ; et derrière la

« crise » des représentations du rapport peuple-État, une autre pointe : la crise du rapport social capitaliste, qui se reproduit dans des conditions fort complexes depuis une dizaine d'années. En ce sens, si les « directives du peuple » sont un indice de l'imaginaire qui a cours dans le mouvement les premières semaines, elles ne nous éclairent pas sur la conflictualité qui le travaille en profondeur.

3. Le débordement **(1^{er} - 10 décembre)**



«L'humiliation de la police nationale»

Ce 1^{er} décembre, j'étais engagé à Paris et j'ai été extrêmement surpris par la tournure des événements. Il y a des compagnies qui à 9 heures du matin n'avaient déjà plus de grenades. Elles ont été obligées de renouveler leur stock trois fois dans la journée, c'est du jamais-vu.

Un CRS interrogé par France 3 Occitanie, 9 mai 2019.

*J'ai entendu un grand bruit... Heureusement, on a une cour derrière. Puis après il y a eu les gaz, alors on ne pouvait plus respirer... Il y avait du feu devant, du feu derrière, des voitures qui brûlaient, des gens qui... qui gueulaient... enfin, c'est...
J'ai jamais vu ça...*

Une rombière au micro de France 2, 2 décembre 2018.

Le 1^{er} décembre, c'est la journée de l'humiliation de la police nationale, il n'y a pas d'autre mot.

Un «haut gradé» de la police nationale, *Le Monde*, 16 mars 2019.

L'Élysée et le président étaient clairement les cibles, mais comme ils ne peuvent pas l'atteindre, ils cassent tout.

Un cadre de la préfecture de police de Paris, *Le Monde*, 16 mars 2019.

Le début du mois de décembre, c'est le moment où «Monsieur Tout-le-Monde» devient un casseur, et inversement. Dans la capitale comme dans toute la France, le samedi 1^{er} décembre, Acte III du mouvement, l'ordre public est mis en péril comme rarement. Une fièvre s'est emparée de dizaines de milliers de personnes, qui perçoivent comme possible un bouleversement général. Est-ce le grand vertige des jours sans lendemain ?

À Paris, les premiers manifestants sont signalés avant 5 heures du matin. L'avenue des Champs-Élysées a été

entièrement « sanctuarisée » par les forces de l'ordre qui soumettent chacun à une fouille pour pénétrer ledit sanctuaire. C'est donc sur la place de l'Étoile que se réunit une forte masse de Gilets jaunes. Dès 9 heures du matin, le camion à eau commence à fonctionner. Toutes les avenues distribuées par la place de l'Étoile sont envahies par la foule.

En fin de matinée, les Gilets jaunes « prennent » l'Arc de Triomphe une première fois. Les forces répressives semblent dépassées, engoncées dans un dispositif proche de l'absurde, et déroutées par les « profils » inhabituels des émeutiers. C'est qu'en effet parfois se mêlent, ou du moins se croisent, sous le gilet jaune, des néofascistes et des anarchistes. Des affrontements entre de tels groupuscules sont d'ailleurs signalés le matin.

La journée se poursuit, chaude : des barricades sont dressées dans les grandes avenues, comme l'avenue Foch ou la rue du Faubourg-Saint-Honoré ; des véhicules, des magasins et même des hôtels particuliers sont incendiés. L'émeute se diffuse dans le quart nord-ouest de Paris. Les manifestants de province, qui ne cessent d'affluer, connaissent mal la capitale, tout comme les Gilets jaunes parisiens connaissent mal ses quartiers huppés. Ils savent en tout cas qu'ils se trouvent dans la partie la plus bourgeoise d'une ville déjà bourgeoise. Une multitude de groupes séparés se sont éparpillés dans Paris, trouvant nombre d'occasions d'ajouter du désordre au débordement. Des dizaines de magasins et de banques sont saccagés et pillés. Ici, les devantures de Chanel et de Dior sont brisées ; là, les champagnes de Rœderer ont été arrachés de leurs présentoirs. Des barricades sont décorées de costumes à plusieurs milliers d'euros. Plusieurs voitures de police flambent, un fusil d'assaut est dérobé. Un peu partout, des Gilets jaunes hilares paradent avec des boucliers ou des casques de CRS récupérés dans les mêlées.

L'Arc de Triomphe est envahi une seconde fois et ravagé de fond en comble avant d'être repris en fin d'après-midi par des flics visiblement en difficulté. À l'autre bout du « sanctuaire », la grille de fonte du parc des Tuileries est descellée par les émeutiers, blessant gravement l'un d'entre eux. Place Saint-Augustin, les chevaux de la police montée sont repoussés par la foule qui se livre à une attaque en règle des vitrines. D'épais panaches de fumée noire s'aperçoivent.

De l'avenue Foch à la Bourse, les affrontements se poursuivent tard dans la soirée. Les forces de l'ordre auraient, de leur propre aveu, utilisé plus de 11 000 grenades et tiré plus de 1 000 coups de LBD-40 à Paris.



[D'après la radio]

Un message aux politiques: Bourdin-direct, RMC,

2 décembre 2018

— *Il y a Abdel, qui est avec nous. Bonjour, Abdel.*
 — *Bonjour, oui, Monsieur, vous avez ici un Gilet jaune. Droite, gauche, je m'en fiche. Aujourd'hui, je suis un manifestant. Mon fils, je ne peux pas lui acheter de cadeaux à Noël. Vous me faites pitié, vous me faites pas peur. Je vous dis ouvertement, oui, moi, j'ai cassé samedi, oui, je me suis battu avec un CRS, et samedi [prochain], si M. Macron ne comprend pas, je re-casse, je me bats, avec mes camarades Gilets jaunes, je suis pas un black bloc. Je vais vous dire, Monsieur, un message à M. Macron, vous savez ce qui se dit chez les Gilets jaunes? Vous savez ce qui se dit? Écoutez bien: ils vont monter avec des armes! Vous nous faites pas peur en pleurnichant avec votre collègue avant qui pleurnichait. Ils savent, les gens, qu'on casse, ils savent qu'on brûle, je ne suis pas un black bloc, je suis un Gilet jaune qui crève, Monsieur. Vous savez qui je suis? Je suis l'employeur de M. Macron, je le paye pour qu'il s'occupe de moi. Je suis en colère, vous me faites pas peur. Je le répète, je*

vais monter, je vais casser, je vais me battre contre des CRS. [...]

— *Abdel, donc vous, vous êtes Gilet jaune. Vous êtes employé dans quel domaine ?*

— *Je suis chauffeur.*

— *Vous êtes chauffeur dans une entreprise privée ou publique ?*

— *Privée.*

— *Combien gagnez-vous par mois ?*

— *1300. [...]*

— *Abdel, vous rejetez tous les politiques ?*

— *Je rejette tous les politiques. Ils nous donnent des leçons de morale mais, eux, ils ont toujours leurs points, parce qu'ils ont des chauffeurs. Nous, on passe trois heures à se garer dans Paris, on peut plus acheter une baguette sans prendre un PV.*

[...] Moi, je donne un manteau au SDF qui est dehors et qui a froid, moi, j'ai donné cinquante euros à un mec. Mais les politiques, pourquoi ils font pas du covoiturage ? Moi, j'ai vu des chauffeurs de président ou de ministre rester des journées entières à attendre que le ministre sorte de son cabinet. Pourquoi ils prennent pas la voiture à l'autre ministre ? [...]

— *Abdel, où peut conduire cette violence ? Où ça peut vous conduire ? Réfléchissez à ça...*

— *Vous avez déjà connu une manifestation où on défile comme des moutons à brouter le béton et il se passe rien ? J'ai fait des manifestations où j'ai voulu rester correct, ça a servi à rien. C'est plus des manifestations, c'est la guerre. Il a toujours pas compris ? De toute façon, il a pas compris comme il a pas compris le reste, le petit fiston... [...]* Ils nous font pas peur avec leur « ils ont cassé, ils ont cassé... », oui, on casse. On vous le dit ouvertement, on casse, on brûle si vous comprenez pas. C'est clair ? C'est clair ?

Le 1^{er} décembre en province

C'est qui, le patron ?

Un homme, blouson de gendarme par-dessus le gilet jaune, une bière à la main, devant la gendarmerie de Narbonne-sud en flammes, dans le documentaire *Police, au cœur du chaos*,

BFM-TV, 8 avril 2019.

La province n'est pas en reste. La plupart des six cents blocages recensés par le gouvernement à midi se déroulent « dans le calme » ; mais chaque ville, petite ou moyenne, connaît son lot de barrages filtrants, de blocages d'autoroute, et de manifs plus ou moins tranquilles. Et, réparties sur tout le territoire, y compris dans des villes que peu sauraient placer sur une carte, parfois dans de simples bourgades, des émeutes éclatent, d'envergures variables : Dijon, Toulouse, Strasbourg, Bordeaux, Brest, Marseille, Charleville-Mézières, Albi, Pau, Nantes, Saint-Étienne, Avignon, Longeville-lès-Saint-Avold, Frouard, Poitiers, Villefranche-sur-Saône, Bourg-en-Bresse, Barentin, Tours, etc. Ce même jour, Zineb Redouane, âgée de 80 ans, est tuée par la police à Marseille. Alors qu'elle ferme ses volets au quatrième étage, elle reçoit une grenade lacrymogène en pleine face et meurt dans la nuit.

L'éclatement de la forme « manifestation » et la saturation du territoire mettent à mal l'ordre public. Retenons ici quelques cas extraordinaires, qui ont suscité notre intérêt en ce qu'ils constituent manifestement une rupture brutale quoique momentanée de l'ordre du monde, une nette déchirure du cours des choses et qui ne peut rester sans conséquence.

Le Puy-en-Velay

Au Puy-en-Velay, préfecture de la Haute-Loire, anciennement dirigée par Wauquiez, les Gilets jaunes défraient la chronique. Débordant le mince dispositif policier stupéfait vers 13 heures, ils envahissent la cour de la préfecture. La douzaine de gendarmes présents, absolument pas préparés, dépourvus d'équipement, parvient pourtant à les en chasser. À la tombée du jour, les affrontements reprennent de plus belle. Les forces de l'ordre se retranchent dans le bâtiment et dans la cour. Une des ailes de la préfecture est la proie des flammes. Seul le renfort, tard dans la nuit, d'unités de gendarmes dépêchées de la ville de Saint-Étienne (enfin rendue au calme après l'émeute) parvient à mater les manifestants.

Ici comme ailleurs se mesure la totale impréparation de l'État : la violence populaire, si elle était attendue à Paris et peut-être dans quelques grandes villes, n'était pas envisagée dans ces petits centres urbains pourtant identifiés à longueur d'articles de presse comme l'« épiceutre » de la colère des Gilets jaunes.

Le Pouzin

Et puis, de partout, y avait plein de fumée, on savait plus où on était, enfin, je veux dire... Moi, j'avais jamais vu ça à cinquante ans de ma vie, mais... là franchement... dans un petit village comme nous...

Un commerçant du Pouzin, France 2, 3 décembre 2018.

Jusqu'ici on a toujours été pacifiques. Ils sont venus, ils ont voulu chercher, eh ben, ils ont trouvé, et puis c'est tout.

Un Gilet jaune du Pouzin, France 2, 3 décembre 2018.

À cent kilomètres à peine à l'est du Puy-en-Velay, voici Le Pouzin, bourg de 2800 habitants, « porte de

l'Ardèche», qui va être le théâtre d'impressionnants affrontements. Sans doute la proximité de l'échangeur de l'autoroute A7 explique ici la vigueur du mouvement des Gilets jaunes. Le 1^{er} décembre, c'est, en fin d'après-midi, une arrestation violente accompagnée d'une charge mal avisée qui déclenche la colère générale. Très vite, les gendarmes sont débordés par le nombre d'émeutiers. Ils abandonnent le terrain et se réfugient de l'autre côté de la voie ferrée, cachés derrière le gymnase municipal. Le bourg se couvre de barricades. Les poubelles sont incendiées. Avec la nuit, des renforts arrivent enfin par l'autre côté du Rhône. Noyant Le Pouzin sous les gaz lacrymogènes, ils finissent par franchir le pont avec mille difficultés. Les affrontements se prolongent assez tard.

Narbonne

Samedi 1^{er} décembre, l'après-midi, une manifestation massive, emmenée par quelques tracteurs, a tenté vaguement d'incendier la sous-préfecture de Narbonne. Mais c'est le soir, au péage de Narbonne-sud, que les choses se corsent. Ici encore, très peu de gendarmes, les forces anti-émeute étant coincées dans les grandes villes alentour, à Toulouse ou à Montpellier. En début de soirée, une voiture enflammée, transportée par un chariot élévateur, est envoyée contre la barrière de péage proprement dite, sous les ovations des dizaines de Gilets jaunes présents. L'image a fait, depuis, le tour des médias.

Mais ça ne s'arrête pas là : les Gilets jaunes se dirigent alors vers le bâtiment de la gendarmerie, qu'ils assiègent. Prenant acte du rapport de force, les gendarmes s'enfuient, et leurs locaux sont saccagés, pillés et incendiés. À peu près tous les autres bâtiments du site, appartenant à Vinci Autoroutes, sont également mis à sac et incendiés.

Ce n'est que peu avant l'aube, grâce à l'arrivée opportune de renforts, que l'ordre est rétabli : il ne reste alors plus grand-chose des infrastructures.

On est rentrés à l'intérieur de nos bureaux, et on a commencé, voilà, en affectant des missions à chaque personne, à s'occuper de l'armement, à sauvegarder les munitions, à sauvegarder nos matériels de communication, à sauvegarder nos pistolets semi-automatiques... [...] L'ensemble des motos qu'on a à disposition, l'ensemble des véhicules de gendarmerie ont été mis en colonnes, et on a chargé le plus de matériel possible dans ces véhicules en une demi-heure.

Lieutenant Guillaume Soual, peloton d'autoroute de Narbonne-sud, *Police, au cœur du chaos*, BFM-TV, 8 avril 2019.

Cette citation, contrairement aux apparences, n'est pas extraite d'un film de John Carpenter, et les assaillants ne sont pas des gangsters, mais... des habitants du voisinage. À quoi peut bien penser ce gendarme, quand il doit déta-ler, la peur au ventre, devant les intentions visiblement hostiles de ses voisins ?

La crise s'étend

Ils nous donnent des cacahuètes comme à des singes.

C'est largement pas suffisant pour qu'on lâche.

Lary, Gilet jaune de Charleville-Mézières,

Le Monde, 6 décembre 2018.

Les émeutes du 1^{er} décembre ouvrent une nouvelle période du mouvement. Les habitants des rues du Monopoly se réveillent hagards et constatent les dégâts, contemplant les carcasses de voitures calcinées, pleurant pour certains sur leur investissement parti en fumée. L'émeute qui s'est propagée dans les quartiers

de la grande bourgeoisie, chose encore impensable deux semaines plus tôt, a marqué les lieux – et les esprits.

Le président, de retour d'un périple en Argentine, se hâte de se rendre sur les Champs-Élysées pour prendre la mesure des dégradations et féliciter des forces de l'ordre, qui n'ont pourtant pas de quoi être fières. Il trouve encore le moyen de se faire huer par une foule de Gilets jaunes qui s'amasse sur son chemin. On évoque à droite le rétablissement de l'état d'urgence. Mélenchon comme Le Pen exigent la dissolution de l'Assemblée nationale, sait-on jamais.

Secourables, une coterie de « Gilets jaunes modérés » se fend d'une tribune dans *Le Journal du dimanche* : ils y « tendent la main » au gouvernement, promeuvent des « revendications sérieuses », professent le « respect des institutions de la V^e République, de l'ordre public, des biens et des personnes », lancent un appel à la formation de « référents locaux et départementaux ». Parmi ces « représentants », on retrouve notamment Jacline Mouraud, Benjamin Cauchy, le militant d'extrême droite toulousain déjà vilipendé par les Gilets jaunes la semaine précédente, ou encore Christophe Chalénçon, magouilleur médiocre et raciste du Vaucluse : la frange « de droite » du mouvement, qui souhaite ardemment se démarquer du désordre jaune. Les réactions ne se font pas attendre : sur internet comme sur les ronds-points, les « Gilets jaunes libres », ainsi qu'ils se nomment, sont rejetés et vivement accusés de trahir et de vouloir confisquer le mouvement.

On est visés par des espèces de gamins anarchistes qui sont manipulés. On reçoit des appels en pleine nuit, des menaces comme

« On a ton adresse, t'en as plus pour longtemps. »

Jacline Mouraud, *Le Journal du dimanche*, 3 décembre 2018.

Apeurés, ils annulent la rencontre prévue avec le Premier ministre le 4 décembre. D'ailleurs, Chalénçon lui-même

annonce finalement à l'hebdomadaire *Marianne* qu'il sera « sur les barricades le 8 décembre », tout en appelant au remplacement d'Édouard Philippe par le général Pierre de Villiers. Quant aux autres « leaders », Éric Drouet, Priscillia Ludovsky, Maxime Nicolle – figure médiatique de la tendance à la fois complotiste et « énervée » du mouvement, connu sous le surnom de Fly Rider –, ils se dissocient aussitôt de cette tentative de représentation qu'ils jugent illégitime, et pour cause, puisqu'ils n'en sont pas.

Le 4 décembre, Édouard Philippe annonce un moratoire de six mois sur la hausse de la TICPE, sur les modifications du contrôle technique automobile, et sur la hausse du tarif de l'électricité. Il faut y ajouter l'annulation de la suppression de l'exonération de la TICPE pour le gas-oil non routier (le « rouge », moins cher pour les camions et les engins de chantier). Les patrons du transport ou du BTP sont satisfaits et annoncent la levée de certains blocages : à Lorient, le dépôt pétrolier, jusque-là bloqué par une alliance entre patrons locaux et Gilets jaunes, est « libéré » avant d'être bloqué à nouveau par les seuls Gilets jaunes, ré-expulsés le lendemain.

Le 6 décembre, rebelote, le Premier ministre déclare cette fois au Sénat que la hausse de la taxe sur le carburant est « annulée » (et non « suspendue ») et qu'elle « ne sera pas réintroduite ».

Dans le frémissement, la possibilité d'une généralisation du mouvement incite plusieurs secteurs à tenter d'entrer dans la danse. Diverses organisations syndicales lancent des appels sectoriels.

La FNSEA appelle à manifester la semaine suivante contre « le matraquage des agriculteurs ». La sympathie de cette organisation réactionnaire pour le mouvement s'exprime vis-à-vis de son versant « antifiscal », sans doute nettement moins vis-à-vis des considérations relatives à la justice sociale. Mais il n'a pas échappé aux dirigeants

syndicaux que de nombreux agriculteurs « sans étiquette », partout en France, participaient aux blocages et rejoignaient les manifestations avec leurs tracteurs; il s'agit alors de ne pas être en reste. De plus, si les Gilets jaunes finissaient par « l'emporter », quoi que cela puisse bien signifier, il y aurait sans doute quelques miettes à récupérer.

Dans une logique analogue, les fédérations CGT et FO du transport déposent un préavis de grève illimitée valable à partir de dimanche 9 décembre à 22 heures. Il s'agit cette fois de protester en faveur du pouvoir d'achat des routiers et surtout de protester contre la majoration des heures supplémentaires. L'appel à la grève déchaîne les passions sur les ronds-points et les réseaux sociaux. Il existe en effet, parmi les Gilets jaunes, une sorte de fantasme de la figure du « routier », incarnation du blocage, qui tôt ou tard « rejoindra le mouvement ». Que Drouet, une des figures emblématiques, soit lui-même un routier n'est sans doute pas anodin. Le suspense cependant tournera court : ayant obtenu satisfaction en trois jours, les fédérations retirent leur appel à la grève dès le 7 décembre.

La CGT cherche à se rapprocher des Gilets jaunes. La direction appelle désormais à se joindre aux manifestations du samedi; mais les cégétistes se doivent d'arborer un gilet rouge, pour se démarquer encore un peu. Quant aux tracts, ils s'emparent subrepticement de la revendication d'une « fiscalité juste ». L'appel à une « journée contre le chômage », le 1^{er} décembre, avait ainsi été opportunément transformé en un appel à une « journée pour la justice fiscale ». La complexité des rapports entre Gilets jaunes et mouvement syndical ne fait que commencer – on y reviendra.

Dans le sillage, la gauche « mouvementiste » embraye, dépassant son aversion pour un mouvement initialement

perçu comme une affaire de beaufs de la classe moyenne. Le 1^{er} décembre, un cortège « de gauche », parti de la gare Saint-Lazare, s'était déjà fondu dans l'émeute générale. Au cours de la semaine, les militants politiques rejoignent le mouvement, tout en restant quelque peu « à côté » : ils activent leurs propres modes d'organisation – assemblées, comités, groupes affinitaires... qui demeurent à ce stade essentiellement fréquentés par eux-mêmes. Mais cette entrée en lice des militants politiques a le mérite de clarifier souvent la position vis-à-vis de l'extrême droite.

Le débordement à portée?

Les auteurs de violences présentent des profils extrêmement variés, du délinquant multirécidiviste au père de famille sans casier. [...]

Il y a eu un effet d'entraînement : d'un coup, certains se sont crus tout permis. C'était une situation quasi insurrectionnelle.

Un avocat, « Trois mois après... Puy-en-Velay : les cendres de la colère », *Marianne*, 1^{er} mars 2019.

Le début du mois de décembre est surtout marqué par la multiplication d'initiatives de gens non organisés, distincts ou non des Gilets jaunes, qui participent à la révolte à leur manière et accroissent le désordre. C'est une sorte de contagion insurrectionnelle qui semble se répandre à travers le pays.

Les lycéens prennent ainsi le relais, par un mouvement spontané dont la croissance est très rapide. Déjà, le 30 novembre, des lycées avaient été bloqués, en soutien aux Gilets jaunes mais aussi pour protester contre la réforme du bac et le dispositif Parcoursup, qui accentue la sélection aux portes de l'université. À partir du lundi 3 décembre, des centaines de lycéens débrayent et, chaque jour, déferlent sur les centres-villes. Ils sont aus-

sitôt confrontés à une répression policière très violente. Les forces de l'ordre élèvent le niveau de violence pour tuer dans l'œuf cet embryon de révolte incontrôlable : le spectre de Mai 68 hante les couloirs de l'Élysée. Plusieurs jeunes sont blessés au visage par des tirs de LBD, deux d'entre eux sont éborgnés. Ils continuent cependant de manifester chaque jour : à Toulouse, un lycée est partiellement incendié. La « mode » du pillage de magasins se communique de ville en ville, de banlieue en banlieue. Les lycéens souvent rejoignent les Gilets jaunes aux ronds-points, des cortèges communs s'organisent.



[D'après *La Voix du Nord*]

Les lycéens des Hauts-de-France « surfent sur la vague jaune »

Le 30 novembre ont lieu les premiers blocages de lycées à Valenciennes et à Lille : « Macron, démission. Parcoursup, on n'en veut pas... On bloque parce qu'on est contre la sélection ! » Le lundi 3 décembre, ça recommence à Dunkerque, à Lille, à Lens. Le lendemain, le rectorat reconnaît une quinzaine de lycées bloqués : Lille, Lambersart, Lomme, Gondecourt, Dunkerque, Coudekerque-Branche, Lens, Oignies, Cambrai, Denain et Condé-sur-l'Escaut... Le 5, les lycéens lillois de Montebello subissent une forte répression policière ; ils répondent en caillassant la police, en allumant des feux de poubelles et en brûlant une voiture. Sept jeunes seront mis en examen. Le même jour, ça chauffe également à Hénin-Beaumont, à Grande-Synthe, à Valenciennes, à Cambrai et à Hazebrouck. Le 7, à Maubeuge, il y a des affrontements sporadiques avec la police. Le 10 décembre, à Maubeuge, les lycéens scandent « Si les Gilets jaunes peuvent le faire, nous aussi ! » ; il y a des affrontements, quinze interpellations. À Lille, le même jour : feux de poubelles, voitures dégradées et caillassage de flics devant le lycée Fénélon.

Le jeudi 6 décembre, alors que plus de trois cents lycées sont perturbés en France, 153 lycéens et étudiants sont arrêtés à Mantes-la-Jolie (et plus de 700 dans toute la France); les images de cette arrestation de masse font le tour du monde et suscitent une grande colère. On peut y voir les jeunes agenouillés, les mains sur la tête, en rang, pendant qu'un flic commente: «Voilà une classe qui se tient sage.» La scène sera symboliquement rejouée à de nombreuses reprises dans les manifestations. Le 16 mars 2019, après l'émeute, on découvrira ce tag sur un mur des Champs-Élysées dévastés, comme un retour à l'envoyeur: «Voilà une bourgeoisie qui se tient sage...»

À Paris comme à Marseille, à Bordeaux comme à Toulouse, ce sont souvent les jeunes en provenance des quartiers pauvres, scolarisés dans les lycées de dernier choix, qui se joignent le plus volontiers au bazar en voie de généralisation. Il s'opère comme une jonction momentanée inédite, terrifiante menace pour l'ordre des choses, entre les Gilets jaunes, typiquement (mais pas exclusivement) des prolétaires périurbains, et de jeunes sous-prolétaires de cités HLM. Dans les quartiers nord de Marseille, les barres d'immeubles se couvrent de gilets fluorescents, arborés aux fenêtres en soutien au mouvement.

Dans les zones rurales et périurbaines, les actions de sabotage se multiplient. Des «équipes», formées sur le tas, souvent au hasard d'un apéro sur un rond-point, se lancent dans l'action directe clandestine avec une candeur surprenante. C'est une véritable épidémie de sabotages qui se répand dès la fin du mois de novembre. Les barrières de péage constituent les cibles les plus ambitieuses: plusieurs dizaines de péages sont dégradés, dont au moins quinze partis en fumée à la mi-décembre, selon Vinci Autoroutes. À quoi s'ajoutent les parcmètres bourrés de mousse expansive, les serrures d'administra-

tions remplies de glu, les machines à carte bancaire des stations-service brisées et, bien sûr, les radars automatiques, pour lesquels les modes opératoires sont laissés au choix : peinture, simple gilet couvrant l'objectif, ou incendie. Le gouvernement annoncera *a posteriori* que, sur l'ensemble du territoire, « à peu près 75 % du parc de radars a été soit détruit, soit détérioré, soit attaqué, soit neutralisé » (*Le Monde*, 2 avril 2019).



[Journal de lutte]

Radars et sentiment de légitimité

Un jour, à l'assemblée de M., quelqu'un raconte l'anecdote suivante : il revenait d'aller chercher son fils à l'école et s'est arrêté pour « emballer » un radar. Il s'agit de recouvrir le radar de film noir, ou simplement de le coiffer d'un sac plastique. La pratique, contrairement à la destruction ou au bombage, ne serait pas illégale. Là-dessus, les gendarmes, évidemment, s'arrêtent. Ils ne verbalisent pas le gars, mais lui intimement de retirer le film : en effet, il apparaît qu'ils n'ont pas le droit de l'ôter eux-mêmes, il faut faire venir des employés d'une société privée, qui ne passent qu'une fois par semaine. Le gars dit « D'accord, mais si vous m'empêchez de l'emballer, ce radar, avant demain matin il sera détruit, moi, je dis ça, je dis rien. » Les gendarmes lui font retirer le plastique et lui disent de circuler. Le lendemain, le radar avait cramé. Voilà qui en dit long, je trouve, sur l'in vraisemblable sentiment de légitimité des gens dans ce mouvement.

Les « équipes » se font et se défont pour une virée d'un soir, un peu de fumier dans le jardin du député, un ou deux radars carbonisés, des graffitis sur la route. Les comptes rendus des tribunaux regorgent d'histoires plus ou moins similaires de ces équipes souvent improbables,

constituées d'individus qui parfois se connaissent à peine et qui, mois après mois, ne cessent de se former afin de mener des « actions » ponctuelles.

Ces équipes entretiennent avec le mouvement un rapport parfois ténu. Elles témoignent d'un climat de révolte qui dépasse les cadres que le mouvement se donne, sans que ce dernier ne les désavoue. Proche ou lointaine des sociabilités du mouvement, l'action directe en gilet jaune, blocage ou sabotage, organisée sur messagerie ou autour d'un verre, est en tout cas rétive à toute absorption par un collectif de lutte constitué.

Ce phénomène des « équipes » laisse la police pantoise car, encore une fois, elle met à mal la définition des catégories de population considérées comme dangereuses. On retrouve le même désarroi chez les journalistes, désemparés face au trouble qui s'est insinué dans les catégories « casseurs » et « manifestants pacifiques » : mais enfin, ces gens demeurent-ils des gens ou sont-ils devenus des activistes politiques ? Dans cette expectative, il y a de l'effroi. Et cet effroi, en retour, ne cesse – à tort ou à raison – d'alimenter l'idée que des digues ont sauté et que la possibilité d'un saut dans l'inconnu n'est pas forcément si lointaine.



[D'après France Bleu Hérault]

Un gendarme désemparé

Le péage de Bessan, dans l'Hérault, a brûlé le 18 décembre. Le 8 janvier, un « coup de filet » mobilisant cent soixante gendarmes conduit à l'arrestation d'une quarantaine de personnes. Le général Jean-Valéry Letterman, chef des gendarmes de l'Hérault, en bredouillant un peu, raconte à la radio que « le profil [des personnes arrêtées] est très hétérogène, puisqu'on a des gens des deux sexes, de tous âges, de catégories socioprofessionnelles différentes. Ce qui les rassemble principalement, c'est

que ce sont des gens de la région, donc euh... essentiellement une population locale, et euh... non, ce ne sont pas des grands délinquants, ce sont des gens qui, pour une partie d'entre eux, ont déjà un petit passé judiciaire, mais sur le bas du spectre, principalement sur des rébellions, des outrages, euh... voilà, on est sur de la grosse incivilité ou sur des faits de cette nature-là. Euh... On n'est clairement pas sur du grand banditisme. [...] Monsieur et Madame Tout-le-Monde, ça me paraît un peu réducteur parce qu'il y a eu, euh... des réunions, il y a eu des décisions de prises, il y a eu des rôles qui ont été distribués : Monsieur et Madame Tout-le-Monde ne passent pas à l'acte de cette manière-là. »

Ces folles journées de décembre sont aussi marquées par l'appropriation d'une pratique décalant le mouvement vis-à-vis des discours de respectabilité citoyenne qu'il charrie : le pillage. Pratiqué massivement dans les manifestations du 1^{er} décembre, il le sera à nouveau le 8. Dans ces moments collectifs, il ne s'agit plus de différencier le « bon commerce » (le petit) du « mauvais » (les multinationales) ; il s'agit simplement d'accéder à des marchandises dont on se voit privé du fait de la division de la société en classes. Le 1^{er} décembre à Paris, avenue Kléber, c'est au milieu d'une foule qui les encourage que deux individus s'attaquent au moyen d'une disquette portative à un distributeur de billets – ils n'arriveront pas à accéder au jackpot et la foule mettra la banque à sac.

Les pillages en gilet jaune de décembre constituent de (brefs) moments où la sociabilité bourgeoise s'efface sous les coups de boutoir de la guerre sociale. Ces moments en effet réunissent comme rarement différents « segments » prolétariens qui généralement se regardent en chien de faïence ; le pillage cesse d'être l'apanage d'un sous-prolétariat de banlieue censé effrayer les honnêtes

travailleurs. Pour les gardiens de la circulation des marchandises, une sorte de gouffre mental s'est sans doute alors brièvement ouvert.



[D'après France Bleu Loire]

Les opticiens de Saint-Étienne

À la suite des manifestations des 1^{er} et 8 décembre, des pillages ont eu lieu dans la ville. En particulier, plusieurs opticiens ont vu leurs stocks de lunettes de soleil vidés sans en passer par la caisse. Au lendemain de l'Acte IV, la situation pousse la mairie de la ville à mettre en place une cellule de soutien psychologique pour accompagner ces commerçants traumatisés. Parmi les témoignages recueillis, il en est un qui retient l'attention : c'est celui de ce patron opticien visiblement très perturbé, moins par ses pertes (couvertes par les assurances) que par le fait d'avoir reconnu parmi les pilleurs... certains de ses clients.

Face à la menace de débordement, le gouvernement joue la stratégie de la tension, en entretenant un climat de psychose. Ce faisant, il crée de la peur, mais augmente en retour le sentiment de puissance du mouvement. Chaque jour sont arrêtés des individus, plus ou moins fascistes, soit accusés d'avoir saccagé l'Arc de Triomphe la semaine précédente, soit arrêtés préventivement. C'est que, vu la situation, les craintes sont grandes pour le 8 décembre.



[Journal de lutte]

Paris, le 7 décembre

À côté de moi, dans un petit resto du dix-neuvième arrondissement, deux femmes, typiquement de la bourgeoisie culturelle parisienne de gauche, discutent et étalent leurs craintes pour le lendemain. Elles ont fait leurs courses pour la journée et

comptent se barricader. La semaine précédente les a terrifiées. Écoutant cette conversation, il m'apparaît que les espaces de sécurité et d'entre-soi de la bourgeoisie sont perçus comme menacés, que le mépris de classe semble en voie de se transformer en peur devant le déferlement des gueux.

Le même soir, à une heure du matin, un travailleur pose des plaques d'OSB sur les devantures des pharmacies pour les protéger de la fureur du lendemain. Il nous dit qu'il est à fond Gilet jaune, que ce qui se passe est formidable, et qu'en plus de ça le mouvement lui donne du travail, payé en heures sup' nocturnes. Il comprend tout à fait que les gens cassent tout et lui-même sera de la partie demain.

À la veille de l'Acte IV, les rapports de classe semblent se clarifier comme jamais.

Le 8 décembre

Que vous est-il arrivé pour que deveniez des barbares ?

Marie-Madeleine Alliot, procureure de la république de Bordeaux, lors d'une audience en comparution immédiate faisant suite à l'émeute du 8 décembre, au cours de laquelle un Apple Store a été pillé, *La Croix*, 11 décembre 2018.

Lors des manifestations du samedi 8 décembre, le ministère de l'Intérieur fait état de 136 000 manifestants, comme le samedi précédent. Il a annoncé une mobilisation policière exceptionnelle, déployant quelques blindés de la gendarmerie comme on en avait déjà vu lors de l'expulsion de la ZAD au printemps 2018. Des fouilles et des contrôles préventifs ont lieu sur les aires d'autoroute, parfois à des centaines de kilomètres des grandes villes. Le pouvoir, fébrile, s'attend au pire et, selon *Le Canard enchaîné* du 12 décembre 2018, Macron passe la journée au bunker, laissant tourner le moteur de l'hélicoptère au cas où.

On dénombre, en ce seul 8 décembre, plus de 2 000 interpellations, donnant lieu à 1 709 gardes à vue, chiffre qui fait voler en éclats les records précédents. Les audiences de comparution immédiate, doublées depuis une semaine pour faire face à cet afflux inédit, ne désemplissent pas. La bourgeoisie a tremblé, et sa justice frappe fort.

À Paris, la préfecture demande aux flics d'«aller au contact» et d'arrêter «préventivement» à tour de bras. À l'issue de la journée, le pouvoir affirmera avoir contenu le déferlement. Mais, selon la mairie de Paris, cette journée a fait plus de dégâts que le 1^{er} décembre : 144 entreprises ont été fortement impactées (vitrines détruites, traces de fumées, magasins pillés) et 102 entreprises plus légèrement touchées (vitrines étoilées, fendues ou rayées, tags, jets de peinture, etc.), alors que plusieurs véhicules ont été incendiés ou vandalisés.

En province, dans de nombreuses villes, une jonction s'est plus ou moins opérée avec les marches pour le climat organisées le même jour. Les principales émeutes ont lieu à Saint-Étienne, à Toulouse, à Bordeaux – où des cocktails Molotov sont lancés sur la mairie, tandis qu'un Apple Store est dévalisé en une minute. Des affrontements plus ou moins vifs sont signalés dans de nombreuses villes : Marseille, Valence, Charleville-Mézières, Saint-Brieuc, Lyon, Besançon, Bastia, Dijon, Bourg-en-Bresse, Tours...



[Journaux de lutte]

Les émeutes du 8 décembre 2018

Toulouse : des flammes de dix mètres de hauteur

Pour le 8, un appel à manifester pour le climat ou l'environnement circule, avec une vague volonté de convergence sur l'air

de « fin du monde, fin du mois, même combat » : il émane de gens comme EELV ou d'autres orgas petites-bourgeoises comme Alternatiba. Il y a aussi un timide appel CGT (« gilets rouges »). Enfin, les Gilets jaunes appellent à manifester en rejoignant le centre-ville depuis les ronds-points occupés, où des actions ont lieu le matin.

Nous arrivons du côté de la place Arnaud-Bernard en évitant les fouilles de la BAC. Au rond-point, il y a une foule de Gilets jaunes assez dense. Les boulevards sont bloqués par les gendarmes, à qui la foule, hostile pourtant, scande « La police avec nous ! » Les « écolos » (en fait les orgas) décident d'emmener le cortège vers Saint-Cyprien. Un Gilet jaune hurle qu'il ne faut pas tomber dans ce piège, qu'il faut rester en centre-ville ; à force de gueuler, il emmène quelques gens par les ruelles, mais ils sont vite bloqués ; les orgas l'emportent et entraînent un cortège mollasson vers Compans-Caffarelli. Devant, les orgas ; derrière, les Gilets jaunes.

Dès Compans, les flics gazent la queue de cortège, et ne s'arrêtent plus. Devant, les orgas marchent suffisamment vite pour qu'on les perde de vue. Le « cortège » des Gilets jaunes est repoussé du centre-ville par les flics, mais il résiste. Arrivé au canal, de premières barricades sont érigées. L'impression est un peu folle, la foule est variée. Il y a des dames de cinquante ans, drapeau français à la main, qui reluquent avec envie nos masques à gaz. Une prof nous montre la barricade en feu et dit que « c'est ça qu'il faut faire ». Il se dégage une zone sans flics, qui va du canal jusqu'à Saint-Cyprien. Pourtant, pas de tentative de retourner en centre-ville en gros groupe. On apprendra en fait que plusieurs « petits » groupes ont sillonné le centre-ville, chargeant parfois la BAC et faisant irruption au marché de Noël. Mais le gros des gens reste du côté de Saint-Cyprien. Nous finissons par franchir la Garonne, dans une situation confuse, c'est-à-dire sans avoir les flics au cul, mollement ; du reste, une impression de mollesse joyeuse se dégage de toute la journée ; on croise des écolos qui veulent rentrer chez eux, qui

ne savaient même pas qu'il y avait des affrontements derrière eux ; des groupes de Gilets jaunes déboulent, sans doute du centre-ville. À Saint-Cyprien, il y a un immense chantier de bâtiment qui nous attend. Il est sitôt employé à dresser quatre gigantesques barricades immédiatement enflammées. C'est très impressionnant. Le chantier lui-même est vandalisé, il y a des maisons en construction dont visiblement les fenêtres viennent d'être posées : elles sont brisées avec un systématisme enfantin. L'étude d'un notaire, une officine d'assurance, par exemple, sont saccagées, pillées, détruites – jusqu'au lavabo des toilettes. La situation s'éternise un peu, la nuit tombe, éclairée par les flammes de dix mètres de haut qui surgissent des barricades. Les flics visiblement attendent leur heure pour nous chasser : on dirait bien qu'ils ne se sentent pas la force d'intervenir tout de suite. Aussi Saint-Cyprien est « à nous ».

Laborieusement, en escaladant divers murs, en croisant des dizaines de flics au pas de course, nous rejoignons le centre-ville. Là, plus un flic mais, parmi les chalands surchargés de courses de Noël, il y a des Gilets jaunes partout, épars, plus ou moins saouls, masque à gaz autour du cou, drapeau français en main, parfois hurlant quelque slogan grossier. Une ambiance étrange, quoi. La suite de l'émeute, nous l'apprenons au kebab, sur BFM-TV (et par ailleurs) : la police a chargé à Saint-Cyprien, repoussant les gens vers le métro Arènes, de plus en plus loin du centre-ville. Il semble que des gens des « quartiers populaires » aient fini par se joindre à la chose. Des voitures sont incendiées. C'est pratiquement au Mirail, à l'extérieur du périphérique toulousain, que les choses s'achèvent, tard.

Marseille : coagulation des colères

À Marseille, une grande agitation dans plusieurs quartiers précède l'irruption des Gilets jaunes. En octobre 2018, les tensions autour du projet de requalification du quartier de la Plaine se transforment en lutte ouverte entre les opposants au projet et les pouvoirs publics. Le 5 novembre, dans le quartier voisin

de Noailles, de population plutôt pauvre et immigrée, plusieurs immeubles s'effondrent du fait de leur insalubrité. Huit habitants meurent sous les décombres. La mairie mafieuse est vivement pointée du doigt ; les manifestations se succèdent, souvent agitées. Les flics se déchainent.

Le mouvement des Gilets jaunes chemine donc ici de concert avec d'autres luttes. Les deux premières semaines, il y a la manifestampillée Gilets jaunes le matin et celle contre la mairie l'après-midi. La cohabitation est parfois conflictuelle et, dans la manif Gilets jaunes, il arrive que des services d'ordre peu ragoûtants fassent la chasse aux jeunes de Noailles, trop basanés ou trop mal habillés à leur goût. À partir du 1^{er} décembre, jour de l'Acte III des Gilets jaunes et d'une Marche de la colère massive (plus de dix mille personnes), les choses changent : les cortèges commencent à fusionner. Ce sont l'affrontement et la tendance à l'émeute qui font sauter les séparations dans la rue.

Le 8 décembre, un imposant dispositif de six cents flics et gendarmes mobiles, appuyés par deux blindés de la gendarmerie, est en place. Certaines boutiques de luxe de la rue Paradis et de la rue Grignan ont décidé de ne pas ouvrir de la journée. Les tenants de l'ordre et du business ont préféré prendre les devants. Deux bons gros milliers de Gilets jaunes partent du Vieux Port à 11 heures, direction la préfecture. Les ambulanciers sont en tête de cortège, dans une ambiance déterminée et bon enfant – même si l'on continue de croiser çà et là d'ostensibles fachos. De retour dans le centre, les Gilets jaunes tentent de se rapprocher de la mairie centrale ou de partir rue de la République direction le centre commercial des Terrasses du port. C'est là, vers 14 heures, que les premières lacrymos sont tirées. Des groupes de minots des quartiers sont déjà sur la Canebière et attendent que davantage de monde applique. Un magasin de luxe se fait entièrement piller boulevard Longchamp.

Vers 16 heures, plus de cinq mille personnes (manifestants pour le climat et/ou une autre politique de la ville) reviennent de

Castellane aux cris de « Gaudin, Macron, rendez le pognon ! » La jonction se fait sur la Canebière. Tout le monde se mélange : Gilets jaunes, marcheurs pour le climat, habitants en colère contre la politique urbaine, lycéens et minots de quartiers. On ne sait déjà plus qui est qui. Les résidus de discours pacifistes se sont évaporés. Tout le monde est là, ensemble, pour en découdre. Une voiture est enflammée en bas de la Canebière. Les flics se font pressants et gazent comme des malades. La BAC, habituellement décomplexée et toujours prête à la ratonnade, aujourd'hui casquée et solidement harnachée, s'attelle à protéger les magasins de la rue Saint-Ferréol... La Boutique de l'OM est pillée : à chacun son maillot. Un minot enfle à la va-vite le bonnet qu'il vient de sortir ; ses collègues sont hilares : l'antivol est encore dessus et trône sur le haut de son front ! Pendant ce temps-là, plusieurs banques voient leurs vitrines et leurs distributeurs se faire défoncer. Les sucettes de pub volent elles aussi en éclat.

La foule se fait repousser au niveau de la Soléam, la société publique en charge de la « rénovation urbaine », au numéro 49 de la Canebière. Toutes les vitres sont attaquées à coup de plots métalliques et de pieds. La mairie de secteur, située juste au-dessous, en prend aussi pour son grade. Les élus s'indignent, ils ne comprennent pas. Ce sont bien les seuls. Dans le centre-ville, les affrontements durent plusieurs heures. Ils se poursuivent, sporadiques, sur le Vieux Port, où des barricades et des poubelles sont cramées, comme les sapins de Noël en face de la Chambre de commerce. La police parvient cependant, avec ses blindés, à faire remonter tout le monde vers les Réformés, en haut de la Canebière. Les gens s'éparpillent un peu partout.

La nuit est tombée et les jeunes cherchent la marchandise à laquelle ils n'ont pas accès d'habitude. Des barricades sont enflammées avec les poubelles. Un horodateur se fait dégommer à coups de pied, les jeunes récupèrent la monnaie. On remonte vers la gare, avec toujours des feux de poubelles pour stopper la circulation et la progression policière. Puis tout le monde se

disperse dans Belsunce. Une demi-heure plus tard, rue d'Aix, plusieurs bijouteries sont pillées par les minots. Pas un flic à l'horizon : ils sont tous encore sur la Canebière où les affrontements continuent. C'est à ce moment-là qu'ils décident de se concentrer sur Noailles : comme à leur habitude, ils aiment à se venger sur ce quartier populaire en fin de manif. Ils gazent, envoient les mastards de la BAC, mais nombre d'habitants continuent de les narguer et quelques poubelles partent en feu. Ce jeu du chat et de la souris s'arrête vers 20 heures et se solde par une soixantaine de personnes interpellées et par beaucoup de blessés.

Paris : débordement des catégories

Le 8 décembre au matin, l'ambiance dans les quartiers du nord-ouest de la capitale, pourtant loin de la zone des Champs-Élysées, est étrange : il n'y a presque personne dans les rues, les métros sont arrêtés, les grands enseignes fermées et barricadées. Difficile même de trouver une boulangerie ou un tabac ouvert.

À Saint-Lazare, il y a un appel de tout un tas d'organisations (cheminots de l'intergare, comité Adama, NPA, LFI, Attac, PCF, Solidaires, assos LGBT...) pour former un cortège « de gauche ». L'ambiance y est sympathique et l'entre-soi est compensé par la présence de gens en gilet jaune qui s'agrègent à ce cortège, sans doute par hasard : à côté des slogans habituels de manif, on entend parfois une Marseillaise et on aperçoit des drapeaux français. Néanmoins, les réflexes de manif classique sont prégnants et ce groupe a tendance à tourner en rond sans parvenir à déborder le dispositif policier autour de l'Opéra.

On le quitte pour tenter de rejoindre les Champs-Élysées. En chemin, l'ambiance à nouveau est irréaliste : tout est fermé, rien ne circule. Alors que les flics se concentrent sur certains axes ou carrefours, des grappes de gens en gilet jaune semblent se promener. Des pans entiers du Paris historique et bourgeois sont à eux, sont à nous. Les gens profitent de la situation pour

déambuler comme on ne peut jamais le faire dans cette ville – c'est comme si le dispositif anti-insurrectionnel avait paradoxalement vidé Paris de sa bourgeoisie et de ses flics pour que des milliers de prolétaires venus de province puissent y faire du tourisme sans être écrasés par la violence de classe. On est entre nous, on adresse la parole à tout un chacun pour rigoler, on crie des slogans, on se donne des infos sur la géographie et les monuments, on se demande où il y a des cortèges. On peut taguer des choses où on veut, sans pression, tout le monde est content. Par la suite, quand on rejoint le théâtre des émeutes du huitième arrondissement, on retrouve régulièrement cette ambiance en pointillé : entre deux moments de baston, de pillage ou de casse, les mêmes gens traînent, visitent, se reposent, stagnent en groupe. Ce n'est pas à une émeute dure et permanente que Paris est livré, mais à la possibilité d'une déambulation entrecoupée d'émeutes. Des cortèges se font et se défont, s'énervent, se calment, se répandent et se reconstituent dans une large superficie urbaine. Le sentiment de liberté est enivrant.

Les gens venus de province semblent la plupart du temps en gilet jaune, mais bien d'autres qui participent au zbeul¹⁰ ambiant ne l'ont pas revêtu. Il y a beaucoup de prolétaires de la région parisienne dans le lot, dont un certain nombre « typés lascars », et personne n'a peur d'eux. Dans les mouvements en éventail de la foule, les rencontres sont surprenantes et toujours bienveillantes. Les accents de Moselle cohabitent avec les parlars de cité. Des supérettes ont ouvert, tablant sur le fait qu'il y a plus à gagner en approvisionnant les Gilets jaunes qu'en restant fermé. Des gens y achètent des choses ; d'autres se servent tranquillement sans payer. Le rapport de force n'est pas en faveur du gérant et il n'y a aucune altercation. Ce qui est vendu est vendu ; ce qui est pris est pris.

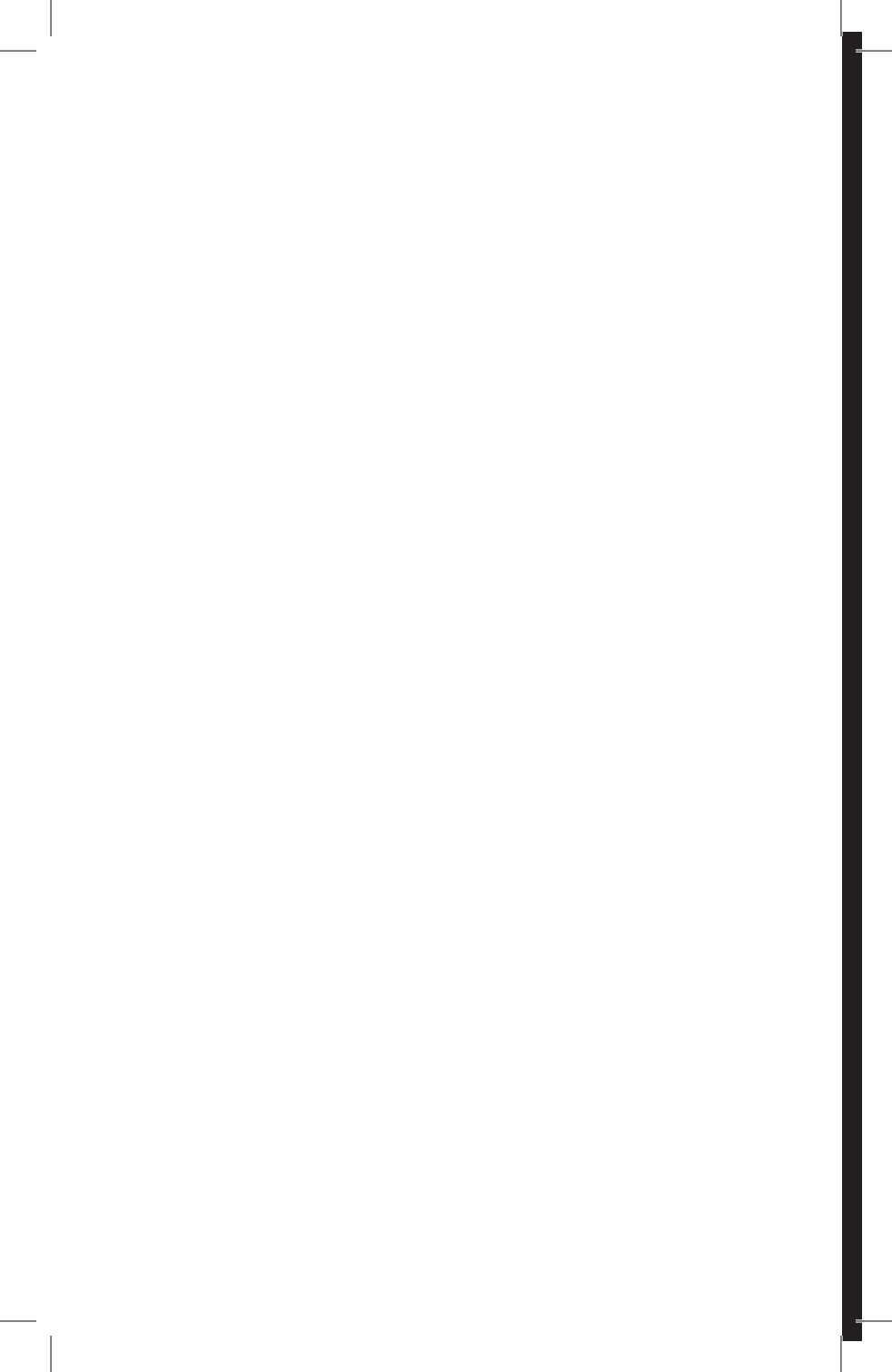
Les « vrais » pillages sont, eux, étonnamment collectifs. Quand on croise une enseigne de luxe qui ne s'est pas barricadée, le

10. « Désordre, chantier, bordel », d'après le *Wiktionnaire*, www.wiktionary.org.

mouvement est unanime et bon enfant : la vitrine est cassée, des gens entrent, jettent des marchandises vers la foule à l'extérieur – et après on se sert, si on veut, sans bousculade aucune. Des amis nous ont commandé des souvenirs de la journée. On choisit des vestes sorties d'une boutique de luxe. Les étiquettes indiquent 2 000 euros environ pour chacune. Le type à côté, lui-même en train de faire son choix, demande des conseils : c'est sûrement de la bonne came, se dit-on, mais, en vrai, personne n'y connaît rien. Un autre type, avec un accent de l'Est de la France, après avoir participé au défonçage d'une de ces vitrines et balancé de la marchandise en tous sens, s'écrie : « Ah, ça fait du bien, putain ! » On le comprend : casser collectivement une vitrine de luxe, c'est retourner un tout petit peu de violence, d'humiliation, d'écrasement à l'envoyeur.

Il commence à faire nuit. Après avoir remonté les Grands Boulevards en pillant sporadiquement ce qu'il trouvait sur son passage, le cortège dans lequel on se trouve s'est arrêté à Strasbourg-Saint-Denis. Un grand feu est allumé. Les gens stagnent, déambulent, papotent. On a du mobilier urbain en main, personne ne s'en cache. On n'est pas masqués. Il n'y a pas de flics à l'horizon. On ne distingue plus les manifestants des habitants du quartier qui circulent. Personne n'a l'air choqué ou effrayé, même si on peut supposer que d'aucuns se sont cloîtrés. Les tenanciers des kebabs sont hésitants, leurs rideaux de fer à moitié baissés. Pourraient-ils se faire piller ? La foule n'a pas l'air hostile. Elle ne l'est pas. Ils ouvrent. Ils servent quelques sandwiches. On s'assied en terrasse, sans rien consommer. On papote tranquillement avec les serveurs kurdes.

Un jeune lascar d'une quinzaine d'années part, les bras chargés de fringues pillées. Il passe devant un clochard qui fait la manche assis sur une aération du métro : il s'arrête et lui donne un pantalon et une veste. Alors que nos imaginaires sont saturés de représentations de guerre civile où les pauvres se boufferaient entre eux, ce geste fait entrevoir ce que pourrait être la révolution.



**4. Gueule de bois
et retour de flamme**
(10 décembre 2018 - 5 janvier 2019)



Le mouvement face à ses limites

*Les autres ports profitent de ce blocage,
on se tire une balle dans le pied.*

Un Gilet jaune de Cherbourg, marin-pêcheur, pour justifier
la levée du barrage, *Ouest-France*, 3 décembre 2018.

Le 8 décembre marque l'apogée du mouvement des Gilets jaunes, en même temps que la fin de sa progression vers la possibilité d'un dépassement révolutionnaire. Il convient de s'y arrêter un instant, et de tenter d'explicitier ce que contient ce constat depuis le point de vue que nous portons sur le mouvement comme sur la possibilité d'un « dépassement révolutionnaire » en général.

En trois semaines, les choses se sont vite emballées. En novembre, les gens descendent dans la rue en réclamant la possibilité de vivre de leur travail. La revendication centrale des Gilets jaunes est en quelque sorte une revendication d'autonomie, adossée à l'idée selon laquelle, si l'État ne fonctionnait pas les revenus aussi injustement, chacun se débrouillerait pour gagner sa croûte à la sueur de son front : on ne serait pas pauvres, on vivrait dignement, sans rien devoir à personne.

En décembre, il apparaît que, pour faire valoir cette revendication de vivre dignement du fruit de leur labeur, les Gilets jaunes en sont arrivés à produire un état de quasi-insurrection. Mais cette montée insurrectionnelle s'est opérée de manière « sauvage » et impensée, en dehors de tout horizon « alternatif ». Pas plus que la revendication de dignité exprimée en novembre, la montée insurrectionnelle de décembre ne s'appuie sur un imaginaire de révolution sociale.

En ce sens, la situation nouvelle, produite en moins de trois semaines, donne le vertige.

Alors que la bourgeoisie demeure soudée derrière son personnel dirigeant, le mouvement est à un tournant : il doit choisir entre pousser plus avant l'attaque à l'endroit de la reproduction des rapports sociaux ou reculer. La lutte touche du doigt ce point de bascule et le refoule aussitôt en se repliant derrière les injonctions à l'unité, dont elle a pourtant commencé à dévoiler dans les faits les angles morts. C'est que le mouvement des Gilets jaunes demeure un mouvement du « peuple », ce sujet que produit la lutte et qui finit par en délimiter les perspectives. La Révolution française constitue la référence mythologique, un soulèvement rêvé au cours duquel le pouvoir aurait cédé dans un face-à-face théâtral avec ce « peuple » éternellement tel qu'en lui-même. Dans l'imaginaire commun des Gilets jaunes, la révolte procède d'une adjonction de bonnes volontés individuelles, où « chacun est libre de penser ce qu'il veut », de passer le barrage ou de s'arrêter boire un café, jusqu'à ce que le bien-fondé évident des revendications infuse de proche en proche l'ensemble de la société.

Mais ce schéma idéal ne correspond pas plus aux contradictions du présent qu'aux bouleversements de 1789. En agrégeant petit à petit ceux qui n'ont rien à attendre de cette société, le mouvement des Gilets jaunes a en effet « découvert » la matérialité très concrète des rapports économiques. Il a « découvert » la réalité locale de ce qu'il attaquait sur un plan très général. Il a « découvert » que ses modalités d'action séparaient les gens selon leur condition et la place qu'ils occupent dans la hiérarchie sociale. Il a « découvert » qu'en bloquant un supermarché, il ne s'en prenait pas seulement à l'État mais aussi à des salariés dépendants de leur travail. Il a « découvert », dans le tort qu'il causait aux intérêts particuliers de l'économie

«de proximité», le tort qu'il se causait à lui-même. L'au-delà des blocages de marchandises, des saccages et des pillages, l'approfondissement révolutionnaire de la crise consisterait, pour les travailleurs, à se retourner contre leurs propres conditions d'existence, à s'en prendre au travail, à *leur* travail, à mettre en jeu leur propre reproduction matérielle et sociale. Ce pas consisterait à brûler ses vaisseaux, à sauter dans l'inconnu, à se tirer, en fait, une balle dans le pied. Or le contenu lointain de ce saut révolutionnaire – qui serait potentiellement la fin de la société de classes – cohabite naturellement, dans l'imaginaire général, avec la menace brandie à court terme par le pouvoir : la guerre civile. Tout comme le fait de mettre ses propres revenus en danger en bloquant l'économie, la guerre civile fait peur.

La montée en puissance des émeutes durant la première quinzaine de décembre traduit un phénomène d'agrégation de populations extérieures au noyau originel des Gilets jaunes. Mais elle dissimule provisoirement le fait que la dynamique qui était au cœur de la lutte au cours des premières semaines est, elle, en train de s'affaiblir. Alors que la propagande concernant la rétractation de l'économie, les pertes d'emplois, la menace sur la croissance inonde le discours médiatique, les blocages marquent en effet le pas. La saturation du territoire le samedi par des dizaines de milliers de manifestants investissant les axes de circulation s'affaiblit ; les blocages durs ont cédé la place à des formes moins dommageables pour l'économie (barrages filtrants, blocages ponctuels, péages ouverts). « On n'est pas là pour embêter les gens », entend-on souvent, y compris parmi les tenants du rapport de force.

L'émeute, qui tend à remplacer les barrages routiers, constitue certes une forme de blocage de l'économie, mais elle est très ponctuelle et ses dommages spectaculaires

toujours absorbables. Quant à la grève, qu'il faudrait produire de manière autonome, trois semaines de lutte intense n'ont pas suffi à la faire pénétrer dans l'imaginaire de combat des Gilets jaunes (on y reviendra).

Une victoire ?

Le lundi 10 décembre, un Macron manifestement pâle et nerveux, jouant assez mal la compassion et la fermeté, s'adresse à la nation.

Le simple fait que le président s'exprime est déjà une petite victoire pour les Gilets jaunes. La semaine précédente, il avait envoyé son Premier ministre annoncer quelques mesurette. Cette fois, il est obligé de prononcer lui-même une allocution, ravalant une partie de sa morgue. Symboliquement, il plie face au rapport de force et accorde dix milliards pour apaiser la colère. Il s'agit d'une rupture avec l'intransigeance et l'indifférence du pouvoir face aux mouvements de lutte sociale des dernières années. Les syndicats s'en trouvent humiliés, eux qui ont n'obtenu au mieux ces dernières décennies que l'assouplissement de certaines réformes : cette fois, le pouvoir non seulement retire quelques mesures, mais il lâche en plus de l'argent. C'est la preuve éclatante que bloquer, casser, piller et lancer des projectiles sur la police, cela sans représentants ni revendications claires, a bel et bien une efficacité immédiate.

Pourtant, à y regarder de plus près, le contenu de cette « victoire » n'en est pas moins maigre. Les réponses « sociales » tant attendues sont les suivantes :

1. « Le salaire d'un travailleur au SMIC augmentera de 100 euros par mois dès 2019 », sans naturellement « qu'il en coûte un euro de plus pour l'employeur ».
2. Les heures supplémentaires seront exonérées de charges en 2019.

3. Pour les retraités touchant moins de 2 000 euros mensuels, la hausse de cotisation sociale est annulée.

4. Les employeurs « qui le peuvent » sont invités à verser une prime de fin d'année, plafonnée à 1 000 euros, exonérée elle aussi de toute charge.

Macron n'annonce donc pas de nouveaux accords de Grenelle : toutes ces mesures sont conjoncturelles et destinées à être « rattrapées » dans les mois suivants, quand les choses se seront calmées.

L'augmentation de 100 euros pour les smicards n'est pas, contrairement à ce qu'on pouvait supposer, une hausse des salaires. Elle s'applique en fait à la prime d'activité, dont une augmentation d'environ 36 euros était déjà prévue : il ne s'agit que de l'accélération d'une mesure déjà promise pendant la campagne électorale et qui vise précisément ceux qui gagnent entre 1 et 1,2 SMIC. Les travailleurs à temps partiel ne bénéficieront pas, ou peu, de cette augmentation. Quant à l'exonération de charges pour les heures supplémentaires, elle s'apparente en fait à un cadeau au patronat, maquillé sous la volonté de rémunérer le « surcroît de travail accepté » ; cette mesure avait déjà été mise en place sous la présidence Sarkozy, puis supprimée sous Hollande.

Si les retraités modestes obtiennent l'annulation d'une mesure inique, les pensions de retraite ne sont toujours pas indexées sur l'inflation et devraient péniblement gagner 0,3 % en 2019 quand les prix augmenteront, d'après l'Insee, de 1,6 % : leur montant réel est donc en baisse.

Quant à la « prime exceptionnelle » (défiscalisée, elle aussi) qu'il est demandé aux employeurs de verser, le dispositif fonctionne sur la base du volontariat¹¹.

11. Le dispositif a été ouvert jusqu'à la fin du mois de mars 2019. Compte tenu des difficultés pour établir un bilan précis, elle aurait été versée à plus de

Les mesures que Macron annonce ont ainsi vocation à enfoncer des coins là où des divisions émergent déjà au sein des Gilets jaunes, sans pour autant toucher directement aux salaires. La prime exceptionnelle accordée aux salariés « gagnant jusqu'à 3 600 euros mensuels » vise à dissuader les travailleurs potentiellement organisés, regroupés sociologiquement et géographiquement, de rejoindre à leur tour la lutte. Les autres, les plus pauvres, les plus précaires, peuvent toujours attendre.

Évacuer et isoler : l'offensive du pouvoir

À la suite de la montée insurrectionnelle de la première semaine de décembre et des concessions du gouvernement, le mouvement connaît un net reflux. À l'approche des fêtes de fin d'année, le pouvoir semble redevenir imperceptiblement maître du temps. Dès la deuxième semaine de décembre, l'impression de débordement, de généralisation du bazar, nourrie par l'agrégation aux Gilets jaunes d'autres catégories de la population (sous-prolétaires, lycéens, « gauchistes »), marque le pas.

Le mouvement des lycéens se poursuit du 8 au 15 décembre. Comme la semaine précédente, ce sont essentiellement les lycées des quartiers populaires qui manifestent, et ils sont confrontés à un niveau de répression inédit pour ce type de mouvement. De nombreux

quatre millions de salariés, majoritairement de grosses entreprises, pour un montant moyen de 400 euros. Les patrons, surtout les gros, auraient donc « joué le jeu ». Mais il faut noter que la prime n'a bénéficié qu'aux seuls salariés, et non pas aux « assimilés-salariés », contractants, sous-traitants, intérimaires, etc. Environ un quart des travailleurs du privé l'auraient touchée : les secteurs de la finance et des assurances ont été généreux en primes, l'hébergement et la restauration font figure de moins bons élèves. Si les patrons ont ainsi « tempéré », c'est d'abord qu'ils le pouvaient, c'est ensuite qu'ils ont dû avoir tout de même assez peur, c'est enfin qu'ils pensaient sans doute mettre un terme au mouvement à relativement bon compte : du moment qu'ils n'ont pas à augmenter les salaires, ils sont satisfaits.

affrontements ont lieu alors que la police intervient systématiquement pour débloquer les lycées. Cette répression finit par affaiblir le mouvement et, la semaine suivante, l'approche des vacances scolaires vient à bout de la mobilisation.

Au cours de cette semaine du 15 au 22 décembre, l'évacuation des points de blocage augmente d'un cran et se systématisé. Dans un premier temps, fin novembre, seuls les blocages les plus durs étaient évacués : autoroutes et dépôts de carburant notamment. L'opération se prolonge début décembre au coup par coup avec le démantèlement des barrages filtrants, des péages gratuits, etc. Mais c'est donc à partir de mi-décembre que l'État procède à l'évacuation à l'échelle nationale des ronds-points en tant que lieux d'occupation et d'organisation. Il ne s'agit pas d'un processus clair et concentré mais plutôt de fatiguer progressivement l'adversaire, par à-coups, selon des logiques locales : les préfetures ont ainsi la latitude d'évaluer les situations au cas par cas.

Des ronds-points évacués sont réoccupés dans la foulée, puis re-évacués, etc. Il y a ici et là de vives tensions et des affrontements avec la police, mais l'opération finit globalement par porter ses fruits.



[D'après *Ouest-France*]

Les évacuations de ronds-points dans le Grand Ouest

Fin décembre, les autorités déclenchent une vaste opération d'expulsion des ronds-points. Prenant acte du début du grand débat « qui ne peut se faire sur la voie publique », les préfets des Côtes-d'Armor et d'Ille-et-Vilaine « invitent » les Gilets jaunes à cesser leurs actions. « C'est une déclaration de guerre ! Nous, on fait les choses dans les règles, on a monté une association, explique Stéphanie du rond-point de la Portes-Longs-Champs, entre Rennes et Cesson-Sévigné. Ils n'ont

rien compris à notre mouvement et s'ils nous évacuent par la violence, ce sera l'anarchie totale. Et l'anarchie, malheureusement, c'est la violence. » Les Lapins jaunes, l'autre groupe mobilisé à Rennes, n'ont visiblement pas non plus l'intention de jeter l'éponge. Mercredi 19 décembre, une vingtaine d'entre eux investissent un local commercial inoccupé près du Leclerc de Saint-Grégoire et promettent dès le lendemain de réoccuper le rond-point de Grand-Quartier.

Néanmoins, dans les jours qui suivent et à la faveur de la décrue du mouvement, de nombreux ronds-points sont évacués : trois dans le secteur de Lannion, ceux de Guingamp, Saint-Brieuc, Dinan, Concarneau, Vannes, Lanester, Angers, Segré, Saumur, Cholet... À Lorient, le 19 décembre, cent cinquante Gilets jaunes se rendent devant le commissariat pour manifester contre l'évacuation. À Cherbourg, le rond-point de la gare, regroupant les « radicaux », est évacué le 18 ; les Gilets jaunes se replient sur le rond-point des Tourelles, et la circulation est bloquée dans la journée. Ailleurs, les cabanes sont démontées (comme à Challans) ou détruites, et parfois même incendiées par leurs occupants (comme au Boutil à Lannion), puis reconstruites (rond-point d'Acti-Sud à La Roche-sur-Yon). Certains maires refusent de relayer les consignes préfectorales, arguant de la bonne conduite de « leurs » Gilets jaunes. Des dissensions locales apparaissent. Au rond-point des Trois-Rois, à Locminé, les gens sont agacés de ce qu'une lettre annonçant une trêve de fin d'année et signée par leurs prétendus représentants ait été diffusée sans leur avis : ils continuent donc à filtrer les véhicules.

Globalement, les liquidations de ronds-points se passent sans heurts mais vont laisser des traces pour les gens dont la légitimité (et la bonne conduite) constituait jusqu'ici un rempart presque magique. Ils découvrent que leur conception du pacifisme ne coïncide pas avec celle de l'État et que les flics jusqu'ici très sympathiques n'hésitent pas à appliquer les consignes d'évacuation.

À la suite de l'intervention de Macron à la télé, le pouvoir manie aussi la carotte. Il tente de répondre aux Gilets jaunes « respectables » sur la base de demandes diffuses et symboliques désamorçées. La compassion en lieu et place du mépris : Macron déclare « comprendre la souffrance » ; un geste sur le pouvoir d'achat : il revient partiellement sur quelques réformes iniques et accorde des miettes à certains ; une demande de participation citoyenne élargie : il lance son « grand débat ». Celui-ci vise à aspirer sur le terrain institutionnel les ébauches de structurations associatives qui apparaissent à la base, en s'appuyant sur les élus locaux, peu ciblés par la révolte. La logique de ces concessions – consistant avant tout en éléments de langage – est d'entériner la distinction entre les Gilets jaunes exprimant des demandes légitimes et prêts au dialogue, et les autres, supposés partisans du désordre pour le désordre. Les « citoyens » face aux « sauvages ».

Alors que le pouvoir tâche de manipuler les aspirations « citoyennes » à sa sauce, le mouvement, confronté à ses contradictions et à un certain épuisement de la dynamique de lutte, est amené à se poser la question de ses propres aspirations démocratiques. Dès lors qu'il s'agit de conjurer le risque d'un éclatement du peuple en intérêts de classe antagonistes, comment envisager une vraie rupture démocratique et citoyenne, qui changerait l'ordre des choses ? C'est durant cette période d'étiollement incertain de la fin décembre que la revendication d'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC) prend une importance centrale dans les revendications affichées des Gilets jaunes. Très vite, entre le 8 décembre et Noël, le RIC devient un mot d'ordre quasi universel. Il est porté haut et fort par des « intellectuels » plus ou moins liés à l'extrême droite et popularisés par internet, tel Étienne Chouard. Le RIC marque-t-il l'emprise de citoyennistes plus ou moins fascisants sur le

mouvement? On se rendra progressivement compte qu'il est certainement davantage un produit interne au mouvement, dont l'appropriation collective et individuelle s'opère finalement à toutes les sauces.

Renouer avec la protestation pacifique : l'offensive citoyenne

Ce sont eux les Gilets jaunes que j'aime. Des gens respectueux de la France qui n'aspirent qu'à vivre dignement de leur travail, sans rêve de lutte des classes ni de pillages urbains.

Charles-Emmanuel de Bourbon-Parme, qui honore de sa présence un pique-nique « Gilets jaunes » à Chambord, organisé en coordination avec la mairie, les gestionnaires du château et la gendarmerie, *Le Monde*, 23 février 2019.

L'évacuation des ronds-points porte un coup à la sociabilité de lutte quotidienne des Gilets jaunes. Elle intervient à un moment où l'affaïssement du rapport de force sur les lieux de blocage est patent, où les tiraillements, les scissions, les inimitiés sur les ronds-points sont au plus haut. Ces tensions complexes, souvent liées à des identités préexistantes, culturelles ou idéologiques, s'intègrent dans les contradictions de classe.

Par-delà ces inimitiés, la lutte essentielle qui traverse le peuple des ronds-points en décembre continue d'opposer la tendance « respectable », citoyenne, patronale et droitière, et une tendance aspirant à l'horizontalité et à la poursuite de la lutte au travers du rapport de force.

La première l'avait mise en sourdine alors que tout semblait prêt à basculer dans l'inconnu au début du mois de décembre, mais elle repasse à l'offensive quand la vague décline. Elle n'est plus perturbée par l'existence des ronds-points occupés nuit et jour, où les aspirants

représentants pouvaient toujours se faire conspirer. Ces derniers tentent alors de reprendre le contrôle du mouvement de manière un peu plus structurée que lors des semaines précédentes. En décembre et en janvier apparaissent ainsi des dizaines d'associations déclarées en préfecture, qui prétendent représenter les Gilets jaunes locaux. Certains de leurs porte-parole sont des notables installés, d'autres des aspirants notables plus ou moins farfelus. Les associations qu'ils créent semblent souvent avoir pour vocation essentielle de se constituer des clientèles et se positionner dans les politicailleries locales. Elles adoptent des positions favorables au « grand débat » et deviennent des interlocutrices pour les pouvoirs locaux, qui leur fournissent parfois des salles. Les assemblées générales de ces associations tentent souvent de remplacer les ronds-points comme lieux d'organisation des Gilets jaunes.

Dans certains bourgs, ce mouvement marque la fin de la dynamique de lutte. Alors que les blocages sont levés, les Gilets jaunes s'installent sur des terrains privés. Des gens continuent de se retrouver là pour partager des moments de sociabilité sans que ceux-ci s'accompagnent nécessairement d'une quelconque activité de lutte. La convivialité Gilet jaune se détache ainsi parfois de la conflictualité sociale. Dans ces petites villes, la dimension « gauloise », porteuse de ressentiment, peut à l'occasion s'exprimer sans être confrontée aux contradictions contenues dans la révolte. On verra encore de longs mois flotter des drapeaux français et des pancartes anti-taxes, et un imaginaire réactionnaire ou souverainiste pourra se déployer sans contre-feu.

La détermination est toujours là mais, ici, c'est la fin. Il y a trop de risques désormais. Ça fait plus de vingt fois que les forces de l'ordre interviennent. On a conscience que l'on ne peut plus continuer

*comme ça. On en est au vingt-septième jour, on est allé au bout.
Aujourd'hui, il est temps d'arrêter d'être sur les ronds-points.
Un Gilet jaune d'Istres, La Provence, 14 décembre 2018.*

Mais dans de nombreux autres bastions de cette France «périphérique» qui est sortie dans la rue en novembre, le mouvement de structuration associatif clarifie plutôt les contradictions au sein du mouvement. Il produit une polarisation entre ceux qui veulent «faire de la politique» et ceux qui veulent continuer à lutter. Ces derniers sont amenés à affronter les représentants autoproclamés, en empêchant leurs activités et en affirmant haut et fort qu'ils ne représentent pas le mouvement. Dès le mois de décembre, les assemblées générales des «associations Gilets jaunes» sont perturbées et donnent parfois lieu à des bagarres et des échanges d'insultes.



[D'après *Le Populaire du Centre*]

Limoges: organisateurs et casques de moto

À Limoges, les représentants autoproclamés du mouvement deviennent début décembre le «Collectif Citoyens 87». Ils renomment ainsi la page Facebook du 17 novembre pour mieux l'annexer, et ils créent une association qui a pour objet «la défense de l'intérêt des citoyens : privilégier toute action dont le pouvoir d'achat sera le centre ; organisation de manifestations citoyennes ; organisation de toute manifestation de collectes de fonds». À la suite de leur perte de contrôle le 29 novembre (voir page 64), ils ont renoncé à organiser des réunions publiques, mais nullement à négocier discrètement en tant que représentants. Néanmoins, parfois, il y a des fuites. Le 11 décembre au soir, l'agriculteur Lechevallier et le dj Buonocore se retrouvent dans un restaurant avec une quinzaine d'élus locaux : PC, PS, Debout la France, LREM, LR, RN – tout le monde est là. À quoi vise cette rencontre ? C'est ce

que veulent savoir des gens vêtus de gilets jaunes qui pénètrent soudain dans le restaurant. Mais des vigiles ont été embauchés pour sécuriser la rencontre : ça dégénère à coup « d’invectives et d’échanges de coups de casques de moto ». La rencontre est suspendue, car circule l’info que « des bandes appellent au rassemblement » – dixit Buonocore. Un Gilet jaune perturbateur explique : « Ces gens-là ne sont pas représentatifs du mouvement, ils n’ont aucune légitimité. Ils se disent apolitiques et organisent des réunions avec des politiques. C’est évident que ça allait finir comme ça. »

Le 5 janvier 2019, une nouvelle tentative de structuration politicienne est mise en échec : à Marseille, l’association « Gilets jaunes le mouvement » organise un raout sous le haut patronage de Bernard Tapie, dans les locaux de *La Provence*, avec le louche Christophe Chalença, la télévisuelle Ingrid Levavasseur et le crooner socialiste Hayk Shahinyan. Mais plus d’une centaine de Gilets jaunes les attendent dehors, scandant « Collabos ! » Les aspirants politiciens sont empêchés de parler aux journalistes et évacués par leurs vigiles.

Irréductibles ?

Nous ne reprendrons pas le cours normal de nos vies.

Macron, allocution du 10 décembre 2018.

Le 11 décembre 2018, sur le marché de Noël de Strasbourg, un « radicalisé » tire dans la foule, faisant cinq morts. Alors que l’affaire est grossièrement utilisée par le pouvoir – le gouvernement appelle à ne pas manifester par respect pour les victimes –, certaines figures médiatiques des Gilets jaunes évoquent l’idée que l’attentat aurait

été orchestré par l'État pour contrer le mouvement. Le pouvoir se frotte les mains : cela alimente son opération visant à opérer une division entre citoyens respectables (et raisonnables) et gueux complotistes irrécupérables.

Le samedi 15 décembre, c'est l'Acte v. Des manifestations ont lieu à nouveau dans toutes les villes, avec une participation moindre que les semaines précédentes (estimée à 66 000 personnes par l'État). Dans les principales villes, des dispositifs policiers particulièrement massifs contiennent les troubles. L'ordre est cette fois bel et bien maintenu dans la capitale. Le fantasme d'une montée insurrectionnelle sur les centres du pouvoir s'éloigne.

Le 22, la décrue se poursuit. Selon les chiffres policiers, la participation est presque deux fois moins élevée que la semaine précédente, soit 38 600 manifestants. Devant le Sacré-Cœur, un groupe entonne sous les caméras des chants antisémites, ce qui alimente encore la machine de décrédibilisation des « derniers irréductibles ». Un appel à bloquer les frontières est également suivi un peu partout, comme au Boulou, à la frontière espagnole, où de surprenants affrontements éclatent. Et puis, lors de cet Acte vi, ce sont à travers la France cinq préfectures (Nantes, Tours, Saint-Étienne, Bourg-en-Bresse, Carcassonne) qui sont, selon les dires du ministre Castaner, « attaquées » (il s'agit en fait de tentatives d'en forcer l'accès) : on est quand même loin d'un retour au calme.

Le 29 décembre encore, çà et là, des affrontements avec la police éclatent dans une quinzaine de grandes villes françaises : à Rouen, la porte de la Banque de France est incendiée ; à Limoges, la gare est envahie et les trains sont empêchés de circuler par des barricades enflammées.

Au cours de ces dernières semaines de décembre, alors que l'efficacité des blocages se réduit, le mouvement est

travaillé par des tendances contraires. Si la défaite semble bel et bien guetter, les velléités hebdomadaires à envahir les axes et à bloquer les flux demeurent fortes. De nombreuses opérations de blocage continuent de se dérouler, dans une ambiance souvent déterminée et bravache.



[Journal de lutte]

Péage de Pamiers, Ariège, 22 décembre 2018

Lors d'une manifestation assez massive (mille personnes au moins) à Foix, marquée par l'évidence qu'il faut « faire quelque chose » à chaque carrefour (par opposition aux marches syndicales), un groupe de 200 ou 300 personnes s'en va bloquer le tunnel de la voie rapide, pendant que le reste mange et boit en centre-ville. L'après-midi, il est décidé de « reprendre le péage » ; nous y allons. La boisson aidant sans doute un peu, la bande de cent personnes est excessivement joyeuse. Nous nous rendons à pied jusqu'au péage, où il n'y a qu'un fourgon de gendarmes. L'ambiance est formidable. Il n'est pas question de demander le moindre sou aux automobilistes (une constante du mouvement, liée au concept de « dignité » et au fait de ménager la sympathie des automobilistes) ; au moins neuf de ces derniers sur dix manifestent leur soutien avec fougue (sans blague).

Mais le temps se gâte et les gendarmes s'accumulent. Un gros groupe s'abrite sous la structure du péage, tandis que d'autres sont éparés sur les voies. Le gros groupe, craignant les gendarmes, exprime plusieurs fois sa volonté de partir. Les gens éparés, eux, veulent tenir, au moins jusqu'à l'arrivée des gendarmes ; le gros groupe dit « d'accord » (ce qui est, en soi, remarquable : l'unité passe avant tout). Au bout d'un moment, les gendarmes arrivent et annoncent que, « comme tout se passe bien », on peut rester jusqu'à dix-sept heures. En fait, on sait bien que c'est parce qu'il y a une émeute importante en cours à Toulouse, et on apprend en outre que les flics de réserve sont partis à Carcassonne, où les gens ont essayé de brûler

la préfecture: les gendarmes ariégeois savent dès lors qu'ils n'auront pas de renfort aujourd'hui. Mais ça nous agace de rester avec la bénédiction des flics: après discussion, il est décidé de partir tout de suite, sans attendre leur ultimatum. Il s'agit d'une réaction de « sales gosses »: de fait, les gendarmes sont assez agacés eux-mêmes, d'autant qu'ils essaient vainement de nous faire partir par des petits chemins; nous partons par l'autoroute, tous ensemble. L'un d'entre nous supplie les autres de bloquer « juste un peu » l'autoroute; malgré la lassitude et la crainte de la répression, on accède à sa demande. Tout ça est vraiment très sympathique. Ensuite, on bloquera encore plusieurs ronds-points. Demeure de ce samedi une énergie stupéfiante, une joie d'agir, plein de femmes seules ou ayant « traîné leurs maris », une cohésion et une volonté de rester unis à tout prix, une irrévérence et une insolence terribles.

Le 31 décembre, les Gilets jaunes réveillent sur le même péage de Pamiers, lequel subit une tentative d'incendie. Un peu partout, en effet, les Gilets jaunes se sont donné rendez-vous ce soir-là, pour célébrer la Saint-Sylvestre ensemble, sur les ronds-points, les péages, les Champs-Élysées: les camarades de lutte, en à peine un mois, sont parfois devenus une compagnie préférable à celle de la famille, une institution que pourtant le mouvement n'a jamais remise en cause.

Ces Gilets jaunes sont-ils les derniers irréductibles, plus ou moins obsédés par le RIC, qui refusent de rentrer chez eux, alors que le mouvement est entré dans une phase de neutralisation citoyenne voire populiste? Le croire serait ne pas prêter attention à un autre phénomène qui travaille en parallèle du reflux des dynamiques de lutte sur les ronds-points et des blocages: l'urbanisation progressive du mouvement.

Reconfiguration des forces et retour de flamme

Dans la deuxième quinzaine de décembre, alors que le nombre global de manifestants est très en déclin sur l'ensemble du territoire, la fréquentation des manifestations dans les grandes villes suit souvent la courbe inverse. Si Paris semble plus ou moins déserté, c'est durant cette période que se constituent la plupart des bastions urbains des Gilets jaunes : Toulouse, Bordeaux, Nantes, Rennes, Dijon, Marseille, Lyon, etc. Montpellier rejoindra la liste en janvier... Dans ces villes, le nombre de manifestants le samedi ne faiblit pas ; souvent même il augmente. Au cours de cette période de « reflux » s'ancre ainsi la pratique des manifestations erratiques en centre-ville du samedi, qui va se poursuivre durant de longues semaines en 2019. Une forme de relais s'opère discrètement : le cœur de la conflictualité portée par le mouvement se déplace des ronds-points aux centres-villes gentrifiés.

Le 5 janvier 2019, avec l'Acte VIII, ce mouvement de bascule se traduit clairement dans les faits. La participation aux manifestations est en hausse (le ministère de l'Intérieur parle de 50 000 manifestants) et l'opération d'institutionnalisation et de décrédibilisation des « derniers irréductibles » apparaît comme un échec. En province, les manifestations sont massives et des émeutes ont lieu à Bordeaux, Toulouse, Rouen, Épinal, Caen, Perpignan, Dijon, Lyon, Tours, Beauvais, La Rochelle, Toulon, Montpellier, Le Mans, Lille, Besançon, Saint-Étienne, Cherbourg, Saint-Nazaire, Nantes, Valenciennes, Troyes, etc. À Paris, passant devant l'annexe du ministère de l'Économie et des Finances, les manifestants défoncent la porte cochère à l'aide d'un transpalette. Le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, qui y donnait alors une interview au *Monde*, est exfiltré du lieu. Le même jour, les images d'un

ancien boxeur pro, Christophe Dettinger, qui cogne à mains nues des gendarmes mobiles lourdement harnachés et les fait reculer, font le tour des médias.



[Journal de lutte]

Paris, Acte VIII, 5 janvier 2019

Une foule bigarrée et joyeuse, ignorante de la géographie des beaux quartiers, déambule au son de Paris en colère de Mireille Mathieu dans les rues du septième arrondissement. À quelques centaines de mètres de là, Christophe Dettinger a déjà conquis une notoriété bien au-delà du milieu de la boxe et un chariot élévateur, propulsé sur les portes du ministère du triste Griveaux, s'est fait connaître en dehors du milieu du BTP. Arrivés rue Cler, certains Gilets jaunes libèrent des bouteilles de champagne d'une épicerie de luxe où elles étaient détenues avant d'en asperger copieusement les devantures de magasin et les clients effarés, dont certains s'obligent à sourire à la populace. Celle-ci entonne comme un seul homme le slogan « Révolution ! Révolution ! »

En 2019, « même si Macron le veut pas », les Gilets jaunes sont toujours là. Les 12 et 19 janvier confirmeront la « reprise » avec, selon la police, 84 000 manifestants à chaque fois. Mais entre novembre-décembre 2018 et la reprise de 2019, la composition du mouvement a imperceptiblement changé : ceux qui participent à la lutte en janvier ne sont pas toujours ceux qui étaient là le 17 novembre. Consécutivement à la montée insurrectionnelle de début décembre, une reconfiguration des forces sociales et politiques qui s'expriment en son sein s'est opérée.

Personne ne songerait plus à qualifier, en janvier, les Gilets jaunes comme un « mouvement d'automobilistes ».

Une nouvelle catégorie s'est engouffrée dans la révolte : elle est constituée de prolétaires urbains, plus jeunes, plus précaires, moins attachés à la « valeur travail » que les Gilets jaunes de la première heure. Ils n'ont pas forcément expérimenté les sociabilités quotidiennes des ronds-points, mais ils sortent en ville le samedi manifester, et éventuellement casser des vitrines et affronter la police.

Par ailleurs, avec la renaissance de janvier, un glissement politique est également à l'œuvre. Les militants politiques familiers des mouvements sociaux, d'abord totalement extérieurs au mouvement, finissent par s'y mêler et l'influencer. En 2019, la gauche mouvementiste s'engage aux côtés du peuple des ronds-points dans sa demande de justice sociale et de démocratie, tandis que la composante ultragauche et « cortège de tête » appuie le développement de ce mouvement prolétarien qui s'exprime dans les centres urbains par l'émeute. En décembre, ces forces militantes étaient sorties dans la rue ; mais ce compagnonnage s'apparentait encore à un cheminement parallèle. En janvier, une forme étrange d'alliance se noue.

Dans ce deuxième moment du mouvement, les pratiques produites de manière « sauvage » dans les premières semaines se modifient sensiblement : elles entrent dans une formalisation et une temporalité nouvelles. Le mouvement des Gilets jaunes devient essentiellement un mouvement du samedi, même si ce rythme hebdomadaire se conjugue avec les actions de la semaine et des occupations permanentes. Dès lors que la révolte n'a pas tout submergé dans le moment de sa croissance au cours du mois de décembre, une dynamique s'installe au fil des semaines de janvier, permettant à la confrontation avec le pouvoir de durer sans intervenir sur le quotidien du travail. Cette temporalité est familière

aux forces militantes de gauche : c'est autour du moment « manif » que se structure désormais la lutte, avec ses groupes action, antirépression, ses *street-medics*, etc. Dans le même temps, l'horizontalité portée par le mouvement depuis le début dépasse la farce sans cesse rejouée du rejet des représentants autoproclamés, en se dotant de la seule forme de délibération adéquate à cette aspiration : l'assemblée.

Cette coloration de mouvement social, à l'origine extérieure à la sociologie des Gilets jaunes, permet à la lutte de se trouver de nouveaux alliés : les classes moyennes progressistes, jusqu'ici circonspectes voire méprisantes.

5. Devenir un mouvement social
(5 janvier - 5 février)



Affronter la répression

Le devenir mouvement social de la révolte des Gilets jaunes est une dynamique à la fois exogène et endogène. Exogène car elle est largement portée par des militants et des individus pour la plupart extérieurs à la lutte à ses débuts; endogène car, au fil des semaines, les Gilets jaunes sont amenés à s'organiser selon des formes qui, pour être porteuses d'idéologies souvent extérieures au mouvement, apparaissent aussi et avant tout comme des outils permettant d'ancrer la dynamique dans la durée, d'affronter la machinerie contre-révolutionnaire de l'État, de produire un discours public relayé par les médias, de gagner des soutiens.

Le rapport à la répression est symptomatique de cette évolution. En novembre, les Gilets jaunes espéraient que les policiers les rejoignent; en décembre, alors même que les affrontements étaient massifs, on ne rencontrait guère de discours public centré sur la répression et les violences policières. En janvier commencent à émerger un discours et des pratiques d'organisation autour de ces questions: ciblant la répression comme la manifestation d'un dysfonctionnement majeur de l'ordre social, la police apparaît désormais comme une force étrangère au peuple, au service des classes dominantes (quelle que soit leur appellation), face à laquelle il convient de s'organiser collectivement et de déployer des pratiques de solidarité. Jusque-là, l'inexpérience et le manque de structures du mouvement naissant rendaient ardue la solidarité: comment faire pour soutenir quelqu'un qu'on voyait se faire arrêter dans une manif ou sur un blocage de province tournant au vinaigre? Pour répondre à ce problème, les Gilets jaunes commencent à s'organiser et, pour ce faire, à écouter ceux qui ont de l'expérience dans ce domaine.



[D'après *La Provence*]

Rassemblements contre la répression dans le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône, janvier 2019

Le 5 janvier, 400 Gilets jaunes d'Avignon se réunissent devant le palais de Justice pour soutenir Abdel, un de leurs « animateurs » locaux, convoqué par la gendarmerie la veille et mis en garde à vue. Le 13 janvier, une vingtaine de Gilets jaunes se rassemblent devant le commissariat en réaction aux arrestations survenues la veille lors de la manifestation. Le 14 janvier, à Orange, une quinzaine de Gilets jaunes accompagnent un des leurs à une convocation à la gendarmerie. Le 15 janvier, la même solidarité s'exprime à Arles lors d'une convocation. À Aix, le même jour, se déroule un rassemblement de soutien à tous ceux « qui ont été blessés par des policiers ou condamnés par la justice ». Le 26 janvier a lieu une manifestation devant la prison du Pontet près d'Avignon « en soutien aux Gilets jaunes de France qui sont emprisonnés ou en garde à vue, contre les violences policières et pour le droit à manifester ».

Terrorisant, blessant, enfermant, mais solidarissant les Gilets jaunes dans une indignation commune, la répression a ainsi pour effet « collatéral » de rapprocher naturellement les nouveaux venus et les habitués des mouvements sociaux. Ces derniers considèrent déjà les forces de l'ordre comme des ennemis dans le cadre des luttes sociales et ont une expérience de la répression policière et judiciaire. Une transmission va donc s'opérer sur ce terrain-là, qui devient un aspect essentiel de l'organisation au sein du mouvement. Désormais, les manifestations rendent hommage aux blessés, réclament, parfois devant les prisons, la libération des personnes incarcérées, pointent les violences policières et leur impunité. L'usage massif du LBD par les forces de l'ordre suscite des polémiques virulentes, relayées par les médias à partir de la deuxième semaine de

janvier. Des actions sont organisées devant les usines qui fabriquent des armes de la police, en particulier celle d'Alsetex dans la Sarthe, à partir de décembre et régulièrement ensuite. Des manifestations de blessés et de mutilés par la police sont organisées. Le 1^{er} février, le Conseil d'État rejette cependant l'interdiction du LBD-40, et la polémique continue les mois suivants.

Le discours sur les violences policières et la répression permet par ailleurs de souder derrière le mouvement l'opinion publique « de gauche ». Celle-ci est en effet habituée à s'identifier à des manifestants globalement pacifiques faisant face à un appareil répressif perçu comme disproportionné.



[D'après *Le Monde* et *L'Envolée*¹²]

La machine répressive en 2019

Les chiffres de la répression policière et judiciaire en décembre ont fait voler en éclats les records précédents. Après les « concessions » du 10 décembre, les Gilets jaunes sont considérés comme illégitimes et la répression frappe sans distinction ni ménagement.

Le gouvernement assume ainsi des atteintes de plus en plus claires au droit de manifester. Les interdictions de paraître dans un périmètre ou dans une ville se systématisent. Après quelques débats, une (énième) loi « anticasseurs » est adoptée le 5 février : elle permet aux préfets de prononcer des interdictions de manifester à l'endroit d'individus supposés dangereux, autorise les fouilles systématiques aux abords des rassemblements, pénalise lourdement le seul fait de dissimuler son visage. Surtout, alors même que la police n'est plus débordée comme elle l'était dans la première quinzaine de décembre, la brutalité du maintien de l'ordre apparaît maintenant de manière flagrante.

12. *L'Envolée* est un journal anticarcéral dont le numéro 50, sorti en juin 2019, est consacré à la répression envers les Gilets jaunes. Voir aussi www.lenvolee.net.

Dans ce contexte, « en blesser un pour en terroriser mille » devient la stratégie policière de base. Le recours à la force est impressionnant et unique dans le monde des démocraties dites « libérales » : des dizaines de milliers de grenades lacrymogènes, des milliers de tirs de LBD, des grenades offensives envoyées sans discernement dans la foule, etc. Les armes prétendent « non létales » prélèvent un lourd tribut parmi les Gilets jaunes. Au 5 juillet 2019, le journaliste David Dufresne recensait sur son site internet, www.davduf.net, environ 600 manifestants gravement blessés : une personne tuée par la police, 314 blessures graves à la tête, 24 yeux perdus, 5 mains arrachées, etc.

Le profil des personnes incarcérées et surtout atteintes physiquement alimente le scandale : elles n'appartiennent nullement aux catégories de population habituellement concernées par les tirs de flashball – prolétaires racisés ou gauchistes. Il s'agit massivement de Gilets jaunes « de base », d'« honnêtes travailleurs », voire de retraités, qui ont le simple tort de sortir manifester. C'est même parfois pour n'avoir rien fait du tout que les gens sont condamnés. Les exemples abondent de peines assez lourdes pour des appels au blocage sur les réseaux sociaux, des SMS, etc. Un Gilet jaune est ainsi arrêté pour avoir posté sur Facebook le message « Barbecue samedi, poulets à volonté ».

Au 4 octobre 2019, les chiffres officiels font état de 10 718 gardes à vue depuis le 17 novembre 2018, ayant conduit à la condamnation en justice de 3 100 Gilets jaunes. Mille peines de prison ferme (dont 400 avec mandat de dépôt) ont été prononcées, soit 9,3 % des gardes à vue. La comparaison est difficile, mais pas inutile : il y avait eu 896 gardes à vue et 32 peines de prison ferme (3,5 %) au cours du mouvement contre la loi Travail en 2016 ; 4 402 gardes à vue et 763 peines de prison ferme (17,3 %) pendant les émeutes de 2005.

Les motifs d'arrestation pénalisent le plus souvent la seule présence en manifestation. C'est le délit de « participation à un groupement en vue de commettre un crime ou un délit » qui est le plus utilisé au fil du mouvement : les juges peuvent

.....
condamner le simple fait d'être présent à un rassemblement de Gilets jaunes, voire d'avoir eu l'intention de s'y rendre. Les condamnations en justice concernent massivement des jeunes prolétaires ; et le mépris de classe de la justice s'exprime avec violence, dans le but d'obtenir la contrition des inculpés. Les interdictions de manifestation pleuvent : la contrepartie au fait d'échapper à la prison, c'est de reconnaître l'illégitimité de la protestation, de retourner au turbin en faisant profil bas.

Le rapport à la répression est donc un point de convergence majeur entre Gilets jaunes et militants. Mais s'y joue aussi en pointillé une rencontre plus étonnante, venant contredire tout ce qui était attendu de ce mouvement quelques mois plus tôt : une rencontre entre Gilets jaunes et prolétaires racisés des quartiers populaires. Car la condition de gibier à flic et à juge, que découvrent de manière soudaine et stupéfaite des prolétaires blancs à l'identité souvent bien ancrée d'« honnête travailleur », révèle un élargissement du traitement habituellement réservé aux quartiers populaires – à ses habitants surnuméraires et racisés, exclus du marché du travail formel, considérés comme une menace sociale et gouvernés à coups de matraque depuis des décennies. Au début du mouvement, le regard des premiers sur les seconds, malgré quelques rencontres dans le cadre des manifestations, demeurait souvent marqué par l'idée d'une altérité d'ordre identitaire et culturelle (« nous, les travailleurs » *versus* « eux, les racailles des banlieues »). Un dépassement de ce rapport à l'altérité se fait discrètement jour au fil du temps mais reste toutefois latent, tant les vécus, les imaginaires et les conditions matérielles subies par ces deux segments du prolétariat diffèrent.

Le 13 février, après qu'un manifestant d'Argenteuil a perdu sa main, arrachée par un tir de grenade, une

marche réunissant plusieurs centaines de participants est organisée dans la ville conjointement par les Gilets jaunes du Val d'Oise, les collectifs « Vérité et justice pour Ali Ziri¹³ » et « Argenteuil-Stop-Violences-Policières ».

Cette rencontre se prolongera dans la période de reflux du mouvement, essentiellement en région parisienne : le 8 juin, une manifestation d'un millier de personnes intitulée « Gilets jaunes en banlieue, Acte 1 » traverse la Seine-Saint-Denis derrière une banderole portant l'inscription « Ni oubli ni pardon 2005-2019 » (en référence à la date de la mort des adolescents Zyed et Bouna, décédés dans un transformateur électrique à Clichy-sous-Bois en 2005 alors qu'ils fuyaient la police). Cette marche se termine par des affrontements devant la préfecture de Bobigny. Le 20 juillet, à Beaumont-sur-Oise, l'Acte xxxvi des Gilets jaunes réunit des milliers de personnes pour commémorer le meurtre d'Adama Traoré par la police trois ans plus tôt. Une prise de parole symbolise ces tentatives de reconnaissance mutuelle, celle de Fly Rider : « Je m'excuse parce que depuis des années vous vivez des choses qu'on vit depuis neuf mois [...] Pardon de ne pas avoir su, pardon de ne pas avoir entendu, pardon d'avoir cru ce que les médias disaient. »



[Journal de lutte]
Gilets jaunes et «voyou»

Fin janvier, une manif en centre-ville d'Alès. Pas grand monde, 200 ou 300 personnes peut-être. Le cortège se dissout devant la mairie. Je discute avec deux femmes d'une

13. Ouvrier à la retraite, Ali Ziri est mort le 9 juin 2009 à Argenteuil lors d'une garde à vue. La responsabilité des flics, qui avaient employé une technique d'immobilisation « par pliage », est mise en cause. Après deux non-lieux en 2012 et en 2016, la Cour européenne des droits de l'homme condamne la France pour « négligence » en 2018.

cinquantaîne d'années mobilisées depuis le début du mouvement, qui continuent de maintenir une présence sur un rond-point en dehors de la ville. Elles sont amères. Le rond-point est déserté. Elles disent que les gens soutiennent mais ne font rien, ne viennent plus, et qu'à cause de leur égoïsme on va perdre.

L'une d'elles dit : « Et puis les voyous, dans leurs cités, ils en profitent bien. Grâce à nous, la police ne les embête plus et ils peuvent faire leurs business tranquillement. C'est d'eux que les flics devraient s'occuper au lieu de nous réprimer. » Je lui dis que les gens dans les cités, ça fait des années et des années qu'ils subissent le harcèlement de la police et les tirs de LBD dans les tas sans que la plupart des gens qui sont ici ne s'en préoccupent, que le deal c'est souvent un pauvre moyen de survie, risqué et peu rentable pour les petites mains, que les habitants des cités sont des gens pour qui les fins de mois sont plus difficiles que la plupart d'entre nous, qu'ils n'ont souvent même pas de bagnole pour rejoindre un rond-point.

La dame approuve totalement. Elle dit : « C'est exactement ça, voilà à quoi en sont réduits les gens pendant que le gouvernement supprime l'ISF, c'est honteux. »

SO et fachos à l'offensive

Durant tout le parcours, on nous a reproché d'avoir déposé une manif. Cela commençait à être tendu à chaque intersection où des gens voulaient prendre d'autres rues.

Un « organisateur » de la manifestation du 26 janvier 2019 à Lyon (qui annonce dans la foulée cesser de vouloir organiser quoi que ce soit), Rue89Lyon.

En janvier, les tenants de l'encadrement citoyen et droitier du mouvement lancent une offensive urbaine, qui a pour enjeu le contrôle des manifestations.

La lutte se joue essentiellement sur la question des déclarations en préfecture et de la constitution de services d'ordre. Pour les forces petites-patronales, en l'occurrence épaulées par des éléments fascistes, il s'agit, dans le contexte du reflux de la vague émeutière de décembre, d'une tentative désespérée pour rétablir une alliance réactionnaire sur la question des taxes entre prolétaires et boutiquiers. La condition de possibilité première d'une telle alliance est bien sûr de maintenir la bonne marche du commerce – autrement dit « la sécurité ». Il s'agit donc de pacifier les manifestations, de mettre fin aux déambulations sauvages qui s'accompagnent d'affrontements et parfois de casse.

À Paris, le 5 janvier s'était inscrit dans la continuité des samedis de décembre, avec une foule diffuse se répandant dans les beaux quartiers pour y semer un désordre bon enfant, et se heurtant naturellement à la police. Mais chaque samedi suivant, un – voire plusieurs – cortège est déposé, et un service d'ordre arborant brassards blancs et bérets de légionnaires fait son apparition, composé entre autres d'anciens mercenaires, combattants volontaires au Donbass pour certains. Cette campagne droitière se prolonge du 12 janvier (Acte IX) au 9 février (Acte XIII). Durant cette période, des parcours sont déposés et souvent suivis, et les affrontements n'éclatent qu'en fin de manifestation : en somme, un retour au schéma « classique » manif-débordement. Les trajets s'éloignent de plus en plus des beaux quartiers, et rapprochent les manifestants des zones habituelles de la contestation parisienne (Bastille, République, etc.).

Dans le même temps se déploie une dernière offensive néofasciste : alors qu'ils cheminent localement avec les services d'ordre, militants identitaires, nationalistes, royalistes et néonazis montrent des velléités d'affrontement avec les « gauchistes » au sein des cortèges.

Le 26 janvier, à Paris, des militants du NPA sont violemment attaqués par les Zouaves, groupuscule d'extrême droite. Le 9 février, après plusieurs samedis de confrontation, une spectaculaire bagarre oppose à Lyon militants d'extrême droite et antifascistes – tous en gilet jaune. La gauche prend le dessus ; par la suite les groupes d'extrême droite structurés se feront plus discrets dans les manifs. La défaite semble consommée pour les « fachos ». Elle est le produit de l'affrontement avec les forces de gauche, mais elle est aussi structurelle : si l'extrême droite ne parvient pas à s'implanter dans le mouvement, c'est avant tout parce qu'elle n'a pas su se dépêtrer de son rapport contradictoire à l'ordre.

De manière concomitante, l'offensive de pacification des cortèges se solde par un échec. Les tentatives de conciliation avec les forces de police – auxquelles participent services d'ordre et déclarations en préfecture – sont désormais vouées à l'échec. À Toulouse, la manif déclarée du 2 février réunit quarante personnes, contre plusieurs milliers dans le cortège « sauvage ». Le 9 février, la manifestation parisienne, déambulant dans les beaux quartiers, redevient sauvage, affronte la police, détruit des marchandises sur son passage. Un manifestant a la main arrachée devant l'Assemblée nationale ; les gouvernants s'insurgent de l'incendie d'une voiture militaire de l'opération Sentinelle. C'est la fin des services d'ordre, à Paris comme dans la plupart des villes de province. Les déambulations à tendance émeutière prennent le dessus face aux velléités d'encadrement : la manif typique est désormais constituée de cortèges non structurés, se séparant et se retrouvant d'eux-mêmes, stagnant parfois de longs moments dans le calme, provoquant quelques dégâts sur leur passage.

À la différence des grandes émeutes de décembre, ce ne sont que rarement des moments offensifs qui cherchent

l'affrontement. Mais la police, face à ces déambulations, est particulièrement belliqueuse. Elle gaze tout le monde sans vergogne, et tire dans le tas à coups de LBD. En réponse, le slogan « Tout le monde déteste la police ! » échappe à ses origines d'ultra-gauche et se diffuse dans les cortèges des grandes villes. Et les Gilets jaunes, collectivement et systématiquement, résistent à la police. Alors que la manifestation est rendue illégitime par le pouvoir, tout un chacun intériorise désormais que l'acte même de manifester induit de s'opposer aux forces de l'ordre.



[Journal de lutte]
Toulouse, 19 janvier

C'est l'Acte x. Nous arrivons après l'heure, comme il est d'usage. Rapidement se forme un cortège, relativement plan-plan. Nous circulons « librement », les flics observent tout de même d'assez loin, se contentant globalement de fermer certaines directions. Nous faisons deux grands tours du centre-ville, nous arrêtant longuement au Capitole, où les blindés n'empêchent pas les gens de taguer le monument historique, dans une ambiance bon enfant : cette semaine, pas de croix gammée, mais un graffiti à la mémoire de Rosa Luxemburg, tuée il y a cent ans. De retour sur les boulevards, réunis à François-Verdier pour une minute de silence en mémoire des morts du mouvement, nous sommes soudain violemment gazés, sans que l'on sache pourquoi (si on peut jamais le savoir). Nous repartons donc sur les boulevards mais, cette fois, un black bloc s'est constitué qui, systématiquement, sous les acclamations ou du moins avec l'approbation visible des gens, casse toutes les vitrines liées de près ou de loin à l'argent (et il y en a pas mal, compagnies d'assurances, banques, agences immobilières, etc.). Arrivés à Arnaud-Bernard, il se décide (sans que l'on sache bien comment) d'aller en

..... direction du commissariat. À peine arrivés au pont du canal, les flics bloquent. Une barricade se monte vite, mais les flics chargent vivement et disloquent la troupe de Gilets jaunes, la pourchassant à coups de flashball. L'émeute se poursuit vers le Capitole, dans les ruelles, et dure encore un peu le soir. Une banque est entièrement détruite.

Assemblées de ville

Les «gens des ronds-points», les prolétaires urbains et les militants politiques habitués des luttes sociales se rencontrent avant tout dans la pratique commune des manifestations – dans les réflexes de solidarité qui s'y déploient, dans le partage de slogans et de conversations, dans l'autodéfense face à la police. Mais janvier est aussi le moment où se constituent dans les grandes villes des assemblées qui, un temps au moins, vont bel et bien permettre à ces différentes catégories de se rencontrer.

Ces assemblées sont généralement initiées par les forces qui ont rejoint le mouvement début décembre, sur des bases politiques qui leur sont familières. Parfois, elles semblent demeurer à côté du mouvement – expression de la seule frange militante dont l'entre-soi tient à distance les Gilets jaunes qui ne sont pas rompus aux luttes sociales. C'est le cas à Paris, où les assemblées émanent des tendances mouvementistes de la gauche, voire des partis comme La France insoumise ; mais Paris est un cas particulier : un terrain d'affrontement davantage qu'une base du mouvement.

Dans d'autres villes, en particulier dans celles qui sont en train de se constituer comme des épicycles du mouvement (Toulouse ou Montpellier, par exemple), ces assemblées vont apparaître comme un espace de rencontre réel entre les différentes composantes en lutte qui se côtoient le samedi en manif. Si les clivages demeurent

bien marqués et manifestent l'existence de contradictions importantes quant aux modes de sociabilité qui coexistent au sein du mouvement, une forme de circulation s'établit. Elle n'est pas dénuée de rapports de force, opérants essentiellement sur des enjeux de langage et de capital culturel, et sur une distinction entre « ceux qui font de la politique » et ceux qui n'en font pas. Mais il est indéniable que cette rencontre dans les assemblées alimente l'organisation de la lutte sur plusieurs aspects : l'antirépression, l'organisation contre la police en manif, et les actions de blocage.



[Journal de lutte]

Une assemblée à Montpellier

Début janvier, le mouvement trouve une énergie nouvelle à Montpellier. Je m'y rends à plusieurs reprises, essentiellement pour les manifs du samedi.

Le 5 janvier, l'Acte VIII rassemble plusieurs milliers de personnes qui se répandent dans le centre-ville, forcent les cordons de flics, investissent la gare et interrompent le trafic ferroviaire.

En soirée, on se dirige vers le tribunal et les affrontements avec la police durent plusieurs heures. Les copains qui vivent dans la ville sont les premiers surpris. Ils considèrent que, davantage qu'une continuation, c'est le début de quelque chose à Montpellier. En décembre, si les blocages dans l'Hérault demeuraient massifs, les manifs en ville réunissaient peu de monde et elles restaient calmes. La courbe ascendante du mouvement semble ainsi résulter d'une forme de transfert, lié à l'affaiblissement de la dynamique de lutte dans l'arrière-pays : les gens qui jusqu'ici bloquaient le samedi les axes routiers et les centres commerciaux dans les zones rurales et périurbaines « descendent » sur Montpellier. Dans ce contexte, une forme de convergence et de rencontre semble s'opérer entre ces Gilets jaunes originels et des gens de la ville qui entrent dans le mouvement en janvier

– militants, jeunes tendance «cortège de tête», prolos en colère de toute sorte.

Depuis le 16 décembre, une assemblée de ville se réunit chaque dimanche. Elle grossit début janvier, et se tient dans le centre commercial Odysseum, en périphérie de la ville, sur la place des Grands-Hommes – une sorte d'arène, plantée au milieu de parcs d'attraction et de McDonald's, où trônent les statues de Mao, de Lénine, de Churchill, de De Gaulle, de Gandhi, etc. Le 13 janvier, après un Acte IX où c'est Nîmes qui a été le théâtre d'une manif-émeute, deux cents personnes environ se trouvent réunies sur cette place avec, derrière eux, Mao affublé d'un gilet jaune.

Je suis là – un peu en touriste car j'habite assez loin de la ville. Les participants à l'assemblée sont assis sur des gradins, des tours de parole sont notés et les intervenants se succèdent à la sono. L'assemblée est formalisée de manière outrancière, dans un souci affiché d'horizontalité («personne ne prend le pouvoir»). Aux manettes de l'assemblée, on trouve un certain nombre de jeunes militants : Unef, NPA, anars d'orgas. Toutefois, leur agenda politique n'est pas clair – sans doute se considèrent-ils avant tout comme étant au service de la lutte. Quant aux gens présents, outre les militants, on note un certain nombre de jeunes propres sur eux – des étudiants, des classes moyennes de gauche – mais aussi beaucoup de retraités, un certain nombre d'hurluberlus, et aussi quelques personnes venues du périurbain très mobilisé en novembre-décembre : Saint-Jean-de-Védas, Lunel, Vendargues...

Ces Gilets jaunes «des origines», parmi lesquels beaucoup de femmes et peu de jeunes, semblent peu ou prou là pour «représenter» leur groupe de lutte local à l'assemblée montpelliéraine. Dans leurs interventions, ils apportent beaucoup de pêche, et c'est aussi avec eux que la discussion se noue avec le plus de facilité : l'envie d'en découdre et de «gagner» est clairement là. Le mouvement marquant le pas chez eux du fait de la répression et des divisions, ils sont contents de voir qu'il y a beaucoup

de gens et de l'énergie dans les manifs urbaines. Mais, alors que les gauchistes appellent à des actions gauchistes en ville, les Gilets jaunes venus des ronds-points annoncent un autre calendrier d'actions de blocage dans le périurbain. Appellent-ils les gens de l'assemblée à les rejoindre? Pas vraiment, il y a une réticence: ils prennent des numéros, disent qu'ils informeront par Facebook, etc. Ces deux univers de lutte, l'urbain et le rural/périurbain, semblent fonctionner en bonne intelligence dans les manifs, mais ils ne semblent pas amenés à fusionner leur quotidien de lutte – à ce stade en tout cas.

Des gens disent des choses parfois opposées et sont applaudis par les mêmes personnes. La proposition d'accueillir un universitaire voulant étudier les Gilets jaunes est rejetée dans une bronca presque unanime malgré les récriminations d'un bourge de gauche. Des flics sont repérés sur la passerelle d'un bâtiment qui surplombe l'arène: toute l'assemblée se lève pour les huer jusqu'à ce qu'ils quittent les lieux. De nombreuses interventions complotistes ou farfelues. Ça brode un peu sur la convergence des luttes (des syndicalistes sont là). En dehors du formalisme stérile, le cornacage militant ne prend guère. Il n'y a pas là non plus l'énergie sauvage du mouvement. On peut avoir l'impression que tout ça brasse du vent. Mais il faut que tous ces gens se jaugent et comprennent un tant soit peu qui est qui, qui est quoi. Cette assemblée, où personne ne cherche vraiment à prendre le pouvoir, davantage qu'un espace d'organisation, est un espace d'autocompréhension du mouvement.

Dans les semaines suivantes, après des tergiversations, les assemblées montpelliéraines seront déplacées en centre-ville – entérinant leur caractère urbain de gauche. Mais dans le même temps elles périliteront – plus vite que les manifestations qui, elles, demeureront dynamiques encore des mois. Ces assemblées de janvier n'en auront pas moins représenté un moment de rencontre important.

L'heure de gloire des assemblées urbaines est donc de courte durée : progressivement, courant février, elles deviennent des espaces de plus en plus investis par les militants politisés. Elles scissionnent, se divisent, se vident. Mais, à l'écart de ces assemblées, des rencontres ont bel et bien eu lieu. Des collectifs contre la répression sont montés, établissant le suivi des arrestations. Des caisses de solidarité sont mises en place pour envoyer de l'argent aux Gilets jaunes incarcérés. Les militants qui initient ces collectifs (souvent issus de la mouvance ultragauche) apparaissent, dans le domaine de l'« antirép », comme des « gens bien », et non comme des politicards potentiellement manipulateurs. Les Gilets jaunes peu habitués au contact avec la police et la justice découvrent leur « expertise », qui étonne mais qui souvent est la bienvenue. Au sein de ces collectifs, les soupçons exprimés par les prolétaires en gilet jaune à l'endroit de « ceux qui font de la politique » s'atténuent. À l'inverse, les militants qui s'y investissent pleinement cessent de se situer « à côté » de la lutte menée par des gens qui semblaient à l'origine bien loin d'eux¹⁴. Ces différents groupes d'individus commencent à vraiment lutter ensemble.

La structuration assembléiste

Les dynamiques de rencontre qu'on vient d'évoquer concernent essentiellement les grandes villes. Mais certaines des bases premières des Gilets jaunes, périurbaines et rurales, sont elles aussi gagnées en janvier par une dynamique assembléiste et une coloration politique qui se « gauchise » sensiblement. Face aux tentatives de pacification, ceux qui aspirent à lutter vont trouver un appui

14. Ces militants sont nombreux autour des auteurs de ce livre : nous nous faisons souvent l'écho de ce qu'ils nous ont raconté.

dans une sorte de contre-structuration du mouvement, auto-organisée et tournée vers les « actions » – terme lui-même issu du militantisme de mouvement social qui pénètre peu à peu la lutte des Gilets jaunes.

La formalisation des collectifs locaux en assemblées après plusieurs semaines de lutte n'est pas sans poser de questions quant aux formes d'organisation et de délibération qui leur préexistaient. Le plus souvent, quand on a posé la question aux « anciens » sur les modes de fonctionnement de novembre, la réponse donnée a été la suivante : « C'était le bordel ». Dans les récits, ce « bordel » apparaît comme une force et une faiblesse, porteur à la fois de consensus et de conflits ; il était alors absorbé par le foisonnement des blocages et par l'énergie des mouvements de foule ; il était même bien souvent une source d'efficacité dans la spontanéité. Dans les premiers jours du mouvement, les moments délibératifs étaient peu formalisés et imbriqués dans l'action.

Mais, assez vite, des appels à des réunions loin des ronds-points ont circulé, débouchant souvent sur la création des associations en décembre. Ainsi les premières « assemblées », tenues dans des salles ou des cafés, ne sont que rarement des espaces horizontaux, au contraire des ronds-points. C'est après l'évacuation des ronds-points que la « base » du mouvement, un peu partout privée de son lieu naturel d'organisation et de délibération, est amenée à se structurer elle-même en assemblée, souvent *contre* les réunions tenues par les représentants auto-proclamés. On l'a dit : c'est loin d'être le cas partout. Dans de nombreuses villes, la lutte se rétracte et se limite à la perpétuation de sociabilités en gilet jaune plus ou moins fermées. Mais nombreux aussi sont les endroits où, en décembre ou en janvier, se forme une assemblée « horizontale », non confisquée par des leaders autoproclamés, et tournée vers la lutte.

La tendance locale à constituer des assemblées comme une sorte de contre-feu à la tendance petite-patronale trouve dans les initiatives lancées depuis la petite ville de Commercy (Meuse) une dynamique nationale qui valide les assemblées locales comme partie prenante d'une « structure » à l'échelle du pays, sans qu'elle soit perçue comme « récupératrice ».

Dès le 27 novembre, les Gilets jaunes de Commercy avaient lancé un appel à impulser des assemblées générales partout, afin, disaient-ils déjà, de ne pas « mettre le doigt dans l'engrenage de la représentation ». Cette bourgade de moins de 6 000 habitants doit sa dynamique particulière à son histoire ouvrière, qui a du plomb dans l'aille mais perdure encore puisqu'une usine Safran s'y est implantée dernièrement. Le fort taux de pauvreté (plus de 25 %) s'y conjugue à une dense histoire des luttes pour former un terreau propice au mouvement des Gilets jaunes, qui dès le 17 novembre se manifeste de manière virulente, comme du reste dans toute la Lorraine. La présence depuis quelques années d'un groupe adepte du « municipalisme libertaire », bien implanté dans la ville, n'est sans doute pas étrangère au fait que des assemblées s'y tiennent très tôt.

Autre matrice de cette tendance « politique » issue du mouvement : la Maison du peuple de Saint-Nazaire. Les Gilets jaunes de ce vieux bastion ouvrier (où la tendance « de gauche » de tradition syndicale est marquée) ont lancé le 20 novembre un appel à occuper les lieux du pouvoir local pour que « les travailleurs, les chômeurs, les retraités, de toutes origines et de toutes couleurs » reprennent le contrôle de leurs vies. Le 24 novembre, ils occupent l'ancienne sous-préfecture, devenue « Maison du peuple », et y tiennent leur première assemblée.

Tout début janvier, dans un « deuxième appel », les Commerciens invitent les Gilets jaunes de toute la

France à une « grande réunion nationale des comités populaires locaux ». Cette « Assemblée des assemblées », qui se déroule les 26 et 27 janvier, est un succès et donne une forme positive à l'horizontalisme spontané du mouvement... même si formalisme horizontal et spontanéité prolétarienne ne font pas toujours bon ménage.

Le ton est un peu monotone... Un peu prof, quoi.

Il manque l'odeur de la palette!

Un Gilet jaune à Commercy, *Basta!*, 31 janvier 2019.



[Journal de lutte]

Extrait d'un compte rendu de l'Assemblée des assemblées de Commercy, 26 et 27 janvier 2019

Née de « l'envie qu'une coordination se mette en place », cette première Assemblée des assemblées a réuni entre 400 et 500 personnes. Soixante-quinze groupes locaux de Gilets jaunes étaient représentés par des mandaté·e·s, un homme et une femme par groupe normalement, soit 150 mandaté·e·s, qui seuls avaient la possibilité de prendre la parole et de voter, avec les Gilets jaunes de Commercy, le samedi. Le dimanche se sont tenus des « petits groupes » thématiques, ouverts à tout le monde.

Il est assez évident que les personnes viennent avec des mandats variés, soit impératifs, soit « semi-impératifs », soit avec des mandats très lâches. De fait, de nombreux groupes sont représentés par des gens ayant visiblement une formation politique, une aisance à s'exprimer, une culture de lutte bien ancrée; pas tous cependant. Les groupes parisiens sont tous « gauchistes ». Ceux de Strasbourg, Poitiers, Dijon, par exemple, également. Pour d'autres comme Nantes ou Saint-Nazaire, c'est moins clair. Les groupes de la Drôme ou du Gard sont plutôt représentés par des « alternatifs » (ce qui n'empêche pas qu'ils aient une certaine culture politique).

Il y a très peu de représentants farfelus, à l'exception d'un ou deux chouardiens vite évincés.

Les gens, quand il s'agit de marquer leur approbation, soudain se mettent à gueuler « Ahou, ahou, ahou ! » Cette agréable et ahurissante pratique tranche avec le formalisme militant.

L'assemblée de Commercy avait envoyé comme « consignes » de recueillir des revendications et de si possible les organiser dans un complexe tableau Excel. Vingt groupes ont répondu, mais seules les réponses de quatorze d'entre eux ont été synthétisées, pour des raisons techniques, je crois. Il y a tout de même 1 600 revendications, regroupées en 173 points, ordonnés dans un tableau distribué aux participants. Tout cela est un peu compliqué.

Le débat est censé se tenir sur la pertinence et la légitimité de publier ce tableau ou du moins ses résultats. La plupart des groupes arguent qu'il faut prendre le temps, qu'une telle publication est prématurée. Poitiers fait valoir que c'est avant tout ce contre quoi on est qui nous rassemble. Le concept de revendications est parfois mis en question, comme par les mandatés de la Drôme. Cependant certains groupes insistent sur le fait que cette assemblée ne doit pas se séparer sans dire quelque chose. La tension, rappelle le délégué de Montceau-les-Mines, est entre l'approfondissement du mouvement et son élargissement. Commercy propose de ne publier qu'une synthèse provisoire.

Le débat porte alors sur l'Assemblée des assemblées elle-même : est-elle décisionnaire ? Souveraine ? Sur quoi ? La plupart des gens, de toute façon, ne sont pas mandatés pour voter des revendications, ce qui pour certains devrait suffire à clore la question. La déléguée des Femmes-Gilets jaunes-Île-de-France propose alors qu'au lieu de revendications ce soit un appel que l'on écrive et publie. Le ton monte parfois car on s'aperçoit qu'on est dans l'incapacité de formuler ce sur quoi on vote, et que l'heure tourne. Il est décidé de produire un appel, d'abord à la « gueulante » puis après un vote quasi unanime des seuls délégués.

Un petit groupe s'enferme alors dans une pièce pour rédiger cet appel, dans lequel seront mentionnés les « grands thèmes » des revendications. La déléguée de Belleville rappelle cependant que personne n'a de mandat pour voter un tel texte au nom de son groupe. Il est décidé de poursuivre cette discussion le lendemain lorsque le texte sera écrit.

Le paradoxe est que de toute façon personne n'a de mandat pour que son groupe se positionne sur une telle synthèse des « propositions stratégiques ». Il est néanmoins acté que cette synthèse sera évoquée dans l'appel en cours de rédaction. Il se dégage après de laborieux débats la « proposition de Montreuil » d'un « appel pré-validé à signer par la suite dans chaque groupe local » : ceux qui sont mandatés le signeraient, les autres le proposeraient à la validation de leur assemblée. Cette proposition est adoptée.

Il faut noter que des ambiguïtés sont apparues autour de la question de la dénonciation de l'attaque par un groupe fascisant du cortège parisien, le jour même. La plupart des groupes, en particulier les groupes d'Île-de-France, exigent une dénonciation claire, quand d'autres semblent craindre que ça ne « divise le mouvement ». Il y a des tensions.

Mais la plupart des assemblées locales des Gilets jaunes ne se préoccupent guère de leur coordination nationale : elles ont avant tout pour vocation de prendre le relais du rond-point. Souvent on y organise la poursuite des blocages, menés essentiellement le samedi, avant ou pendant la manifestation. Au cours du premier semestre de 2019, des axes, des péages, des centres commerciaux, etc., continuent ainsi d'être ciblés par des Gilets jaunes. Si l'ampleur et l'efficacité de ces blocages sont incomparables avec ceux de novembre-décembre, sauvages et répétés, ils n'en maintiennent pas moins une tension permanente tournée vers le rapport de force économique.

Ces assemblées sont aussi des lieux où on se retrouve et où se perpétue l'esprit qui prévalait sur les ronds-points. Elles résistent – souvent sans choc frontal, seulement en ne s'en laissant pas conter – à la formalisation militante et à la culture politique qui l'accompagne.



[Journal de lutte]

Une assemblée dans le Gard: enjeux locaux, association et « famille »

Dans cette ville moyenne de 40 000 habitants, fortement mobilisée depuis le début du mouvement, il y a eu jusqu'à six ronds-points occupés sur la rocade fin novembre. En décembre, les tensions intestines ont été très fortes, avec des clivages multiples. En janvier, elles ont fini par donner naissance à deux modes d'organisation distincts et opposés: il y a l'association, qui discute avec la mairie et s'oppose aux blocages, et l'assemblée, qui revendique cette pratique et refuse toute « récupération » à visée politicienne. L'association dispose de sa propre assemblée générale, mais elle n'est ouverte qu'à ses adhérents. À partir de la fin janvier, deux manifestations distinctes sont organisées: l'une appelée par l'association, en centre-ville; l'autre par l'assemblée, sur la rocade. La seconde donne toujours lieu à des blocages, limités dans le temps, de camions ou d'accès aux centres commerciaux.

L'assemblée se réunit tous les lundis soir. Je me rends à plusieurs d'entre elles entre janvier et mars, alternant les samedis de manif entre cette ville et Montpellier. Elle réunit une cinquantaine de personnes, pas toujours les mêmes. Tout le monde ou presque se connaît. Ça rigole beaucoup. Le « noyau dur », constitué d'anarchistes rompus aux luttes, de vieux prolétaires à la culture ouvrière marquée (boulistes pour beaucoup) et de « frakas » ayant visiblement trouvé là une sorte de famille, « tient » l'assemblée autour de ses fondamentaux: détestation de l'association et blocages. Pourtant, la parole n'est pas du

tout confisquée par les militants, même s'il est facile de les reconnaître à la manière dont ils parlent et portent un discours cohérent et stratégique : les conversations passent allégrement de l'organisation face à la police (ça, c'est les jeunes énervés) à celle d'un loto Gilet jaune à la salle des fêtes (les jeunes retraitées).

Beaucoup de gens qui se rendent ponctuellement à l'assemblée ne comprennent pas la division, qui affaiblit le mouvement. Plusieurs fois, des gens de l'association se sont pointés, ils ont été virés ; une fois, c'était plus compliqué car ils étaient nombreux et portaient un discours d'unité : il a fallu démontrer que c'étaient eux qui divisaient. En février, il y a eu une bagarre : cette fois les gens de l'association, petits-bourgeois respectables dont certains ont des accointances avec le Parti communiste, sont venus chercher des noises accompagnés de fascistes de la Ligue du Midi. Plusieurs membres de l'assemblée ont ensuite mobilisé leurs amis motards pour faire baisser la tension. Le clivage facho/pas facho est flou : il y a des électeurs de Marine Le Pen qui préfèrent se rendre à la manif de la rocade.

Dans les débats et les discussions, la tendance permanente à contourner les désaccords ne se dément pas. « Chacun est libre de penser ce qu'il veut » : étonnante réappropriation de ce dogme libéral ! Il en découle une tendance à inclure chacun sans préalable, sur la base d'une expérience commune de la vie, contre la dépossession des existences que le pouvoir organise. Toutefois, l'assemblée demeure un espace de conflit, traçant des limites claires, menaçantes, face aux récupérateurs, à ceux qui ont – ou sont soupçonnés d'avoir – leurs propres agendas politiques.

L'assemblée dispose d'un groupe WhatsApp. Il y a plusieurs centaines de messages par jour. On y parle (un peu) d'actions, des manifs, beaucoup de ce qui se dit sur les pages Facebook des Gilets jaunes alentours ou concurrents. Mais on fait aussi tourner des messages, on sait qui a des galères de bagnole, de santé, de famille, d'argent. On se soutient par la parole, on

..... *s'organise un peu pour se soutenir. On y fait beaucoup de bla-*
gues sur les uns et les autres. On s'y dit « bonne nuit » le soir et
« bonjour » le matin.

Les usages du RIC

Au cours de la période ouverte par cette « reprise » du mois de janvier, quel est l'imaginaire politique qui circule dans une révolte partiellement en train de se fondre dans les cadres d'un mouvement social ?

En novembre, les Gilets jaunes réclamaient moins une rupture politique que le simple fait de vivre dignement de leur travail. Désormais, alors que des rencontres s'opèrent avec les militants rôdés aux mouvements sociaux, des formes de discours plus « politiques » pénètrent le mouvement. On va remettre en cause le « système », tous azimuts, en y intégrant tout ce qu'on peut : le pouvoir au peuple, la vraie démocratie, une refonte des institutions, etc. Sur le terrain social, la revendication centrée sur la taxation des revenus va se dissoudre dans une perception plus globale des inégalités, se détachant progressivement du récit de vie subjectif : « En haut ils se gavent, alors qu'en bas on en chie. »

C'est sur ces bases floues que les conceptions « de gauche » se rapportant à la justice sociale et celles des Gilets jaunes « des origines » vont cheminer de concert, sans fusionner pour autant. Entre les formulations politiques des militants (elles-mêmes extrêmement variées, depuis la mélenchonniste lutte contre la finance à l'ultra-gauchiste abolition du travail et de l'État) et la gamme ambiguë du sentiment d'injustice ressenti par les Gilets jaunes « historiques », le fossé demeure grand. Il ne va pas être comblé, et les discours continuent de faire le grand écart, sans presque jamais se confronter sur des terrains idéologiques.

On retrouve ici le RIC et ses usages. En décembre, on attendait qu'il agisse comme un cheval de Troie qui allait tirer le mouvement sur le terrain citoyen-populiste et, ce faisant, le désamorcer. Il s'agissait de mettre un peu d'huile dans les rouages de la gouvernance démocratique, c'était une inoffensive mais nécessaire prise en main par tous des destinées politiques du pays. En réalité, en janvier-février, le RIC finit par apparaître comme une revendication polymorphe qui permet de maintenir la fiction du peuple sur ses jambes. La frange prolétarienne du mouvement va ainsi reprendre cette construction populiste à sa façon, avec des usages très divers, sans qu'ils apparaissent contradictoires.

Comme dénominateur commun, il s'agit d'une revendication porteuse d'une aspiration à la reconnaissance des citoyens modestes face au mépris de l'« oligarchie » : il faut rendre un peu de pouvoir aux « citoyens », aux « petits », à « ceux qui travaillent ». Le RIC comme horizon ne préjuge nullement des moyens à déployer pour sa mise en œuvre : pétitionner, organiser des cafés citoyens et tout casser n'apparaissent pas nécessairement comme des options contradictoires.

Dans une version « utopiste », le RIC est aussi censé contenir entièrement – mais comme potentialité – la victoire des Gilets jaunes : une fois instauré, il permettrait d'élaborer les « bonnes mesures », une redistribution juste des richesses, la suppression des privilèges des « élites »... Le pouvoir de décision échéant (ou plutôt « revenant ») entre les mains du « peuple », dès lors enfin en mesure de « remettre le monde à l'endroit » : voici le programme maximaliste du RIC, expression – ici encore – de « l'in vraisemblable sentiment de légitimité » des Gilets jaunes. En séparant de manière étanche les catégories politique et socioéconomique, cette vision peut paraître naïve sinon contre-révolutionnaire (elle

l'est) ; elle reste cependant celle d'une victoire possible, illimitée dans ses objectifs.



[Texte distribué dans le Sud-Ouest courant janvier 2019]

Une utopie

Nous sommes en 2024. L'espoir est revenu dans notre pays. Voilà bientôt quatre ans que l'ancien régime, comme on l'appelle aujourd'hui, a été débouté par un peuple déterminé à se reprendre en main.

Aujourd'hui est un grand jour pour moi : j'ai été tiré au sort, comme 380 autres concitoyens chaque année depuis quatre ans, et j'aurai l'honneur de participer pendant douze mois à l'élaboration de propositions de loi et au contrôle de celles rédigées par les députés. Si je me souviens bien, cette « assemblée citoyenne », remplaçante du Sénat, fut la première modification de notre Constitution après l'avènement du RIC. Ou peut-être était-ce la création de la chambre de contrôle des médias...

Cela fait quatre ans que nous reconstruisons une société plus juste. Nous, et plus « eux ». Les référendums d'initiative citoyenne s'enchaînent chaque trimestre, avec trois ou quatre lois à voter, et l'engouement est toujours là. D'ailleurs l'absentéisme n'a jamais été aussi bas qu'au dernier en date, où la création d'un revenu maximum décent a été votée haut la main. [...]

On n'a pas chômé, depuis la victoire. Les autoroutes ont été re-nationalisées, tout comme d'autres services publics qu'on nous avait pillés. Hôpitaux, EHPAD et autres services de santé ont enfin reçu les budgets nécessaires à leur digne fonctionnement. Les centres d'accueil et de réinsertion pour les sans-abri commencent à porter leurs fruits d'après les associations. [...]

Quant à l'indexation du salaire des élus sur le salaire médian, outre les quelques millions économisés chaque année, c'est surtout au moral que cela fait du bien ! Beaucoup des vautours politiques, qui se plaignaient de devoir « manger des pâtes »

avec 5 000 euros par mois, sont partis d'eux-mêmes : la politique n'était plus un secteur rentable pour eux. Des idéalistes et des utopistes les ont vite remplacés, animés par de réelles convictions et non par le goût du pouvoir et de l'argent. Et comme le bien appelle le bien... [...]

Il n'y a plus d'ultrariches dans notre pays. Quelques-uns sont partis, on s'y attendait, et les débats s'animent pour savoir s'ils doivent être déchus de leur nationalité. Mais la plupart se sont pliés aux nouvelles lois, comme tout citoyen digne de ce nom, et éprouvent même une certaine fierté à être maintenant « décentement riches », à ce qu'il paraît. Grâce à ce rééquilibrage et à ce ruissellement, il n'y aura bientôt plus de misère non plus dans notre pays. [...]

Je me souviens du commencement, en 2018, quand sont nés les Gilets jaunes. [...] Le référendum d'initiative citoyenne en toutes matières, législatif, révocatoire, abrogatoire et constituant, allait devenir l'unique revendication, le mot d'ordre non négociable de la révolution que l'on a connue les deux années suivantes. Et le pilier de notre société actuelle. [...] Merci aux résistants qui ont donné leur vie pour cette évolution. L'Histoire retiendra leurs noms. [...]

Citoyenneté

Lutte contre la répression, alliance avec les forces militantes, légitimation de la manif sauvage, assembléisme endogène : c'est au travers de ces « outils » de lutte que le mouvement repousse l'offensive du pouvoir consistant à produire une scission définitive au sein du mouvement, qui dit que ceux qui continuent à manifester sont des irréductibles dénués de toute légitimité. L'invraisemblable sentiment de légitimité qui soude le mouvement se maintient et permet de résister « tranquillement » à la pseudo-ouverture de la parole citoyenne qu'instaure le gouvernement au même moment. Le « grand débat

national » s'ouvre en effet le 15 janvier pour trois mois. Il est destiné, à travers d'opaques et complexes mécanismes sur internet et quelques dizaines de débats réels, en général contrôlés par des élus, à aspirer la revendication démocratique dans des formes la neutralisant complètement.

L'appel à la participation citoyenne n'est pas sans effet : il a tendance à produire des velléités de délibération alternative. On n'est pas dupe du grand débat, mais on répond à l'injonction citoyenne sur le même terrain. On organise des contre-débats, se positionnant ainsi sur le terrain de la proposition politique, de la démocratie, etc. Une consultation concurrente est mise en place sur internet (le « vrai débat »). Des cahiers de doléances apparaissent dans les mairies : autant d'initiatives déployées sur un espace à peu près dénué de rapports de force, et qui rencontrent un vrai succès.

Mais, étonnamment, ces dynamiques potentiellement menaçantes pour le mouvement le nourrissent plutôt. Elles continuent à faire exister cette convivialité en gilet jaune, celle de gens ordinaires soudés par le bon sens. Beaucoup de « Gilets jaunes des origines » se mobilisent pour porter la parole *via* des pétitions, des débats ou des cafés citoyens, sans pour autant cesser d'être en lutte, de faire corps avec le rapport de force qui s'exprime dans la rue.

Le langage citoyen est bien présent dans le mouvement – il l'est depuis le début et ne cessera jamais de l'être. Mais il ne se transforme jamais en un langage qui se détacherait de l'expérience réelle de l'injustice et de la violence de classe : l'expression subjective de celle-ci demeure le ciment du mouvement, entravant les tentatives de neutralisations politico-citoyennes. Le langage politique s'oppose à celui de la vie réelle : cette perception demeure une évidence partagée partout dans le mouvement.



[D'après une vidéo]

Édouard Philippe: «débattre m'intéresse»

Édouard Philippe, le 15 février, est de passage à Saint-Hernin, en Bretagne, pour animer des séances du grand débat. Il en profite pour aller serrer des paluches. Un retraité en gilet jaune l'interpelle.

— *C'est pour quand le changement, M. Philippe?*

— *Ben, écoutez, on est en plein dans le grand débat.*

— *Oh, je le crois pas.*

— *Vous n'étiez pas là ce matin, hein? On a fait un bon débat, c'était intéressant, on a échangé des arguments.*

— *Monsieur, vraiment, on est en bas, on est au fond du trou, là!*

— *Raison de plus.*

— *Monsieur, j'ai 73 ans...*

— *Raison de plus pour débattre, Monsieur.*

— *Et 700 euros de retraite...*

— *On a fait plein de débats, on va en faire six mille. [Il claque des mains.] Et ça va être extraordinaire!*

— *Moi, je fais huit heures par jour, 700 euros de retraite. Et vous, combien?*

— *Ah ben, moi, je continue à travailler. Je travaille beaucoup, aussi.*

— *Vous travaillez beaucoup? Oui, mais nous... moi aussi. J'ai 73 ans et je fais encore des ménages. Pour pouvoir vivre!*

[*Une voix: On n'a pas les mêmes salaires, M. Philippe!*]

— *Oui, voilà. Vous méritez votre salaire, mais nous aussi. Ne nous laissez pas en bas, crever!*

— *Monsieur, débattre m'intéresse. On organise des débats partout en France. Ce soir, y en a un à Quimper.*

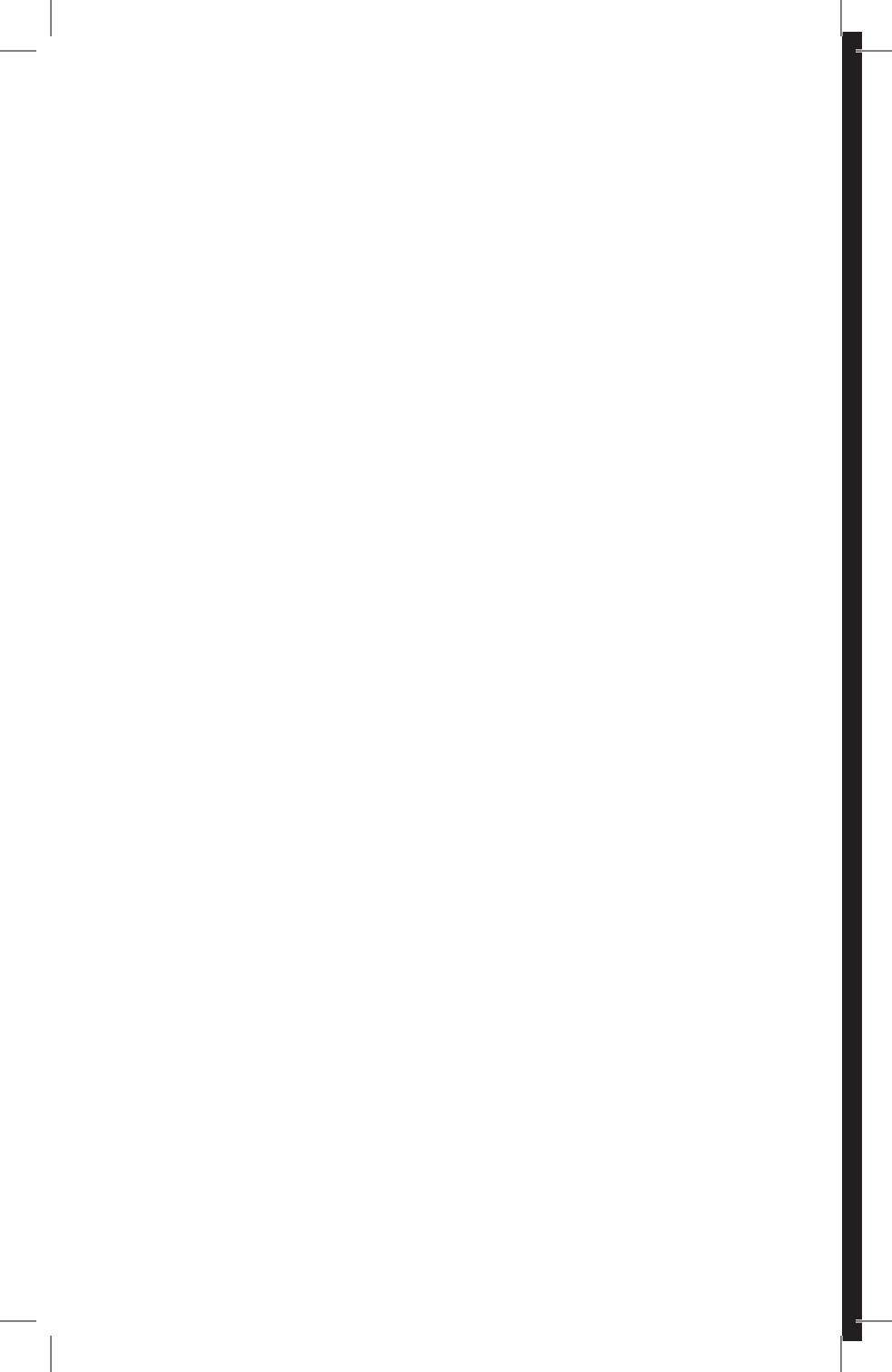
— *Mais pourquoi vous...*

— *... On en a fait un tout à l'heure à... à... y a pas très loin. Pour échanger des arguments, c'est la meilleure façon de faire.*

— *Mais pourquoi...*

— *... Donc voilà, je serais ravi de pouvoir vous recroiser à l'un de ces débats. Peut-être ce soir à Quimper. Voilà.*

- ⋮ — *Non, je ne peux pas malheureusement, mais...*
⋮ — *Ah! Bon, eh ben, ça sera pour une autre fois. Allez, à*
⋮ *bientôt.*



**6. Gilets jaunes,
syndicats et autonomes:
alliances en chiens de faïence
(5 février - 16 mars)**



L'heure de la grève?

Il y a eu une discussion franche, honnête : les syndicalistes nous ont expliqué qu'ils ne pouvaient pas faire mieux, pas mobiliser dans les entreprises ni dans les rues.

Roland, Gilet jaune du Vernet (Ardèche),

Le Monde diplomatique, mars 2019.

Début février, la reconfiguration des pouvoirs en présence a permis au mouvement de construire un rapport de force face aux velléités de pacification citoyennes et droitières. Celles-ci sont définitivement marginalisées : si les tendances petites-bourgeoises et réactionnaires ne disparaîtront jamais, le spectre d'une négociation avec le pouvoir sur le terrain d'une révolte fiscale populiste est désormais écarté.

Le centre de gravité du mouvement en février est essentiellement prolétarien. Mais qu'en est-il du rapport de force face à l'État? Qu'en est-il de la victoire? Alors que le nombre de manifestants du samedi recommence à baisser, il est palpable que durer ne suffit pas : pour faire plier le pouvoir, il faudrait agréger, s'étendre, grossir, se dissoudre dans un ensemble vaste de colère sociale. Dans le langage de la gauche mouvementiste, cela a un nom : la convergence des luttes. Celle-ci suscite au sein du mouvement une « demande » de plus en plus forte, et les regards se tournent vers les syndicats. Alors que la grève est annoncée pour le 5 février, les Gilets jaunes et les « chasubles rouges » de la CGT s'apprêtent-ils à s'allier?

La manière dont la centrale syndicale regarde les Gilets jaunes semble évoluer au fil des semaines. Rejetant d'abord le mouvement en en pointant les ambiguïtés politiques et sociales (en novembre), la CGT a commencé

en décembre à manier le langage de la convergence. Elle continue pourtant de se tenir à distance. Le 1^{er} décembre, à Paris, la CGT manifeste de son côté; elle est entourée d'un massif service d'ordre, alors que la plus grosse émeute depuis 1968 se déroule à quelques arrondissements de là. Le 6 décembre, la direction, satisfaite d'être conviée à la « table des négociations » pour discuter logement et transport, signe (avec l'ensemble des organisations syndicales à l'exception de Solidaires) un communiqué qui appelle à la responsabilité: « Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays. C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications. » Fidèle à son rôle historique, la CGT rappelle alors, pour ceux qui l'auraient oublié, le refrain: « Il faut savoir arrêter une lutte. »

Pourtant, lit-on partout, la base « pousse au cul ». On le note de plus en plus souvent: il y a parmi les Gilets jaunes beaucoup de travailleurs syndiqués, et ils ne comprennent pas les réticences de la direction à rejoindre le mouvement. Ces réticences sont pourtant compréhensibles: sans parler des préjugés sur les tendances droitières (plus ou moins réelles) des Gilets jaunes, la CGT n'a pas envie de se lancer tête baissée dans un mouvement ni de voir se développer une situation qu'elle ne maîtrise pas. Et puis, comment pourrait-elle négocier avec le pouvoir l'arrêt d'un mouvement sur lequel elle n'a guère de levier?

En janvier, alors que le spectre de l'insurrection généralisée s'est éloigné, la CGT avance pourtant ses pions – mollement. Alors que des sections syndicales se mêlent régulièrement aux cortèges des Gilets jaunes tout en promouvant « un travail sur les cohérences revendicatives » (*sic*: Olivier Mateu, secrétaire de la CGT 13, le 26 janvier 2019), un appel à la grève est donc déposé pour

le 5 février. Drouet pousse à se joindre à cette journée, pour produire un « blocage total », et l'appel est largement relayé au sein des Gilets jaunes, dans les assemblées et sur les groupes virtuels. Des tags estampillés « Gilets jaunes » appelant à la « grève générale » fleurissent sur les bords des routes.

L'appel est relayé, mais qu'est-ce qui est mis en œuvre pour construire cette grève ? À peu près rien. Globalement, les Gilets jaunes les plus déterminés – encore s'agit-il de ceux qui en ont les « moyens », parce qu'ils sont chômeurs, retraités ou qu'ils ont posé une journée de congé – font le 5 février ce qu'ils ont l'habitude de faire : ils bloquent des axes et rejoignent les manifs syndicales. Ils le font parfois avec panache et, sur les blocages, des jonctions s'opèrent : à Aubenas, en Ardèche, les pneus de la voiture de la préfète sont crevés ; elle est taguée en jaune *et* recouverte d'autocollants CGT. Le marché de Rungis, en région parisienne, est bloqué dans la nuit par plusieurs centaines de militants et de Gilets jaunes. Le dépôt de carburant de Frontignan, dans l'Hérault, est bloqué par une centaine de Gilets jaunes. À Nantes, l'accès à l'aéroport est coupé. Les camions sont bloqués aux entrées de Toulouse, de Valence, d'Alès. Il y a des dizaines d'opérations escargot et d'« actions » dans l'ensemble du territoire. Et nombre de manifs sont agitées.

Mais les travailleurs qui ont fait grève le 5 février, ce sont les salariés des grosses boîtes avec un fort taux de syndicalisation, et les fonctionnaires – comme d'habitude. Les syndicats se félicitent de la mobilisation, et l'affaire est bouclée. Le 6, s'il avait cessé, le travail reprend.

Ce moment étrange d'attente de la grève du 5 février mérite qu'on s'y arrête un instant. Rétrospectivement, cette attente a revêtu un aspect magique. Ce qui se

confirme en fait là, c'est que les Gilets jaunes sont porteurs de revendications sociales – liées surtout à la reproduction quotidienne des travailleurs – qui n'ont pas vraiment la possibilité de déborder sur le terrain du travail.

Alors même que les métiers exercés par les Gilets jaunes les rapprochent de la vieille classe ouvrière, le monde social dans lequel l'écrasante majorité d'entre eux vit est un monde où les rapports entre travail et capital ne sont pas aussi clairs qu'il y a cent ans ; c'est un monde où on ne sait jamais exactement pour qui on travaille, un monde de sous-traitance où notre patron peut être notre voisin, notre ami, où il peut gagner autant que nous, en tout cas où il n'apparaît pas comme un capitaliste et notre exploiteur, ce qu'il est pourtant. Ou bien un monde où on est travailleur « indépendant », où on se vit comme étant son « propre patron », même si on dépend des capitalistes pour travailler. Dans ce monde où les rapports d'exploitation semblent dissous, ce ne sont donc pas ces rapports qui produisent du commun.

La grève – comme les syndicats – semble appartenir à un ordre social ancien, ou parallèle. Au contraire du blocage des flux, elle n'est pas perçue comme un moyen de négociation indirecte avec l'État. Les Gilets jaunes défendent à leur manière, comme le dit le slogan, « l'honneur des travailleurs », mais à distance des luttes sur le droit du travail – de fait, le droit du travail ne s'applique pas à la plupart d'entre eux. À distance aussi du langage politique de la gauche, qui demeure celui des luttes syndicales. Leur revendication centrale s'articule autour de la dignité ; et quelque part cette dignité achoppe sur les rapports de subordination contenus dans le travail. La question du salaire et celle des conditions d'exploitation sont désocialisées et rangées au chapitre des relations interindividuelles. La grève

dès lors demeure une affaire de travailleurs organisés en corporation, reconnaissant le rapport de hiérarchie intrinsèque au salariat; quelque part peut-être, dans un coin de l'imaginaire des Gilets jaunes, une affaire de travailleurs sans honneur.

Choc des cultures

La grève ne pénètre donc pas l'arsenal des pratiques portées par les Gilets jaunes. Mais le discours sur la convergence, lui, continue bel et bien d'infuser le mouvement, à la base, de manière contradictoire.

Au cours de l'hiver, de manière répétée, des échanges se nouent entre militants syndiqués et Gilets jaunes, par le truchement des assemblées, où les syndicalistes-Gilets jaunes interviennent de plus en plus ouvertement en tant que syndicalistes, avec un discours de combat contre la « casse sociale », de préservation du service public, etc. Il y a aussi des interventions ponctuelles de gens en lutte dans leurs entreprises, presque toujours syndiqués, venant demander du soutien aux Gilets jaunes.

Ces velléités d'alliance s'avèrent à la fois boiteuses et porteuses d'ouverture. D'un côté, la fièvre activiste qui s'empare des Gilets jaunes « à plein temps » dans cette période de reflux ne cesse d'alimenter la « gilet-jaunisation » des luttes salariales, où cette force d'appoint est souvent la bienvenue. Car, malgré les assertions répétées selon lesquelles le mouvement épargnerait les lieux de travail, ce dernier semble bien représenter une menace diffuse dans les entreprises, en particulier dans celles qui connaissent des conflits. Il suffit, parfois, d'évoquer le vêtement-symbole pour que des négociations salariales s'ouvrent comme par miracle, qu'un dossier à Pôle emploi se débloque, ou au minimum que le patron transpire un peu.



[D'après *La Voix du Nord*]
**Menace à la « gilet-jaunisation » des luttes
 dans des entreprises**

Le 1^{er} janvier 2019, à Saint-Omer, une centaine de travailleurs de la cristallerie d'Arc débrayent avec quarante Gilets jaunes en soutien. Parmi les Gilets jaunes, certains travaillent à la cristallerie : « Je travaille chez Arc depuis 1977 et je n'ai pas eu d'augmentation depuis 2001. » Le 3 janvier, une cinquantaine de téléconseillers de Nordcall, à Marcq-en-Barœul, près de Lille, réclament une prime d'au moins 100 euros. Débrayage et menace de poursuite la grève : « Si la situation ne bouge pas, on recommence la semaine prochaine et l'on débrayera encore une matinée. » Les salariés présents devant la grille de Nordcall, essentiellement des téléconseillers qui travaillent pour Orange, PSA ou encore Engie, n'ont pas l'habitude de manifester mais « ce sont des Gilets jaunes puissance dix si l'on ne fait rien », insiste un syndicaliste. Le 10 janvier, nouvelle menace de se transformer en Gilets jaunes. C'est à l'usine PSA Trith à Valenciennes que les syndicalistes demandent au patron de payer les efforts fournis par les travailleurs : « S'il ne veut pas de Gilets jaunes dans l'entreprise, il va falloir qu'il paye. » Le 19 janvier, la menace est à nouveau mise à exécution par les travailleurs de la cristallerie d'Arc à Saint-Omer : 90 % des travailleurs débrayent spontanément. « La direction ne pensait pas que les salariés se mettraient en grève. Moi-même, j'ai été surpris par l'ampleur du débrayage », reconnaît un syndicaliste. « Le mouvement des Gilets jaunes a laissé une empreinte, notamment sur la façon de porter les revendications avec des actions coups de poing », souligne un gréviste, tandis qu'un autre remarque un retour de l'entraide : « On voit que les salariés sont bien plus solidaires entre eux. » Un troisième résume simplement la situation : « C'est l'ambiance sociale actuelle de la France, les gens débrayent ! » Le 30 janvier, ce sont plus de soixante ouvriers et ouvrières du centre logistique européen Mercedes-Benz de Valenciennes qui font un « barbecue d'avertissement » pour

« montrer qu'ils ne sont] pas contents » de la petitesse de l'augmentation de 50 euros par mois... Les 2 et 5 février, des Gilets jaunes viennent en soutien des grévistes du Brico Dépôt de Maubeuge qui exigent « une augmentation de 200 euros nets pour chaque salarié, en plus d'une rallonge de 700 euros de la prime Macron » : la direction décide de fermer le magasin le 2, tandis que les flics attaquent le piquet avec de la lacrymo le 5.

Mais souvent les Gilets jaunes se retrouvent confrontés à une situation où ils servent de force d'appoint ponctuelle, renforçant leur sentiment d'être méprisés : les négociations, naturellement, ne les impliquent pas, et les syndicats veulent garder la main.

Le syndicat continue ainsi de faire l'objet d'une perception globalement hostile, non sans raison. Intégré au système, il est associé aux politiciens dans un même rejet. On ne comprend pas pourquoi, avec la puissance qu'on leur suppose, ceux des syndicats ne « nous » rejoignent pas. On ne discerne pas clairement leurs modalités de lutte. Les grèves revendicatives dans la fonction publique, on en a vu passer, et depuis les ronds-points, elles sont vues bien souvent comme un « privilège » de fonctionnaires luttant pour leurs intérêts propres (et les Gilets jaunes n'aiment pas les privilèges!).

La rencontre entre deux « mondes du travail », deux « cultures de lutte », n'en continue pas moins d'agiter en pointillé les débats des assemblées locales. Comme souvent dans les modalités conflictuelles internes à la lutte, elle ne produit généralement pas de réel affrontement : il s'agit de rester unis, l'unité étant produite par l'addition des expériences subjectives de l'injustice qui, fondamentalement, « convergent ». Mais des tensions, parfois expression de conflits de classe, éclatent tout de même un peu partout, et pour longtemps.



[Journal de lutte]

Syndicats et Gilets jaunes: une jonction impossible ?

Début février, dans le Sud-Ouest. La CGT du centre hospitalier local appelle les Gilets jaunes à la rescousse, malgré la convergence ratée lors de la « grève générale » de la semaine précédente, lors de laquelle les syndiqués avaient laissé les Gilets jaunes seuls face à la répression policière. Pas rancuniers, ces derniers viennent nombreux soutenir le personnel hospitalier. L'hôpital est occupé pendant une semaine entière par des dizaines de Gilets jaunes. Il est clair pour tout le monde que ce qui change la donne, c'est leur présence, alors que le conflit social à l'hôpital est permanent depuis des années, sans succès. Cette fois, des négociations sont vite proposées. Et c'est là que le bât va blesser.

Les syndicalistes vont négocier seuls avec l'agence régionale de santé et la direction de l'hosto. On demande aux Gilets jaunes d'occuper non plus le hall mais la cour extérieure, malgré le froid, pour faire bonne mesure. Ayant obtenu quelques concessions, ils demandent aux Gilets jaunes de bien vouloir « retourner au rond-point », sans se soucier de leur avis sur la question. Le sentiment d'avoir servi de chair à canon est général, la rancœur sera durable.

Comme lors du reflux de la fin décembre, le ressentiment guette. Cette fois, on regarde vers la gauche. Car, en l'absence de sursaut, les formes militantes menacent d'étouffer le mouvement, en reproduisant, consciemment ou non, des pratiques routinières, une parole souvent incantatoire, des objectifs spécifiques : tout ce qui permet au « milieu militant » de se reconnaître et de s'autoreproduire.

Passé le moment de la rencontre et l'espoir d'une convergence porteuse de rapport de force, les assemblées locales sont ainsi traversées de tensions multiples, entre

le «peuple des ronds-points» et son aile gauche notamment. Formalisme (parfois extrême), mandats accaparés par les plus rodés au travail militant, commissions, tracts ronronnants sortis des vieux pots : progressivement, cet outil de lutte menace de se retourner contre les Gilets jaunes de la première heure. Ceux-ci continuent de refuser le langage codifié de la politique entendue comme moment de délibération séparé de la vie et des sociabilités de lutte.

Ce qui se joue au travers de ces tensions, ce sont aussi souvent des rapports de classe. Dans les zones périurbaines, les militants ne portent pas nécessairement une culture de lutte «professionnelle» (comme en ville), mais plutôt une vision du monde progressiste, généreuse, ouverte sur les identités multiples... et aussi professorale, cultivée, sûre d'elle-même et non exempte de mépris pour les prolétaires du coin. Ces gens de gauche appartiennent le plus souvent aux classes moyennes intellectuelles – enseignants ou «alternatifs» de tout poil.

C'est dans ce contexte qu'apparaissent les exhortations à renoncer aux agendas et aux ordres du jour paralysants, à cesser le «bla-bla militant qui ne sert à rien» et à revenir à l'esprit du 17 novembre. Ces exhortations sont portées aussi bien par les leaders informels marginalisés par l'apparition de structures de lutte issues du mouvement social que par des Gilets jaunes «des origines» cherchant dans l'évolution de ces formes les raisons de l'absence de victoire. On constate que le mouvement n'est plus le même qu'au «début», un «début» mythique paré de toutes les vertus.

Dans la décrue de la conflictualité, les lignes de tension au niveau local surgissent de manière particulièrement complexe et mouvante, mettant en jeu les rapports entre coteries, les méfiances, les vieilles inimitiés.



[Journaux de lutte]

Gens du rond-point et gens de l'assemblée

Une petite ville au nord de Toulouse. Une première assemblée s'est tenue dans une salle début janvier, réunissant environ trois cents personnes, m'a-t-on dit. Une scission s'est produite autour de la volonté de certains de s'accaparer la tribune et la représentation du mouvement.

La première assemblée à laquelle je me rends se tient le 24 janvier, sur le rond-point. Cette AG est très informelle : les gens sont debout dans la nuit autour d'un brasero, serrés les uns contre les autres pour ne pas déborder sur la chaussée, et il n'y a aucun formalisme – pas de tour de parole, pas de distributeur de parole. Elle est aussi très faible numériquement : une vingtaine de personnes. Les discussions tournent autour des rapports conflictuels avec l'autre tendance : comment ne pas leur laisser le groupe Facebook, comment ne pas les laisser représenter la bourgade auprès des autres villes de la région.

La semaine suivante, pour mieux s'entendre, être dans une ambiance plus confortable, etc., il est décidé de déplacer l'assemblée en ville, sous la halle du marché. Et, de fait, il y a beaucoup plus de monde : une cinquantaine de personnes. Les gens se remobiliseraient-ils ? Il semble plutôt que le mot a tourné dans des cercles plus larges que ceux du rond-point, et la composition s'en ressent : c'est aussi que l'espace de l'assemblée, désormais urbain et ouvert à la circulation piétonne, est clairement plus propice pour accueillir quiconque veut « rejoindre » le mouvement.

Avant le 5 février, à quelques-uns, on évoque la grève. L'idée dominante dans l'assemblée est que c'est là l'affaire des syndicalistes, et c'est sur ce terrain que les débats se déroulent : pour ou contre les syndicats ? L'idée d'intervenir dans cette journée en essayant de s'organiser sur la base de l'assemblée n'est pas appropriée. C'est aussi que la parole que l'on porte,

en tant que « nouveaux venus », correspond à une évolution du collectif de lutte dans cette ville : après le déplacement de l'assemblée en centre-ville, l'assemblée se « civilise ». Des tours de parole et une tribune sont mis en place. Des syndicalistes et des collectifs d'« alternatifs » interviennent. Alors même que les gens présents ne sont pas des militants actifs, il y a un effet Nuit debout, le retour d'un ordre « classe moyenne de gauche » dans la manière dont circule la parole. Le glissement est insidieux, mais palpable. Les habitués du rond-point ruent dans les brancards à leur manière. Ils prennent parfois la parole de manière intempestive, pratiquent l'invective, s'énervent contre « des gens qui parlent beaucoup alors qu'on ne les voit pas sur le rond-point », et ramènent régulièrement ce dernier dans la discussion. Cette assemblée devient un espace qui se sépare de leur espace de lutte ; la circulation de la parole produit une exclusion insidieuse. La légitimité dominante dans la société, basée sur le capital social et culturel, expulse la légitimité de type « honneur des travailleurs », qui avait fait irruption les mois précédents, de ses propres espaces. Ceux qui portent cette culture de lutte-là n'ont pourtant pas un profil social unique. Il y a là des retraités qui se revendiquent chasseurs, mais aussi des jeunes prolétaires non blancs à casquette. Tous ont peu à peu reculé en périphérie du cercle physique de l'assemblée.

Je cesse progressivement de me rendre à cette assemblée à partir du mois de mars. On me raconte que son « devenir de gauche » se poursuit, les Gilets jaunes les plus motivés étant peu à peu absorbés par les sociabilités militantes qui préexistaient à la lutte.

Les assemblées en Ariège, janvier 2019

Dès les premières assemblées, un quarteron de « vrais Gilets jaunes » soi-disant de la première heure (il apparaît qu'en fait ils n'étaient sans doute pas tous « là » le 17 novembre) qui dirigeait l'assemblée, le groupe Facebook et qui décidait globalement

de tout, est mis en difficulté pour être allé – sans mandat – rencontrer la préfète et le président du conseil départemental.

En effet, si les gens en veulent à l'État, ils conservent du respect, en Ariège du moins, pour les élus locaux. « Tous pourris » sont les députés, sauf les nôtres, en somme. Il faut voir de la même manière la tendance à vouloir refuser « la politique » sauf pour les élections locales et surtout municipales. De même, les gens sont très hostiles au grand capital, sous la forme de la grande distribution, de Total et de McDonald's, mais en revanche sont très favorables au petit capital proche (petits commerces). La ligne de rupture se situe au niveau des stations de ski, au sujet desquelles les avis divergent.

Les attaques contre les « leaders » viennent à la fois de Gilets jaunes « historiques », de membres de LFI et d'anarchistes ou d'ultragauchistes, ce qui occasionne une certaine confusion dans la perception, par les « leaders », de la nature réelle de la critique qui leur est faite. Par exemple, les Insoumis réclament la mise en place de petits groupes et de commissions, tandis que les ultragauchistes réclament une assemblée « horizontale » et remettent en cause le pouvoir des chefs ; ce qui n'empêche pas que tout le monde soit assimilé (par les « chefs ») comme « les militants chiants », qui « viennent de l'extérieur », qui mettent en péril à la fois l'unité et « l'esprit » du 17 novembre.

Les assemblées suivantes respectent des formes plus démocratiques, mais elles sont en général désertées par les « chefs » qui se replient sur le groupe Facebook et tâchent d'exorciser la perte de vitesse du mouvement en réclamant le retour des pratiques « à l'ancienne », « comme le 17 novembre ». Par la suite, en dehors de quelques vaines tentatives de reprise du pouvoir en assemblée, les « chefs » se contenteront de contrecarrer occasionnellement ses plans en proposant d'autres actions.

Choc des cultures politiques (Ariège toujours)

Fin janvier. Une assemblée dans un bar. L'écoute est difficile même s'il y a une sono. Entre des prises de paroles réclamant un

retour aux pratiques du 17 novembre, fustigeant les « enculeurs de mouches » qui voudraient à tout prix bureaucratiser la lutte par des AG horizontales et des sous-commissions, et d'autres cherchant à organiser la délégation pour l'Assemblée des assemblées de Commercy, on parle de préparer la grève du 5 février. Un des leaders, Gilet jaune soi-disant « des origines », prend le micro pour critiquer vertement « les syndicats ». Ils auraient dû nous rejoindre depuis longtemps. Ce sont des « politicards ». On s'est démerdés sans eux jusque-là, on n'a pas besoin d'eux. Un autre Gilet jaune, comme si de rien n'était – et sans contredire la précédente intervention –, essaie d'organiser une rencontre avec la direction de la CGT pour le lendemain, en vue d'organiser la grève du 5.

Un « gauchiste » intervient alors pour mettre à son tour en garde contre les syndicats, et rappelle qu'en mai 1968 c'est bien tardivement qu'ils s'étaient ralliés à une grève qu'ils n'avaient pas voulue, dans l'unique but de la contrôler et d'y mettre fin. On passe à autre chose.

En aparté, une femme, la cinquantaine, un pin's de SUD-Solidaires sur son gilet jaune, aborde le gauchiste. Elle est en larmes. Elle comprend mal et n'accepte pas la défiance vis-à-vis des syndicats, proteste de ce qu'elle est de toutes les luttes, dans le coin, depuis des dizaines d'années. Elle est descendue, comme tout le monde, le 17 novembre, mais elle refuse d'enlever son pin's.

Ce sont deux cultures politiques, l'une ancienne, l'autre toute neuve, qui s'entrechoquent vivement chez cette syndicaliste-Gilet jaune : ça se fait dans la douleur.

Envahir la ville : prolétaires et autonomes face à la police

Une fois encore nous avons perdu [sic¹⁵] environ 60 % de notre chiffre d'affaires du samedi [...]. Avec le gaz lacrymogène dans les boutiques, nous avons dû rester enfermés avec nos clients une bonne demi-heure.

Jean-Marc Martinez, président de la Fédération des commerçants du centre-ville de Toulouse, *La Dépêche du Midi*, 15 avril 2019.

Nous risquons des choses, physiquement, dans nos corps, à rester Gilet jaune aujourd'hui. Certains ont eu peur, certains sont partis. Car ce que l'on vit ensemble n'a rien à voir avec la vraie vie, c'est beaucoup plus fort. C'est peut-être ce qui nous rend plus dangereux qu'avant.

Adèle, Gilet jaune de Chauny, *Mediapart*, 13 avril 2019.

Dans une conversation courante, on se demande ce qu'on fait comme boulot. Dans les manifs Gilets jaunes, ce n'est pas le cas. On se fout d'où tu viens, de qui tu es, de ce que tu fais dans la vie. C'est tellement bon de répondre «Ahou Ahou» quand on te demande quelle est ta profession.

Une Gilet jaune à Toulouse, *CQFD*, avril 2019.

Les blocages routiers ne bloquent plus grand-chose ; la grève ne vient pas. Pour attaquer l'économie, il reste l'émeute. C'est essentiellement sur ce terrain que, à partir de février, se poursuit le rapport de force effectif avec l'État. Les manifs-émeutes urbaines s'ancrent dans la durée : les Actes succèdent aux Actes. Les Gilets jaunes des «départements», las des molles démonstrations dans leur préfecture ou sous-préfecture, choisissent de conver-

15. M. Martinez veut dire « nous n'avons gagné que 40 % du chiffre d'affaires sur lequel nous comptions », erreur hélas courante.

ger le samedi dans une grande ville, où le sentiment de force collective se nourrit du nombre et de l'antagonisme avec la police. On organise ouvertement dans les départements ruraux la manifestation le matin, afin que les plus « déters » puissent, l'après-midi, rejoindre « la capitale de l'émeute » du jour ; il y en a pour tous les goûts et pour toutes les pratiques. Cette organisation permet de voyager un peu, de découvrir sa région et d'affronter les flics sur de nouveaux terrains.

Malgré un arsenal répressif impressionnant, préventif et offensif, le pouvoir ne parvient pas à en finir avec le désordre hebdomadaire qui se répand dans les villes chaque samedi et perturbe la bonne marche des affaires. On a beau établir tout un tas de contrôles policiers aux entrées des agglomérations, effectuer des fouilles et des intimidations préventives, gazer directement les cortèges qui se forment, tirer au LBD dans le tas, rien n'y fait : samedi après samedi, les gens reviennent avec détermination et ils bloquent l'ordre urbain.

Les manifs-émeutes du samedi constituent d'abord un espace de rencontre entre prolétaires urbains directement attaqués par la gentrification et prolétaires périurbains plus ou moins propriétaires – ceux qui étaient à la pointe du mouvement en novembre. Les villes où cette dynamique est la plus forte et durable (Toulouse, Montpellier, Bordeaux, Lyon, Marseille) sont toutes concernées par un processus de gentrification, achevé ou en cours, mais qui toujours implique une forte activité policière tournée vers la guerre aux pauvres. Les balades émeutières des Gilets jaunes, qui se poursuivent ici des mois durant, apparaissent ainsi comme une réponse à la manière dont les classes dominantes sanctuarisent « leurs » centres-villes, transformés en espaces uniquement tournés vers des rapports de consommation. Les samedis des Gilets jaunes ont ainsi un aspect d'inversion carnavalesque.

Durant ces moments, la bourgeoisie se barricade, râle, tempête. Les petits commerçants pleurnichent, et il fait bien sombre dans les agences bancaires qui ont définitivement remplacé leurs vitrines par des panneaux dérivés du bois. La police, elle, bloque les rues et gaze massivement sans faire de différence. Elle fait ainsi respirer l'odeur de la lutte des classes aux bourgeois, les entrave dans leur circulation, les confronte à la brutalité de l'ordre social. Les Gilets jaunes ont finalement réalisé une partie du programme « La police avec nous » : ils ont réussi ce tour de force consistant à faire prendre en charge par la police une bonne part du blocage que celle-ci est censée empêcher !

Mais cela ne va pas sans une brutalité répressive toujours croissante et indifférenciée. La manifestation est devenue un espace dangereux pour tous : nul n'est à l'abri des gaz, des coups, des tirs de LBD.



[Journal de lutte]

Montpellier, le 16 mars

Après avoir erré tranquillement en centre-ville, la manif suit un cycle devenu presque rituel à ce stade du mouvement : à 16 heures précises, alors qu'il ne se passe rien (la manif stagne alors sur la place des Martyrs-de-la-Résistance), les flics gazent massivement et font pression en avançant de tous côtés. Les gens courent, se dispersent, reviennent. Toutes sortes d'individus appellent à « niquer ces pédés » de flics, demandant à la cantonade (aux autres et sans doute avant tout à eux-mêmes) si oui ou non « on a des couilles ».

La manif se recompose, parvient à se dégager momentanément de la pression policière et commence un cheminement au pas de charge dans les ruelles de la vieille ville. On retrouve une ambiance de « manif sauvage » à l'ancienne. Et puis retour sur la place de la Comédie – comme une victoire : « Même si Macron ne l'veut pas on est encore là. » Mais les flics sont

décidément éternés : alors que la manifest à nouveau statique et calme et que la place, vitrine d'un Montpellier gentrifié et touristique, est pleine de badauds, la BAC déboule en trombe, trois bacqueux foncent sur des manifestants pour les arrêter. D'autres ont de bons réflexes et les « désarrètent » en allant au contact. La scène a été très rapide, et immédiatement les CRS noient la place de gaz. Quelques projectiles sont lancés en retour. On se retrouve avec un groupe repoussés dans une ruelle, talonnés par les flics qui gazent et chargent en cognant, sans tenir aucunement compte du fait qu'il n'y a pas là que des manifestants. Un gamin est pris dans la charge ; son père panique et on le comprend : aucune issue n'est visible ; l'ambiance est étouffante et hautement anxiogène.

Aujourd'hui, la nécessité de disperser les foules semble primer sur toute forme de considération parallèle – par exemple qu'il pourrait être problématique de défoncer tout un chacun sur une place touristique d'un centre-ville bourgeois. Les garde-fous auxquels nous étions habitués étaient évidemment la marque de rapports de classe (dans les quartiers populaires et les cités, les flics depuis bien longtemps ne font plus de différence et se foutent de gazer des mômes), mais là, dans cette foule globalement pacifique que l'on traite de manière indiscriminée comme une bande d'animaux à disperser, vieillards, enfants et handicapés inclus, il semble bien que les flics aient eux-mêmes passé un cran.

Étonnamment, la « rencontre » entre les Gilets jaunes et les militants de la mouvance autonome rompus à l'émeute « tient » et ne cesse de s'approfondir. C'est aussi que cette mouvance – que le pouvoir insiste à désigner comme constituée de groupuscules fanatiques – s'est élargie ces dernières années. Elle est davantage porteuse de pratiques (celle des black blocs en particulier) que d'un programme politique propre à des groupes

affinitaires. Ces pratiques apparaissent dès lors de plus en plus comme des manifestations d'une insoumission prolétarienne s'exprimant tous azimuts, et non comme la marque de fabrique d'un milieu politique. Les déambulations émeutières des Gilets jaunes qui se poursuivent tout l'hiver et le printemps marquent ainsi une sorte d'élargissement du phénomène « cortège de tête » apparu au cours du mouvement contre la loi Travail en 2016. On avait alors assisté au débordement de la manif syndicale, déclarée et encadrée, par des cortèges assez offensifs et éparpillés qui prenaient la tête des défilés et imposaient une conflictualité directe avec la police. De plus en plus massifs, les cortèges de tête avaient fini par regrouper davantage de monde que les cortèges officiels. L'appropriation de ces pratiques de confrontation par des prolétaires urbains non familiers des milieux politiques avait alors, déjà, marqué une rupture notable avec les habitudes du mouvement social.

Le mouvement des Gilets jaunes a approfondi cette dynamique. En quelques semaines et le plus souvent *ex nihilo*, il a produit un peu partout une politisation totalement en dehors des espaces où le monde militant a l'habitude de se reproduire (universités, organisations syndicales, milieux alternatifs). Mais il a aussi, en retour, fait pénétrer dans les luttes elles-mêmes un rapport à l'engagement rétif à la cohérence politique, au langage militant, aux agendas, au capital culturel. L'indiscipline prolétarienne que porte l'« esprit Gilet jaune » et les réflexes politiques des militants ne s'entrechoquent plus et cohabitent désormais chaleureusement au sein d'un même mouvement dénué de perspectives de victoire.

Le mouvement des Gilets jaunes ne cesse de se découvrir, au fur et à mesure que tous les ennemis objectifs du désordre le désertent, comme un mouvement de classe. Son repli, dans sa dernière phase, sur la pratique de la

manifestation émeutière, entérine cette dynamique. Mais l'idée du peuple demeure omniprésente, et avec elle une sociabilité de lutte qui maintient en son sein une ambiance de convivialité et de partage, où les pratiques conflictuelles sont en quelque sorte subordonnées à un esprit de famille qui brasse les identités, les reproduisant et les déplaçant dans le même mouvement.



[Journaux de lutte]

Notes sur les manifs et la « culture Gilet jaune »

(Toulouse, Paris, Montpellier, Marseille,

Nîmes, janvier-mai 2019)

Ce qui s'est constitué au fil des semaines, ce sont d'étonnantes communautés de lutte, sur la base de vécus extrêmement variés mais essentiellement prolétariens, désormais soudées par plusieurs mois de combat commun. Il y a à présent un « esprit Gilet jaune », un « langage Gilet jaune », une « culture Gilet jaune », produits dans le sillage de la lutte.

Cette « famille » s'est approprié des espaces à distance de ceux qu'investit généralement le monde militant. C'était le rond-point, tant qu'il a duré ; puis parfois le terrain privé sur lequel on a reconstruit la cabane. Des lieux où s'invente une sociabilité inédite, à mi-chemin entre un piquet de grève et un squat fraîchement ouvert. Comme espace de réunion, la bourse du travail est concurrencée par l'amicale des boulistes. On organise des barbecues, des pique-niques, des karaokés, des lotos, où on parle de tout sauf de politique. La manif fait partie de ces espaces en tension permanente entre la production d'un rapport de force – tendu vers une « victoire » dont on continue d'ignorer le contenu – et l'autoreproduction du mouvement comme sociabilité sans fin.

La culture politique anarchiste cohabite allègrement en manif avec toutes sortes de « symptômes » d'une culture de classe qui lui est totalement étrangère. Le mélange des genres des slogans

entonnés samedi après samedi exprime bien la chose. Les mots d'ordre gauchistes « Tout le monde déteste la police ! » rencontrent avec simplicité les chansons en provenance du stade comme « Emmanuel Macron, oh, tête de con... », tandis que les vulgaires « Les putes à Macron, les putes à Macron » destinés aux flics cohabitent avec les « Aaaha, anti, anticapitalistes, aaaha » ou autres « Plus chauds, plus chauds qu'les lacrymos ». La jonction entre les prolétaires ruraux et les fameux « schlagues » produit un espace de sociabilité hybride, non politiquement correcte, antibourgeoise, illégitime, où la grossièreté s'assume fièrement (« Macron, si tu te réveilles et que tu vois dans la glace que tu as quatre testicules, c'est juste un Gilet jaune qui t'encule »). Il s'est agi d'échapper immédiatement à la culture bourgeoise, au langage policé, à l'injonction permanente à se présenter comme « interlocuteur responsable » : à rebours des habitudes polies des syndicalistes, c'est en commençant par insulter l'adversaire, en plus de le faire tomber de son piédestal symbolique, qu'on se place en dehors d'un cadre de discussion acceptable.

Une forme de culture populaire désinhibée se manifeste là, mélange d'intégration paradoxale de l'idéologie dominante et de tensions à l'autonomie. Certains ont semblé endosser ce costume de beauf (un peu) raciste et (surtout) sexiste taillé par les éditorialistes : la référence permanente à la sodomie dans les slogans et sur les gilets en serait de ce point de vue l'illustration la plus criante. Ce qu'on veut dire ici, ce n'est pas tant que les gens sont racistes ou sexistes, mais que les classes dominantes « délèguent » aux prolétaires les manifestations « culturelles » de ce dont elles s'accommodent très bien dans la pratique : racialisation, inégalités de genre...

Au cours des affrontements, qui souvent se prolongent des heures durant au même endroit, des Gilets jaunes se mettent en avant, chauffent la foule, etc. S'y déploie une viriliste culture de stade, de hooligans. Pour autant, l'espace de la manifémente n'est pas l'apanage exclusif des jeunes hommes : il reste

étonnamment féminin et sans limite d'âge. Les assignations (homme-femme, jeune-vieux...), alors même qu'elles se perpétuent symboliquement de multiples façons, qu'elles sont répétées parfois ad nauseam dans les discours, rentrent malgré tout en crise dans les rapports concrets. On retrouve de fait dans les manifestations des Gilets jaunes la même ambiguïté vis-à-vis des identités sociales qui a prévalu dans les autres espaces de la lutte, où celles-ci se trouvent à la fois investies et quelque part dépassées. Le simple fait que soient organisées à peu près partout en France, en janvier et en février, des manifs de « femmes Gilets jaunes » est en soi remarquable. Sans se revendiquer d'un quelconque féminisme, ces manifs excèdent largement le contenu qu'on leur prête, celui d'une sorte de dignité non violente qui serait « naturelle » pour les femmes : c'est au contraire la fierté de résister à la répression, de « tenir », qui s'y exprime. Quoi de plus émouvant que les cris d'allégresse éclatant lorsque deux cortèges se retrouvent ? C'est à chaque fois un sentiment de victoire sur la police. Les « émeutes » en ce sens ont perdu de leur caractère offensif : contrairement au mois de décembre, il n'y a guère de pillages en janvier-février, et la casse demeure anecdotique. On éprouve sa résistance en restant là malgré les gaz, pendant des heures, avant de repartir, pour on ne sait quelle raison. Les jets de projectiles sur la police sont admis de tous, de même que les tags : quelqu'un s'arrête pour inscrire un message sur un mur, des badauds s'attourent et l'observent patiemment, on applaudit, on commente, on repart d'un pas lent. Il est très rare que l'on se dissocie des bris de vitrines : face à l'iniquité flagrante de la répression, le mouvement semble accepter toutes les pratiques. Les choses se déroulent bon gré mal gré dans une étonnante bienveillance générale, qui surprend les habitués des manifestations « traditionnelles ».

À l'ombre du RIC, les théories dites « du complot » abondent, sont reprises non seulement sans précautions, mais encore dans une forme de bravade : puisque tout ce qu'on nous dit est faux, puisque la désinformation menée par les médias-à-la-botte-

du-pouvoir est générale, alors n'importe quoi, en retour, peut être vrai. Il faut y voir une des raisons du succès des « théories » chouardiennes, dieudonnistes, qui ne prospèrent pas seulement sur le fumier de l'extrême droite, mais développent une curieuse cuisine démagogique qui a tout pour séduire celui qui se défie – à bon droit – du média bourgeois. Plus profondément, les différents Actes se sont souvent accompagnés, à travers banderoles et mots d'ordre, de manifestations diffuses d'une vision complotiste du système s'incarnant dans des archétypes historiques : les Juifs, les francs-maçons, les élites mondialisées...

L'effacement des anciens repères structurant les luttes sociales caractérise la révolte des Gilets jaunes. D'autres prennent leur place : le peuple, le patriotisme, la « valeur travail », une représentation paranoïaque des rapports sociaux. C'est ce cadre idéologique qui façonne les contradictions dont cette révolte est l'objet.

Mais il faut aussi rappeler que cet imaginaire complotiste, souverainiste, populiste – que d'aucuns résument dans le terme de « confusionnisme » – préexiste au mouvement. Ce qui se joue des mois durant au cours de l'année 2019, c'est bien l'inscription de cet imaginaire dans des rapports de lutte dont le cœur est clairement social – la répartition du revenu. L'imaginaire « antisystème » des Gilets jaunes est traversé de tous les imaginaires qui circulent aujourd'hui parmi les prolétaires de France. Aucune « vision du monde » cohérente traçant les contours d'un « camp » clairement défini (les « exploités », ou les « travailleurs ») ne vient les rendre illégitimes. On peut le regretter. Mais ce qui est finalement remarquable, c'est que, au fil de la lutte, ces prolétaires découvrent leurs ennemis communs par-delà des clivages culturels qui les divisent. Ces imaginaires antisystème et « confus », qui souvent rendent les conversations pénibles, se fondent bel et bien, dans les pratiques de lutte, dans ce clivage essentiel qui est celui de la lutte des classes.

Dernier assaut ?

La dernière tentative pour résister à l'extinction progressive et repasser à l'offensive est le fruit de cette « alliance » qui s'est déployée dans le mouvement, entre les « irréductibles » Gilets jaunes et la mouvance politique « cortège de tête ». Le fait que les fameux black blocs se révèlent n'avoir, au contraire des autres forces militantes identifiées, aucun objectif personnel finit par les rendre éminemment respectables aux yeux d'une frange importante du mouvement.

Courant février, des appels circulent pour rééditer le 16 mars 2019 les « descentes » sur Paris du mois de décembre. Ils émanent de militants radicaux ; ils sont néanmoins massivement partagés sur les pages Facebook et dans les assemblées, dans un état d'esprit identique : assumer l'affrontement organisé comme pratique de lutte légitime. C'est le premier « ultimatum » d'une longue série. Les Gilets jaunes produisent un événement spectaculaire, venant perturber l'orchestration du spectacle par l'État et les médias.

Car cet Acte XVIII est l'occasion d'un étonnant sursaut. Des barricades sont érigées sur les Champs-Élysées et les émeutiers tiennent le terrain face à la police. Banques et magasins de luxe sont pillés ou saccagés. À l'image du Fouquet's en feu, les Gilets jaunes démontrent à nouveau que les édifices qui manifestent la splendeur arrogante de la grande bourgeoisie ne sont pas hors de portée de la colère des « gueux » ; la nouvelle de l'incendie du restaurant de luxe réjouit massivement tout un chacun au sein du mouvement – et au-delà, sans doute. Les milliers de manifestants parviennent à réitérer les coups de force des samedis de décembre.

Ce sursaut ne laisse pas le pouvoir de marbre. En effet, le nouveau saccage des Champs-Élysées intervient au moment de la clôture du grand débat ; il traduit l'échec – du reste patent – du gouvernement à mettre

fin au mouvement par les voies de l'enfumage citoyen ; il rappelle que le pouvoir n'est toujours pas maître de la situation et du temps.

À nouveau, les observateurs bourgeois voient leurs catégories sociologiques et morales vaciller en constatant que l'intériorisation par les « honnêtes » prolétaires des interdits relatifs à l'ordre public semble avoir du plomb dans l'aile. Car s'il y a bien des groupes et des individus venus ce 16 mars sur les Champs-Élysées pour « en découdre » et saccager – largement issus de la mouvance autonome, mais loin de s'y limiter –, ils sont englobés dans une masse beaucoup plus large de « manifestants » qui observent leurs actions avec bienveillance, les justifient en parole, les encouragent, les protègent physiquement de la police... et ramassent, la bouche pleine de chocolats Jeff de Bruges, des maillots du PSG ou des bijoux Swarovski.



[*Le Monde*, 16 mars 2019]

« Il n'y a que quand ça casse qu'on est entendu »,

Paris, Acte XVIII

« C'est une curieuse atmosphère qui s'est installée d'emblée sur l'avenue parisienne si emblématique. En tête de cortège, les plus radicaux ont lancé les hostilités. [...] »

À l'arrière, les autres manifestants se chauffent au soleil, prennent des selfies devant les vitres brisées, se servent éventuellement dans les boutiques éventrées. Les premières semaines du mouvement, il y avait toujours des manifestants pour protester contre les pillleurs. Cette fois, rien. « Ça fait dix-huit semaines qu'ils ne nous écoutent pas ! explique John, un animateur de 28 ans qui a fait la route depuis Nancy. Les black blocs, avant, ils faisaient peur à tout le monde, maintenant on trouve que c'est un plus. C'est eux qui font avancer les choses, nous, on est trop pacifistes. » Ils sont nombreux à dire la même chose. « On a pris conscience

qu'il n'y a que quand ça casse qu'on est entendu... Et encore, même quand on casse tout, on ne nous entend pas", assure Johnny, 37 ans, directeur de centre de loisirs dans les Ardennes. "Il faut que Macron se rende compte que maintenant il est cuit." Isabelle, 60 ans, venue de l'Essonne, se tient un peu en retrait, mais elle avoue: "Si j'étais plus jeune, j'irais à l'affrontement. C'est la violence d'État la première violence, celle qui donne la rage."

Les vitrines de nombreux magasins ont volé en éclat: Boss, Etam, Al-Jazeera Parfums, Nike, Swarovski, Bulgari, Longchamp, SFR, la boutique du PSG, mais personne ne bronche. "Jusqu'ici, dans les manifestations, je m'interposais pour éviter la casse. Mais là, maintenant, je me dis 'tant pis', confie Jennifer, 39 ans, cariste venue de Rouen et mère de deux enfants. Quand j'ai vu casser le Fouquet's, ce symbole de l'oligarchie, je ne dis pas que j'étais satisfaite mais je ne suis plus contre." Ana, 33 ans, une factrice venue de Toulouse est plus directe encore: "C'est génial que ça casse, parce que la bourgeoisie est tellement à l'abri dans sa bulle, qu'il faut qu'elle ait peur physiquement, pour sa sécurité, pour qu'ils lâchent. Après j'aurais été contente qu'on n'ait pas besoin de ça pour obtenir le RIC et le reste mais ça ne marche pas." [...]

On se prend en selfie devant le Fouquet's, vandalisé une première fois et rebrûlé dans l'après-midi pour faire bonne mesure. "Cette fois, on ne pourra pas dire que le mouvement s'essouffle", se félicite Martine, 60 ans, cadre de santé à l'hôpital venue de Toulon. "À un moment donné il faut s'exprimer un peu plus fort, ça fait quatre mois qu'on a commencé et on est au même point", ajoute Robert, son mari. [...]

"Ça fait quatre mois qu'on manifeste", assurent les Gilets jaunes de l'Indre. Jusque-là, ils s'étaient mobilisés à Châteauroux, Châtelleraut, Bourges ou Issoudun. "Notre territoire est très touché par la désertification et la disparition des services publics. La maternité du Blanc a fermé, le train de Paris ne s'arrête plus à Argenton-sur-Creuse, explique la femme du

..... *groupe. Pour voir un ophtalmo à Châteauroux, il faut attendre*
un an, du coup on va à Limoges.” Aujourd’hui, ils sont venus
à Paris: “Il fallait marquer le coup et, cette fois, il est bien
marqué.”»

Face à cette nouvelle manifestation de colère et de force du mouvement, le pouvoir gesticule fébrilement. Après la polémique sur les violences policières menée par la gauche, le gouvernement se trouve critiqué pour son supposé laxisme. «Voilà à quoi mènent les polémiques sur le flashball», s’écrie le chœur des flics. En réponse, on limoge le préfet de Paris et on le remplace par Didier Lallement. Cet ancien préfet de Nouvelle-Aquitaine et ancien directeur de l’administration pénitentiaire à la réputation de «fou furieux» (selon un de ses collègues, dans *Libération*, le 23 mars 2019) est appelé à Paris pour «rétablir l’ordre» et appliquer une politique musclée de «mobilité et d’interpellation». On se lance dans une nouvelle inflation d’annonces concernant le renforcement du maintien de l’ordre: formation de nouvelles «unités anticasseurs», dispersion «immédiate» des rassemblements interdits, usage de drones, de produits marquants invisibles permettant de «pister» les casseurs, etc.

Une nouvelle fois perturbées dans la production des figures sémantiques justifiant la répression, les autorités sortent de leur chapeau l’aberrante catégorie de l’«ultra-jaune», sorte de prolétaire radicalisé et nihiliste.

7. Une lutte sans fin(s) Après le 16 mars 2019



Ne pas se rendre

ACTE 13 – 44 h de GAV – TOUJOURS LÀ!!!
Inscription sur un gilet jaune, Paris, Acte xv.

Écrire une histoire du mouvement des Gilets jaunes pose un problème difficile : quand s'arrêter ?

À l'heure où sont écrites ces lignes, le 16 mars 2019 constitue le dernier gros « coup de pression » des Gilets jaunes sur le pouvoir. Mais cette date ne marque en aucun cas la fin du mouvement, qui continue de semer la pagaille dans les centres urbains les mois suivants. Alors que les interdictions de rassemblements sont devenues quasi systématiques, s'accompagnant de verbalisations à tour de bras des manifestants supposés, les capitales tournantes deviennent nationales. Certains bastions des Gilets jaunes tiennent plus longtemps que d'autres : le mouvement des manifs-émeutes se tasse à Bordeaux début mars ; à Toulouse ou Montpellier, il demeure vif jusqu'à l'été et connaît encore de nouveaux soubresauts ensuite, jusqu'à l'automne 2019. Le mouvement décline... et pourtant, semaine après semaine, samedi après samedi, il se poursuit, avec une intensité toujours décroissante, sans perspective de victoire ou de dépassement, mais il se poursuit, tête.

C'est que personne – ni Drouet ni Fly Rider, en eussent-ils le souhait – n'est en capacité de siffler la fin. Bien que « leaders », la fonction d'encadrement classiquement dévolue aux centrales syndicales, consistant à interrompre un mouvement dès lors qu'un compromis a été obtenu, leur fait défaut.

Le mouvement, à partir du printemps, semble en voie de ritualisation. Pas une semaine ne s'écoule sans

qu'une nouvelle anecdote, un nouveau fait divers, un nouveau scandale ne fasse la une des journaux. Affaire du « boxeur gitan » le 15 janvier, affaire de la « cagnotte antiflic » la semaine suivante, affaire Finkielkraut après le 16 février, arrestation du journaliste indépendant Gaspard Glanz après le 20 avril, affaire de la *fake news* de « l'intrusion à la Pitié-Salpêtrière » après le 1^{er} mai, etc. L'attention médiatique et, sans doute dans une moindre mesure, celle des Gilets jaunes eux-mêmes sont ainsi rythmées par des polémiques installant la conflictualité sur le terrain de la mise en spectacle plutôt que sur celui des rapports sociaux. Les Gilets jaunes à leur tour investissent ce tempo en annonçant une « semaine des blessés », une « semaine pour l'interdiction du flashball » ou des « ultimatums » successifs. Signe de l'installation durable du mouvement dans le paysage, signe aussi de l'épuisement d'une dynamique de débordement le redéfinissant sans cesse et de son obligation à puiser à l'intérieur de lui-même les ressources de son étonnante survie...



[Journaux de lutte]

Le 13 avril à Toulouse

Pour cet Acte XXII, Toulouse est censé être le lieu d'un rassemblement d'ampleur nationale. Le rendez-vous est donné pour midi sur les allées Jean-Jaurès. Nous parvenons à nous y faufiler, mais découvrons bientôt qu'il s'agit d'une nasse de vaste échelle : côté gare, des gendarmes ; côté boulevard, des CRS ; entre les deux, à chaque rue, des bacqueux. L'étau ainsi formé se resserre progressivement, sous une pluie de gaz d'une densité que je n'avais jamais connue auparavant. Pendant presque une heure, nous allons être littéralement noyés sous les gaz, sans possibilité de quitter cet enfer, ballottés d'un côté à l'autre des « ramblas ». C'est très dur. Nous parvenons plus ou moins

miraculeusement à sortir du dispositif lors d'une charge de la BAC qui, volontairement ou non, a libéré une rue. Nous apprenons alors qu'il y a déjà d'autres petits cortèges. Par quelques détours, en nous remettant de nos émotions, nous finissons par rejoindre une sorte de gros cortège, cerné de flics de toutes parts. Une bonne partie de l'après-midi va être faite de ce petit jeu peu offensif, fuir les flics dans les petites rues, retourner sur les boulevards, etc. Nous retrouvons pour finir une grosse masse de gens sur les boulevards, où la scène du midi semble se reproduire : complètement nassés, nous sommes ballottés, dans des gaz tirés sans la moindre relâche, d'un bout à l'autre de l'endroit. Nous parvenons à fuir dans une cour d'immeuble ; le reste des gens est chassé vers le canal. Alors que nous nous remettons, un cri de joie s'élève : le camion à eau, trop lourd pour les grilles du métro, s'est renversé ! De petits groupes poursuivent l'émeute assez tard (23 heures peut-être).

L'émeute est devenue un rituel, mais continue de changer de forme. Les gens sont, à l'évidence, plus mous qu'en décembre. Cependant, ils sont là, et ils y restent. Les pleurnicheries du maire ou des associations de commerçants n'y font rien, et les Gilets jaunes, pour beaucoup, font le déplacement depuis les départements voisins. Ils sont en somme assez peu offensifs (par exemple en termes d'attaque sur la police), mais en revanche ils semblent mettre un point d'honneur à tenir dans les gaz, à se reformer après dislocation. À chaque début de rassemblement, les paris sont pris : à quelle heure est-ce que « ça va gazer » ? Combien de tours des boulevards fera-t-on ? Les cortèges, quand il y en a, sont festifs et folâtres. Quand il y a un black bloc, les gens sont contents. Il ne viendrait à l'idée de personne, ou presque, de s'opposer à un bris de vitrine. Mais il faut bien dire que des vitrines, il n'y en a plus beaucoup sur les boulevards... D'autre part, il semble que les flics aient développé, comme à Paris, la méthode de la nasse punitive, qui est assez éprouvante, physiquement et nerveusement. Il n'en reste pas moins qu'ils semblent – au moins un peu – débordés à chaque

fois, avant de reprendre le contrôle de la situation quand la nuit tombe ou peu après. Combien de temps cela peut-il durer?

Une nasse à Paris, le 20 avril

(Acte XXIII - « Ultimatum 2 »)

Le nouveau préfet Lallement, fraîchement nommé en remplacement du préfet Delpuech, limogé à la suite du saccage des Champs le 16 mars, a de quoi être fier pour son baptême du feu : alors que les Gilets jaunes confluent vers la place de la République et y stagnent, les flics parviennent à les y enclorre dans une nasse. L'habituel déploiement en éventail des Gilets jaunes, qui les rend si peu contrôlables, est ce jour-là canalisé par de subtiles manœuvres des forces de l'ordre.

Le confinement sur la place de la République dure plus de quatre heures. Il n'est pas statique : la nasse elle-même est un champ de bataille diffus entre manifestants et police – où le rapport de force est bien sûr nettement en faveur de cette dernière. Il y a des jets de projectiles, des incursions et des retraits de bacqueux et de casqués en uniforme, des tentatives offensives de la part des manifestants qui échouent toutes, et un climat très gazeux en permanence.

La nasse, au cours de ces quelques heures, est aussi un moment de la vie protéiforme du mouvement. Les Gilets jaunes ne sont pas les seuls à protester sur la place de la République. Après avoir cohabité un temps avec un rassemblement kabyle de soutien au mouvement en Algérie, les Gilets jaunes ont sans crier gare entraîné une manifestation contre le pouvoir soudanais. Les Gilets jaunes présents en savent-ils autant sur la révolution en cours au Soudan que les Soudanais exilés en France sur les Gilets jaunes ? Toujours est-il que les « So-so-solidarité avec le peuple soudanais » ne sont pas à la hauteur des « So-so-solidarité avec les Gilets jaunes ». La coexistence est bonne malgré les conditions. Alors que quelques pancartes réclament toujours le RIC ou le Frexit, un chevelu à sandales en brandit une appelant à suivre la voie du Christ.

Au milieu des mouvements de foule, trois types installent une sono. L'un d'entre eux explique ce qui va se passer: le président de leur collectif pour la mise en place d'une nouvelle constitution va prendre la parole et faire part de leurs propositions en vue d'accéder à une démocratie réelle – car, si à une échelle locale, comme celle de cette place, il est possible de pratiquer la démocratie directe, ça ne marche pas à l'échelle d'un pays. Quelques personnes écoutent distraitement l'aberrant exposé, et puis le gaz rend impossible la poursuite de la conférence. Plus loin, plusieurs centaines d'autres, face aux flics, s'essaient à un nouveau slogan qui fera polémique: «Flics suicidés, à moitié pardonnés!»

Sous les gaz, les gens cavalent, se posent à droite à gauche. Ceux équipés pour l'émeute finissent par prendre acte du rapport de force par trop déséquilibré et ils redeviennent des gens comme les autres. On papote. Qu'on veuille le RIC ou plus de pognon, n'est-on pas fondamentalement d'accord? Sans doute que non, sans doute que si. Enserrée dans une nasse, la multiplicité du mouvement semble quelque peu figée. Nous sommes coïncés et, avec nous, les positions que nous portons. La préfecture annonce 227 arrestations en fin de journée.

Parallèlement à la ritualisation des manifs-émeutes, la structuration nationale se poursuit, à l'écart des gaz, mais aussi du mouvement lui-même. Si Commercy, en janvier, constituait une expression endogène du mouvement, moment de formalisation d'un discours de légitimation et d'unité alors que la lutte dans la lutte battait son plein, les Assemblées des assemblées suivantes ont tendance à suivre une dynamique autonome: alors que les assemblées locales et les rassemblements du samedi déclinent, on dénombre nettement plus de participants (environ 800 délégués) à l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire, début avril, qu'à celle de Commercy, où il y avait

400 ou 500 personnes. Le formalisme inhérent à ces processus les détache encore un peu plus de la lutte concrète : on produit ainsi des « agendas » assez délirants, en tout cas sans lien avec un quelconque rapport de force réel.

On ne comprend pas ce qu'ils veulent faire. Leurs comptes rendus font quinze pages... Et discuter un week-end entier alors que c'est à ce moment-là qu'on se mobilise ? En plus, dans notre groupe, les deux mandatées pour Saint-Nazaire sont une prof d'université et une autre qui paye l'impôt sur la fortune...

Claire, Gilet jaune, *Le Monde diplomatique*, mars 2019.

Les élections européennes du 26 mai suscitent bien quelques remous et discussions stériles dans les assemblées (appeler à voter blanc ? tout sauf Macron ? etc.) ; et à nouveau les commentateurs s'interrogent sur la capitalisation du mouvement par l'extrême droite, mais rien ne vient valider cette hypothèse. Quant aux listes qui se revendiquent des Gilets jaunes, elles recueillent moins de 1 % des voix. De quoi doucher définitivement les espoirs de ceux qui pariaient sur une possible absorption institutionnelle du mouvement.

« Ne pas se rendre » : le simple phénomène, inédit, de la durée, constitue en soi une marque de défi. Les appels à « reprendre les ronds-points » ou à bloquer persistent, semaine après semaine, appels souvent velléitaires mais signifiant que des individus sont toujours prêts à se lever avant l'aube pour se rendre dans une zone commerciale sans savoir combien de comparses ils vont trouver là.

La perpétuation du mouvement est par ailleurs entretenue par une répression continue. Si les Gilets jaunes refusent de lâcher face à l'État, c'est aussi que l'État lui-même refuse de lâcher les Gilets jaunes. Les forces de l'ordre continuent de blesser et de mutiler lors des manifestations, et se vengent des humiliations passées ;

alors que le gouvernement avait été débordé au cours des folles semaines de novembre-décembre, il a à cœur de démontrer qu'il n'oublie rien. Des enquêtes sont ouvertes pour des dégradations en tout genre, pour des jets de projectiles sur la police, pour des vols commis lors de pillages. Elles durent parfois des semaines et mobilisent des moyens extraordinaires au regard des infractions. De nombreux manifestants, parmi lesquels beaucoup ont depuis quitté la lutte, se voient ensuite cueillir par les flics alors qu'ils ne s'y attendaient plus. Au cours des procès, les peines qui tombent sont extrêmement lourdes au regard des habitudes de la justice : celle-ci massacre sciemment des vies pour délivrer un message à tous ceux qui pourraient se révolter un jour, pour que tout un chacun connaisse le coût de l'insoumission.

Dans ces conditions, ne pas se rendre est aussi un acte de solidarité, un acte consistant à ne pas laisser la justice faire son travail de destruction dans l'isolement. Tout au long de l'année 2019, le mouvement se poursuit ainsi au rythme de la lutte contre la répression et de ses exigences : soutien matériel aux inculpés, rassemblements lors des procès, collectivisation de la défense juridique, etc. À l'heure où nous achevons ce livre, cette répression n'a pas fini de se déchaîner ; et la solidarité continue de s'exprimer.



[Extrait du compte rendu de la Défense collective
Gilets jaunes Garrigue-Cévennes]

Le procès de Narbonne

« Dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre 2018, les Gilets jaunes de Narbonne ont, comme dans de nombreux endroits en France, pris le péage de Narbonne-Croix sud [voir page 83]. Au cours de la soirée le péage a vécu l'épreuve du feu, tout comme le peloton de gendarmerie qui se trouvait à côté. [...] »

Le 21 janvier 2019, douze personnes se font lever à leur domicile. Après des gardes à vue allant jusqu'à 72 heures, huit personnes sont incarcérées préventivement. Elles resteront en taule entre quinze jours et six mois. Les arrestations se sont poursuivies en mars, avril, juin et juillet derniers. Au total, 32 personnes inculpées dans une instruction qui aura duré un an et pour laquelle de gros moyens ont été déployés : écoutes, prélèvements génétiques, enquêtes familiales, exploitation des téléphones et des vidéos... [...]

Après un an d'instruction, 31 inculpés (le trente-deuxième, mineur au moment des faits, ne sera pas présenté) sont convoqués au tribunal de grande instance de Narbonne pour le procès, qui durera dix jours, du 9 au 20 décembre 2019. Deux inculpés comparaissent sous écrou. [...]

Pendant dix jours se sont succédé les plaidoiries des parties civiles (quarante-huit au total, des flics pour la majorité) et les auditions des inculpés... À l'issue de ces dix jours, le procureur pose ses réquisitions : il demande 27 peines de prison, dont 11 avec mandat de dépôt. Les dommages et intérêts demandés par la gendarmerie et par Vinci s'élèvent quant à eux à plusieurs millions d'euros.

Le 7 janvier 2020, nous sommes retrouvés à plusieurs dizaines de personnes devant le TGI de Narbonne en soutien aux inculpés. Les flics étaient aussi massivement présents, plus que nous malheureusement. Ils ont tenté de nous confisquer nos banderoles, échec.

Et ce mardi 7 janvier, jour du délibéré, on a tous pris un coup dans la gueule. Toutes les personnes inculpées ont été condamnées (à l'exception d'une personne relaxée) et parmi les peines les plus violentes : le maintien en détention des deux personnes qui comparaissaient sous écrou, deux mandats de dépôt sur audience, et un mandat de recherche pour la cinquième personne qui ne s'était pas présentée au délibéré.

Les peines prononcées contre les 25 autres inculpés sont, entre autres [...]:

— 5 ans dont 30 mois de sursis pour 3 personnes, 2 maintiens en détention et un mandat de dépôt ;

— 4 ans dont 18 mois de sursis avec mandat de dépôt ;

— 3 ans dont 1 an de sursis avec mandat de dépôt.

Et c'est pas fini... Le procès pour les intérêts civils aura lieu le 12 mai 2020. Vinci demande dix millions d'euros, les gendarmes 700 000 euros !

Ce procès qui a fait la une des médias il y a plus d'un an et une nouvelle fois le mois dernier est un procès du mouvement Gilets jaunes ! Par ce procès, comme par les nombreux procès qu'il y a déjà eu et ceux qui vont arriver, la justice cherche à nous museler, à casser notre solidarité.

C'est pourquoi nous sommes solidaires des condamnés de Narbonne tout comme nous sommes solidaires de tous les inculpés Gilets jaunes ! »

Dissolution du mouvement et « gilet-jaunisation » des luttes

Parallèlement aux manifs du samedi, qui continuent en maints endroits, la combativité manifestée par les Gilets jaunes se transfère sur d'autres terrains de lutte. Certains « irréductibles » produisent une forme de militantisme tous azimuts qui à la fois alimente et perturbe les habitudes de ces luttes et leurs acteurs traditionnels. Réforme de la gestion des ordures ou de l'eau potable, piquets devant un entrepôt d'Amazon, lutte acharnée contre la pose des compteurs électriques « intelligents » Linky, bras de fer contre une mairie qui interdit la distribution de tracts sur le marché : les occasions de « poursuivre le combat » localement, de manière larvée, rampante, abondent, perturbant avec entêtement, un peu partout, le mécanisme habituel de la dépossession de toute chose.

Ce qui se joue à partir du printemps 2019, et qui est toujours en cours à l'heure où ces lignes sont écrites, c'est

une dissolution du mouvement dans l'ensemble des luttes sociales. En fin de compte, après des mois de mobilisation, on ne sait plus vraiment qui « est » Gilet jaune. Le vêtement-symbole serait-il devenu un spectre qu'on brandit tantôt, qu'on dissimule parfois, mais dont l'esprit n'a plus besoin de l'étoffe ? Le 21 septembre, alors que la capitale est le théâtre de manifestations pour le climat et contre la réforme des retraites, *Le Monde* constate que « de multiples grappes de Gilets jaunes *sans leur gilet* tentent d'approcher des Champs-Élysées ». Voici venue l'heure des Gilets-jaunes-sans-gilet-jaune : belle conclusion provisoire d'un mouvement sans structure ni revendication qui pourrait bien, sans jamais « finir », se déverser dans l'ensemble des espaces de conflictualité qui traversent la société.

Car tout le monde est d'accord là-dessus : on assiste bel et bien, à la suite du mouvement des Gilets jaunes, à un phénomène de « gilet-jaunisation » des luttes et des manifestations sociales. Le terme a fait une entrée progressive dans le vocabulaire médiatique et militant¹⁶. Il signifie quelque chose comme « ensauvagement », « perte de contrôle par les cadres ». En ce sens, la « gilet-jaunisation » n'est finalement qu'une manière franco-centrée de se référer à la dynamique générale de la lutte des classes telle qu'elle se manifeste sur l'ensemble du globe. Un peu partout dans le monde en effet, voici venu le temps des luttes où les cadres politiques et syndicaux sont rejetés à la marge des mouvements, voici venu le temps de l'émeute. De l'Amérique latine au monde arabe, de l'Europe à l'Extrême-Orient se développent des luttes où les revendications sont multiples, diffuses, parfois contradictoires, regroupant des composantes sociales variées,

16. « Gilet-jauniser : donner un caractère rappelant le mouvement de contestation français des Gilets jaunes à », selon le *Wiktionnaire*, www.wiktionary.org.

se subjectivant sous la forme du peuple – des luttes où se mélangent plus ou moins harmonieusement des « classes moyennes » refusant leur marginalisation politique et des pauvres protestant contre les violences sociales qui leur sont faites. C'est la dynamique générale de la lutte des classes dans le moment actuel, avec l'étalement des mouvements sur des durées inédites, l'échec permanent des tentatives de négociation, la tension à la guerre civile.

Ces lignes sont écrites alors que, en France, la lutte contre la réforme des retraites engagée en décembre 2019 est en cours. Une « jonction » s'est bel et bien opérée sur le terrain des manifestations : alors que les Gilets jaunes nourrissent une forme d'ensauvagement des cortèges pendant les « journées d'action », les travailleurs en lutte rejoignent les Gilets jaunes dans leurs manifestations du samedi. La transformation de la manifestation en espace de conflit permanent avec la police, qui était déjà en cours depuis quelques années, s'approfondit. Il apparaît de plus en plus nettement que la manif-émeute tend à s'imposer comme forme face aux habitudes du mouvement social.

Mais l'enjeu central, à nos yeux, demeure celui du débordement de la gilet-jaunisation sur le terrain du travail, celui de la production de dynamiques de lutte et d'insubordination autonomes, à l'écart des syndicats, de la part des travailleurs. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne pouvons pas parler de ce phénomène avec le recul suffisant. On constate effectivement une tendance à la radicalité et à l'auto-organisation dans des secteurs traditionnellement pacifiques et encadrés – dans l'impressionnant niveau de conflictualité des enseignants toulousains au printemps 2019, comme dans la grève à la RATP au cours du mouvement de l'hiver 2019-2020, on décèle par exemple l'évidente marque déposée des pratiques et des sociabilités des Gilets jaunes. Mais quelle est son ampleur, sa portée ? Se joue-t-il quelque

chose en dehors des corps de métier syndiqués où les CDI dominent ?

Nous savons que le plafond de verre est solide, nous le constatons nous-mêmes chaque jour. S'attaquer collectivement à sa propre reproduction en tant que travailleur n'est pas une mince affaire. C'est paradoxalement une chose plus difficile que d'affronter la police dans la rue : on est seul, on a peur, les rapports de solidarité sont minés de toutes parts par la vulnérabilité des uns et des autres. Pourtant, derrière les flics, derrière le gouvernement, derrière l'État qui redistribue l'argent, il y a un rapport social structuré autour de l'exploitation du travail. C'est là le véritable cœur de l'organisation sociale : il nous permet de manger, mais c'est en même temps le nœud de l'inégalité, de toutes les inégalités. Aucun système politique ne sera « juste » tant que perdurera cette exploitation. C'est donc bien sur ce terrain du travail qu'il faudra évaluer la portée historique de la gilet-jaunisation des luttes.

Quelques remarques
conclusives



Il est temps de récapituler et d'essayer d'extraire de cette étonnante révolte quelques éléments d'analyse. Nous n'avons pas la prétention d'émettre une « théorie des Gilets jaunes », seulement de tirer quelques fils.

En l'espace d'une vingtaine de jours, entre fin novembre et début décembre 2018, la France a changé de visage. Toutes les villes, grandes et petites, toutes les zones dites « périurbaines » ont basculé dans un désordre imprévisible. Des milliers de gens qui n'avaient jamais manifesté ou contesté leur sort ont découvert l'immensité partagée de la dépossession et le vertige d'une révolte qui a surgi face à la nudité policière du pouvoir. Des populations habituellement cloisonnées se sont côtoyées dans l'affrontement, justifiant des actes injustifiables au regard du droit. Les blocages économiques, les saccages des centres-villes, le rejet des « politiques » ont mis – presque – tout le monde d'accord. Des actions directes se répandaient comme une traînée de poudre. Les chants du samedi se diffusaient jusque dans les cours de récréation, où les écoliers jouaient à Gilets jaunes contre CRS, la colère fracturait le consensus médiatique pour produire des éclats de vérité réduisant à néant la faconde des journalistes et du personnel politique. Le mouvement, s'emparant d'individus aux identités atomisées, produisait en quelques jours des formes de communauté dont la richesse révélait par contraste la pauvreté existentielle des rapports sociaux du capitalisme du XXI^e siècle.

Le 24 novembre, Sylvie découvre, avec quatre amies, sa première manifestation sur les Champs-Élysées, pour l'Acte II. Autour d'elle, certains montent des barricades, d'autres détachent des pavés.

*«Je n'ai rien fait, mais étonnamment j'ai aimé ça», souffle-t-elle.
Elle pense à Mai 68, à la France «qui se réveille». «Je me suis dit:
On va gagner!» Deux jours plus tard, elle s'était «équipée».
Le Monde, 26 juillet 2019.*

En décembre, l'ordre public, reflet de ces rapports sociaux, fut sérieusement secoué. On a appris plus tard que des policiers avaient reçu la consigne de se réfugier en dernière instance dans les jardins de l'Élysée. On a vu, dans les quartiers généraux de la bourgeoisie, des gens habitués à dominer apprendre soudain à subir, médusés de voir les prolétaires *s'organiser eux aussi*, et selon des règles peu *convenables*. On a vu, l'espace d'un instant, littéralement, la peur changer de camp. Une partie du monde occidental avait les yeux fixés sur la France et ses symboles éternels léchés par les flammes et noyés dans la fumée. Le président du Medef s'est – paraît-il – amusé rétrospectivement des centaines d'appels reçus de patrons effrayés prêts à tout lâcher plutôt que de passer sur le billot.

*À la rentrée, la maîtresse a demandé à mon fils
ce que ses parents faisaient comme métier. Il a répondu:
«Mon père est prisonnier politique Gilet jaune!»
Abdelaziz, Basta!, 16 janvier 2020.*

Mais produire un retour sur un mouvement pour tenter d'en dégager les percées et les limites, c'est aussi prendre acte du fait qu'il a buté sur des forces qui l'ont tenu en échec. Dans la dynamique de recul, pourtant, cet échec est refusé par les Gilets jaunes qui, contre toute évidence, soutiennent samedi après samedi qu'ils sont toujours plus nombreux. C'est que, pour eux, rien ne sera plus comme avant. Pour eux, les appels au respect de la république et de la démocratie parleront toujours le langage du ciel, car ce qu'ils disent avoir mis en jeu, c'est leur existence concrète.

« Vous n'obtiendrez rien, Mademoiselle, vous feriez mieux de rentrer chez vous », suggère un homme dans une berline. « Je n'attends rien de spécial. Ici, on fait les choses pour soi : j'ai déjà gagné. »

Le Monde, 15 décembre 2018.

Peuple, classes, contradictions

Le nom sous lequel une révolution s'introduit n'est jamais celui qu'elle portera sur ses bannières le jour du triomphe. Pour s'assurer des chances de succès, les mouvements révolutionnaires sont forcés, dans la société moderne, d'emprunter leurs couleurs, dès l'abord, aux éléments du peuple qui, tout en s'opposant au gouvernement existant, vivent en totale harmonie avec la société existante. En un mot, les révolutions doivent obtenir leur billet d'entrée pour la scène officielle des mains des classes dirigeantes elles-mêmes.

Karl Marx, New York Tribune, 27 juillet 1857.

Nous l'avons montré, le « peuple » qui a surgi sur le devant de la scène le 17 novembre, nourri d'un impressionnant sentiment de légitimité, semant le désordre, déferlant sur les Champs-Élysées comme dans toutes les sous-préfectures, a rapidement vu son unité se fissurer. Cette entité fictive n'a pas résisté longtemps à l'évidence suivante : il y a en son sein des gens qui sont pauvres et d'autres qui le sont moins. Ceux-ci s'accommodent globalement de la manière dont vont les choses, et les autres non. En somme, ce « peuple » en apparence homogène, tel qu'il se manifeste autour des premiers feux de palettes sur les ronds-points, soudé par le rejet des riches et l'opposition aux « puissants », voit son homogénéité se dissoudre dès lors que sont mis en jeu les intérêts divergents des segments qui le composent.

Ce peuple, qui est-il ? Que veut-il ? Répondre à cette question, c'est nier la réalité même du terme : la société, chacun le sait bien au fond, est traversée d'oppositions et

structurée en classes sociales. Le fétiche «peuple» met en tension ces divisions sociales, les recouvre mais en aucun cas ne les abolit.

Bloquer l'économie. Mais jusqu'où? Qui bloquer? Les travailleurs? L'ensemble des flux? Les seuls camions étrangers? Quelles entreprises? Les gens qui circulent? Quel rapport cela implique-t-il avec ceux dont les revenus dépendent de la circulation?

On réclame la destitution du pouvoir. Mais pour quoi faire au juste? De nouvelles élections? La démocratie locale? Refuser les politiciens: jusqu'où? Que faire des édiles locaux qui parfois soutiennent le mouvement? On n'a cessé de se présenter comme des gens pleins de bon sens. Mais qu'est-ce que cela signifie? Se distinguer des casseurs? Des pilliers? Des exclus du travail? Des prolétaires immigrés? Des patrons? Des bobos?

Ces contradictions, rarement formulées en langage «politique» (droite contre gauche ou encore radicaux contre modérés) ou en langage «social» (prolétaires contre petits patrons ou petits-bourgeois), n'en ont pas moins été parfois extrêmement vives.

La «composition» se serait-elle «clarifiée» dans la lutte? Loin de là. Les contradictions, au fur et à mesure qu'elles émergeaient, ont sans cesse été étouffées au nom de l'unité. C'est que la puissance d'intégration du mouvement s'est imposée d'emblée comme sa force principale: on y «vient» tel qu'on est. Les Gilets jaunes, faisant fi des identités particulières, se sont immédiatement définis par leur activité de lutte et par rapport à la communauté que cette activité instituait... Cette activité, à son tour, a mis à mal l'unité du peuple: c'est aussi en semant le «zbeul» que la révolte des Gilets jaunes est devenue un mouvement de classe, en contraignant ceux qui voient la chienlit d'un mauvais œil à passer leur tour.

Ce dont il s'agit, pour ceux qui restent, c'est de remettre le monde « à l'endroit » et, pour ce faire, on s'appuie un peu sur n'importe quelle lecture du monde d'apparence subversive, ce qui laisse une grande place aux visions complotistes et contre-révolutionnaires. On s'oppose au « système » plutôt qu'aux configurations concrètes des rapports sociaux, autre manière de réunir dans l'imaginaire ce que la lutte tend à séparer. Or le programme minimal, en apparence modeste, est au fond tout à fait délirant : le pouvoir, en effet, n'a aucune intention d'accéder à des demandes de redistribution des richesses et de prérogatives politiques. Ni la démission de Macron ni le RIC ne garantiraient que ce ne soit plus les mêmes qui trinquent. Dès lors, la « victoire » s'éloigne. Quant à la défaite, on ne l'envisage même pas, et les conditions de la lutte se perpétuant, il n'y a aucune raison qu'on se résolve à abandonner...

État, revenus, bourgeoisie

Centrale est donc la contradiction entre l'auto-représentation des Gilets jaunes comme un « peuple » et la diversité de leurs places individuelles au sein des rapports capitalistes. Non moins central apparaît le fait que la reproduction de ces rapports repose toujours davantage – et malgré les discours libéraux qui prétendent le contraire – sur le truchement de la puissance publique.

Le capitalisme, bien entendu, ne peut pas se passer de l'État comme puissance redistributrice, que ce soit, par exemple, pour diriger des flux de capitaux vers des secteurs non immédiatement rentables (comme les infrastructures, par exemple), ou pour absorber un nombre toujours croissant de travailleurs éjectés de la sphère productive et qui deviennent un poids mort social. Par conséquent, en tant que « reproducteur » des pauvres,

l'État doit endosser la responsabilité de la pauvreté : ça paraît assez logique. Mais son rôle et sa fonction ne relèvent pas de la philanthropie : il s'agit de maintenir le « pouvoir d'achat » résiduel des prolétaires et par conséquent de préserver une paix sociale relative (que mettrait sans doute à mal l'existence de millions de travailleurs surnuméraires privés de toute perspective d'emploi et de consommation). Ces travailleurs précaires ou sans emploi sont une double nécessité pour l'accumulation capitaliste : en tant qu'armée de réserve pesant sur le prix de la force de travail et en tant qu'agents de l'achat de marchandises, opération indispensable à la réalisation de la plus-value – phénomène que Macron semble avoir une fâcheuse propension à oublier.

S'efforçant de contrecarrer la tendance des capitalistes à viser le profit immédiat au détriment de l'élargissement permanent de l'accumulation, l'État – « capitaliste collectif en idée » selon Engels – déploie, consciemment ou non, des contre-mesures à la suraccumulation structurelle de capital, par exemple en supprimant l'ISF, mais aussi – en même temps – en permettant aux surnuméraires d'acheter des marchandises. La contradiction saute aux yeux : on voudrait assurer la reproduction des pauvres en tant que pauvres, en tant qu'armée de réserve et en tant que consommateurs de marchandises, mais dans le même temps on voudrait transférer une part toujours croissante du surproduit directement à la bourgeoisie. L'État joue donc avec la plus-value collective un jeu contradictoire : pressé par les gueux de rendre une part du gâteau, il est de l'autre côté harcelé par la bourgeoisie qui ne l'entend pas de cette oreille. Il s'agit donc de marcher sur des œufs, ce qui explique sans doute les tâtonnements, attermoissements, revirements des dernières années.

Macron, lui, n'a pas l'air de vouloir attermoier, il a l'air de savoir ce qu'il veut : transférer un maximum du pro-

duit collectif aux bourgeois. Globalement, la bourgeoisie semble avoir fait corps avec son chef face aux pauvres ayant fait une irruption imprévue et scandaleuse sur le champ politique. En se battant sur le terrain du niveau de leur reproduction (prix des marchandises et revenus de transfert étatiques), c'est bien entendu un combat pour le prix de la force de travail qu'ils avaient engagé. C'est au fil de leur lutte qu'ils ont semblé découvrir que, derrière l'État, il y avait tout de même le capital; que l'État s'est pour ainsi dire interposé pour prendre les coups – et pour les donner.

Injustice & dépossession des travailleurs

« De l'argent nous est confisqué par la fiscalité, ne nous est pas redistribué et profite aux riches » : voici en somme le discours central des Gilets jaunes.

Le mouvement des Gilets jaunes, revendiquant la « justice » (fiscale ou sociale, au fond, c'est peu ou prou la même chose), doit être considéré au prisme des rapports de production et de reproduction de la période actuelle. Le capital réclame, à la place des salariés « intégrés » d'antan, des travailleurs dépossédés à l'extrême, atomisés, prolos « uberisés », autoentrepreneurs « flexibilisés ». . . Les capitalistes ont disjoint l'achat de la force de travail de la prise en charge de la reproduction des travailleurs, transférée à l'État. L'exploitation est perçue dès lors comme « naturelle », expression d'une pure logique marchande, et non plus d'un rapport social – donc d'un rapport de force collectif. La conflictualité des travailleurs est en grande partie neutralisée par la grande confusion qui règne dans les relations socioéconomiques, troublant la perception de la place de chacun, collègue, patron, client, adversaire, ami, donneur d'ordre... Plus rien ne semble négociable : on travaille, « c'est comme ça ».

Mais la guerre n'a fait que changer de terrain. Avec la gestion de la reproduction des travailleurs, l'État a hérité d'une prérogative historique du capital : la nécessité de baisser les salaires – ou plutôt d'augmenter la proportion de plus-value qui revient à la bourgeoisie. Il réalise cette opération en attaquant le « pouvoir d'achat » (par la hausse des prélèvements et la baisse des allocations), comme si ce « pouvoir d'achat » était un élément extérieur aux rapports de travail, alors qu'il en constitue le nœud. S'en prendre à l'État sur le terrain de la redistribution, c'est donc se battre pour le niveau de sa reproduction en tant que prolétaire.

Tandis qu'on veut faire croire aux prolétaires qu'ils sont devenus des petits patrons, gestionnaires de leur propre exploitation, la lutte des classes prend ainsi une texture un peu étrange, où les prolétaires mobilisent des discours de petits propriétaires, alors même qu'ils sont en train de lutter pour le prix de leur force de travail.

Et l'économie ? Si le pouvoir politique semble avoir – tout de même – un peu tremblé en novembre-décembre 2018, si l'ordre public a été troublé comme rarement, la menace pour l'économie est vite apparue comme relativement négligeable. La bourgeoisie a maintenu sa confiance au gouvernement, l'a soutenu par son aimable contribution à la « prime exceptionnelle », sachant par avance que ces dérisoires concessions seraient vite compensées, au détriment des travailleurs, bien sûr. Les réformes de l'assurance chômage et de la retraite de 2019 et 2020 ne font qu'approfondir cette dynamique de dépossession des prolétaires au profit des classes dominantes.

Ce qui n'a pas été mis en question, c'est l'équilibre profond entre capital et travail. L'État a conservé sa fonction de redistribution des revenus, sans que les proportions de cette opération aient été vraiment modi-

fiées au cours de la crise. Le combat des Gilets jaunes n'a qu'exceptionnellement « débordé » de la sphère de la reproduction à celle de la production. L'exploitation s'est perpétuée sans grands dommages, les marchandises ont continué à être produites et acquises, la plus-value à être extorquée.

Présomption démente et balle dans le pied

Le battement du cœur pour le bien-être de l'humanité passe donc dans le déchaînement d'une présomption démente, dans la fureur de la conscience pour se préserver de sa propre destruction.

Hegel, *Phénoménologie de l'esprit*, 1807.

« Voleurs ! » criait le peuple communiant dans son unité fictive retrouvée en Tunisie et en Égypte en 2011. Et puis, assez vite, cette belle unité s'est fissurée aux cris de « Donne ! » Elle s'est définitivement écroulée lorsque les pauvres ont commencé à se servir. Alors l'unité du peuple a été restaurée au travers de sa seule manifestation concrète, sa représentation autoritaire : l'État et ses hommes en armes, qui ont renvoyé les pauvres à leur condition à coups de trique et de balles, soutenus par tous ceux qui ont intérêt à ce que les pauvres ne se servent pas – jamais.

Mais la répression n'a été possible qu'à partir du moment où les pauvres eux-mêmes ont commencé à prendre peur, en tant que composante réelle de l'économie, cette économie qui – tant qu'elle n'aura pas été « abolie » – *continue de leur fournir à bouffer*. Car, derrière la menace larvée de la destruction de l'économie, il y a encore celle de la guerre civile, au cours de laquelle les pauvres sont supposés s'entre-tuer sans fin. D'un côté, la neutralisation politique produite au sein de la lutte par

le discours de l'unité; de l'autre, la menace de la débâcle économique et de la guerre de tous contre tous: voici les deux mâchoires du piège mis en œuvre pour mettre fin à ces mouvements mobilisant, au nom de la dignité, les prolétaires désorganisés contre l'État qui les vole et qui les asservit.

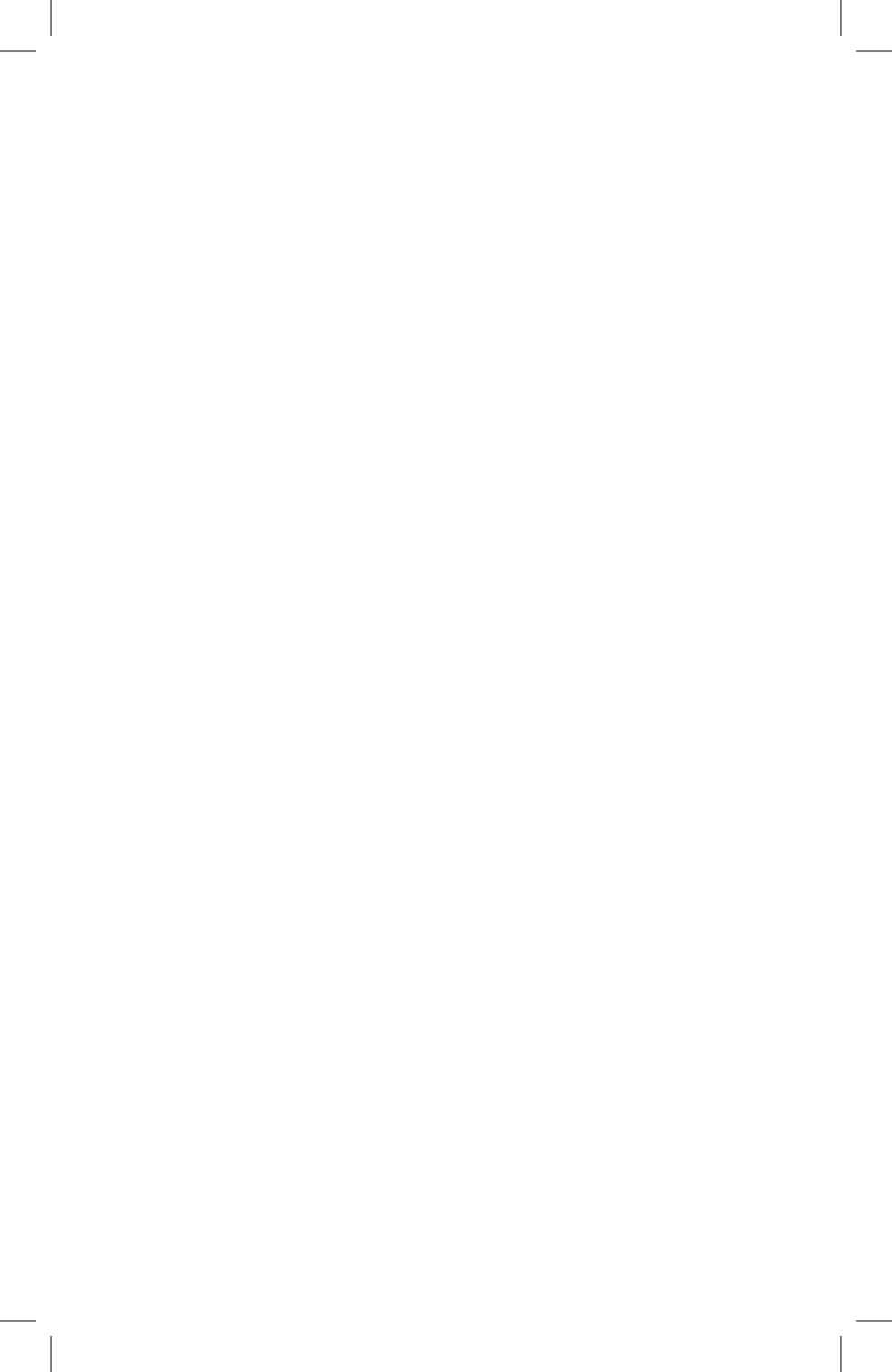
Les gens peuvent-ils s'attaquer à ce qui fait d'eux ce qu'ils sont dans le capitalisme? Pour aller au-delà de la simple perturbation de la circulation de la valeur, au-delà du blocage des dépôts de carburant, des légumes d'Espagne ou du centre des impôts du coin, il faut que la fameuse «présomption démente» s'empare des «masses», celle qui permet de «se tirer une balle dans le pied», c'est-à-dire de mettre en jeu (et de détruire), au moment de la lutte, les conditions de la reproduction sociale, donc de sa propre reproduction en tant que travailleur.

Dès les débuts du mouvement des Gilets jaunes, même les formes les plus radicales d'action se heurtent à cette limite. Même les saccages de péages, les pillages de boutiques, les attaques de bâtiments de l'État, bien que bouleversant significativement la vie quotidienne, respectent jusqu'à un certain point ce tabou. Dès lors, la scansion du mot «révolution» comme slogan dans les manifestations, bien qu'excessivement sympathique, ne relève que du vœu pieux: sans cette «présomption démente», pas de révolution. La révolution, ça se fait en s'attaquant – précisément – à ce qui fait qu'on est ce qu'on est. Ça se fait en acceptant et en provoquant une situation dans laquelle on ignore de quoi seront faits les lendemains.

Mais le revers de la médaille, c'est que, comme les prolétaires restent rétifs à l'encadrement – ce qui semble se vérifier un peu partout –, les opérations visant à les neutraliser et à rétablir durablement l'ordre sont fastidieuses et aléatoires. Si les Gilets jaunes n'ont certes pas «gagné»,

peut-on dire qu'ils ont «perdu»? Pas si sûr. Au contraire, leur simple existence et la façon dont ils ont poussé aussi loin que possible la dynamique d'insubordination sociale ouvrent la porte à toutes sortes d'espairs déments.

Le plus dément serait, bien sûr, qu'ils ne s'arrêtent jamais.



Lectures

Joshua CLOVER, *L'Émeute prime. La nouvelle ère des soulèvements*, Entremonde, 2018.

TEMPS CRITIQUES, *L'Évènement Gilets jaunes, À plus d'un titre*, 2019.

COLLECTIF, *Le fond de l'air est jaune*, Seuil, 2019.

Dossier spécial sur la répression des Gilets jaunes, *L'Envolée*, n° 50, juin 2019.

Bruno ASTARIAN et Robert FERRO, *Ménage à trois dans la lutte des classes. Classe moyenne salariée, prolétariat et capital*, éditions de l'Asymétrie, Entremonde, 2019.

COLLECTIF PLEIN LE DOS, *Plein le dos, 365 gilets jaunes*, éditions du Bout de la ville, 2020.

Sur internet

Jaune. Le journal pour gagner, www.jaune.noblogs.org.

Réseau d'autodéfense juridique collective,
www.rajcollective.noblogs.org.



Table des matières

Introduction	5
1- Le surgissement (17 novembre 2018)	11
2- L'énervement (17 novembre - 1^{er} décembre).....	37
3- Le débordement (1^{er} - 10 décembre).....	75
4- Gueule de bois et retour de flamme (10 décembre 2018 - 5 janvier 2019)	105
5- Devenir un mouvement social (5 janvier - 5 février).....	127
6- Alliances en chiens de faïences (5 février - 16 mars)	159
7- Une lutte sans fin(s) (après le 16 mars 2019)	187
Quelques remarques conclusives.....	201
Lectures.....	215

ACHEVÉ D'IMPRIMER
EN ITALIE PAR PAPERGRAF
POUR LE COMPTE DE NIET!ÉDITIONS
AU MOIS D'AVRIL 2020

1^{ER} DÉPÔT LÉGAL : 2^E TRIMESTRE 2020